

Enr: 18/7/83



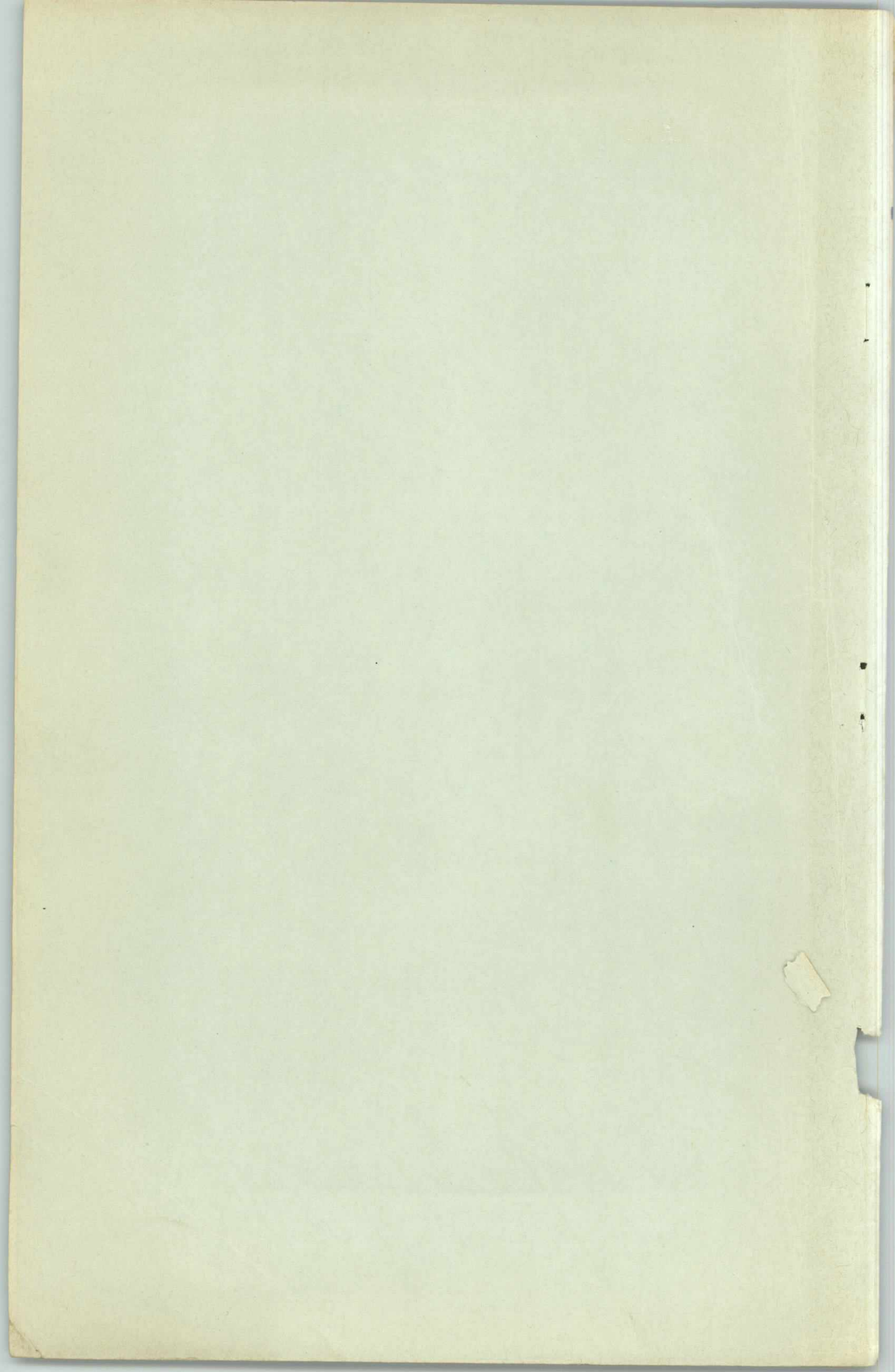
MINISTRE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE GISENYI

Cl. Gisenyi

AAA

MONOGRAPHIE
DE LA
PREFECTURE DE GISENYI

1981



REPUBLIQUE RWANDAISE
PREFECTURE GISENYI

---oOo---

M O N O G R A P H I E

PREFECTORALE

1981.-

=o=o=o=o=o=o=o=o=o=o=o=o=

ALABAMA
DEPARTMENT OF REVENUE
BUREAU OF TAXATION

1900

MONOGRAPH

PREPARED

1900

BY THE BUREAU OF TAXATION

TABLE DES MATIERES

Introduction

PREMIER CHAPITRE : PRESENTATION DE LA PREFECTURE

- A. Situation géographique de la Préfecture
- B. Climat et pluviométrie
- C. Le relief
- D. Le réseau hydrographique
 - a) Les grandes rivières
 - b) Les lacs
 - c) Les petites rivières
 - d) Le débit des rivières
- E. Le sol et végétation
 - a) Les sols
 - 1. Les cendrées volcaniques
 - 2. La zone de la crête Zaïre-Nil
 - 3. Le piémont oriental
 - 4. La zone schisteuse
 - b) La végétation
 - 1. La végétation des cendrées volcaniques
 - 2. La zone de la crête Zaïre-Nil
 - 3. Le piémont oriental
 - 4. La zone schisteuse
- F. Aspects saisonniers
- G. La faune.

DEUXIEME CHAPITRE : DONNEES ET PROBLEMES HUMAINS

I. LA POPULATION

- A. L'évolution du volume de la population
- B. La densité de la population
- C. La structure de la population
- D. Les mouvements démographiques
 - a. Les migrations intérieures
 - b. Les migrations extérieures
- E. Les prévisions de la population
- F. Les races et ethnies de la population

.../...

.../...

...

G. Les religions

- a) L'Eglise catholique
- b) L'Eglise episcopale au Rwanda
- c) L'Eglise adventiste
- d) Association des musulmans
- e) L'Eglise Baptiste et Pentecôtiste
- f) Les païens

H. Les mentalités, les coutumes et les traditions

I. Les habitudes alimentaires

J. Les habitudes vestimentaires

K. L'habitat

- a) L'habitat dispersé
- b) L'habitat groupé
- c) Amélioration de l'habitat.

II. L'EMPLOI

A. Rôle de l'Inspection du Travail

B. Administration du Travail

C. La Sécurité Sociale

D. Répartition de la population active en groupe socio-professionnel

III. LA SANTE

A. L'état sanitaire de la population

- a) Les principales causes de morbidité
- b) Les épidémies
- c) Les principales causes de mortalité

B. Les besoins sanitaires de la population

C. Les formalités médicales

- a) Liste des formations médicales
- b) Les hôpitaux :

- 1. Hôpital de Gisenyi
- 2. Hôpital de Ruhororo
- 3. Hôpital de Shyira
- 4. Hôpital de Kabaya.

D. Centres de santé, dispensaire ou hôpitaux en projet

IV. L'ENSEIGNEMENT

A. L'enseignement primaire

- 1. Le personnel enseignant
- 2. La population scolarisée à l'école primaire
- 3. Les frais de scolarité et le conseil de commune pour l'enseignement
- 4. L'état d'avancement du projet de réforme scolaire
- 5. Les secteurs et zones scolaires.

6. Les jardins scolaires
7. Le matériel scolaire
8. L'enseignement rural et artisanal intégré
 - a) Les sections familiales
 - b) Le CERAR de Kibilira
 - c) L'école agricole et artisanale de Rambura

B. Enseignement secondaire

- a) L'enseignement secondaire gouvernemental
 1. Le petit séminaire de Nyundo
 2. Le Collège de Shyira
 3. L'école d'art de Nyundo
 4. Le collège des filles de Muramba
 5. Le lycée Notre Dame d'Afrique
 6. Le Collège de Gisenyi
 7. Le Collège inférieur de Muramba
- b) L'enseignement secondaire privé
 1. L'école secondaire de Gacuba II
 2. L'école secondaire de Gisenyi

C. L'enseignement supérieur

V. LE SERVICE SOCIAL

A. Généralités

- B. Le Centre Préfectoral de Développement et de Formation Permanente (CPDFP)
 - a) Personnel des CCDFP et sa formation
 - b) Difficultés rencontrées et solutions préconisées
 - c) Principaux thèmes de formation

C. Les Centres Sociaux de Développement (C.S.D.)

- a) Personnel des C.S.D.
- b) La répartition des C.S.D. dans les Communes de la Préfecture
- c) Les activités des centres sociaux de développement
 1. Les activités pratiques
 - 1.1. Agriculture
 - 1.2. Le petit élevage
 - 1.3. La cuisine
 - 1.4. La coupe couture, raccommodage et tricotage
 - 1.5. La broderie-vannerie et perlage
 - 1.6. Le bricolage
 - 1.7. Le repassage et le lessivage
 2. Les activités théoriques ou causeries éducatives

D. Les centres nutritionnels

- E. Les conclusions générales
- a) Résultats atteints
- b) Difficultés rencontrées
 - 1.- Aspect personnel
 - 2.- Aspect matériel
 - 3.- Aspect formation
 - 4.- Aspect financier
 - 5.- Aspect infr structure
- c) Projet pour l'amélioration des services

VI. LE SERVICE PENITENTIAIRE DE GISENYI

- A. Le service pénitentiaire de Gisenyi
- B. Le service pénitentiaire de Kabaya

VII. L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE

- A. Généralités
- B. Organisation sportive dans le centre urbain de Gisenyi
 - a) Le football
 - b) Le basket-ball et le volley-ball
- C. Infrastructures sportives au niveau communal
 - a) Infrastructure sportive de chaque commune
 - b) Matériel disponible dans chaque Commune
- D. Equipements culturels
 - a) Les soirées dansantes, les théâtres, les conférences et les centres culturels
 - b) Les folklores et les ballets communaux

VIII. SERVICE DES BATIMENTS CIVILS ET DE L'URBANISME

- A. Bâtiments civils
- B. Urbanisme
- C. Cadastre

IX. ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE DE LA PREFECTURE

- A. Organisation administrative de la Préfecture
 - a) Les organes préfectoraux
 - 1. Le conseil préfectoral
 - 2. La conférence préfectorale
 - b) Les organes communaux
 - 1. Le Conseil communal
 - 2. La commission technique
 - 3. Le conseil de développement

B. Organisation politique de la Préfecture

- a) Les organes préfectoraux du MRUD
 - 1. Le comité préfectoral
 - 2. Le congrès préfectoral
 - 3. Liste des cellules spécialisées

C. Organisation judiciaire

- a) Tribunaux
- b) 1. État des locaux
- 2. Equipement matériel
- 3. Personnel judiciaire
- b) Brigade judiciaire

TROISIEME CHAPITRE : DONNEES ET PROBLEMES ECONOMIQUES

I. AGRICULTURE

A. Organisation du service agricole

B. Etude des cultures pratiquées

a) L'importance des cultures vivrières dans la Préfecture

- 1. Le service des semences sélectionnées
- 2. La vulgarisation agricole
- 3. Division du travail
- 4. Système de culture

b) L'importance des cultures industrielles

- 1. Le café
 - 2.1. Le projet théicole Pfunda
 - 2.2. Le projet théicole Ramba-Gaseke
 - 2.3. Le projet théicole Karago-Giciye
- 3. Le pyrèthre
- 4. Le tabac

c) Les cultures fruitières et potagères

C. Protection et conservation des sols

- a) La lutte anti-érosive
- b) les boisements
- c) La lutte contre la destruction par le feu et le fer

D. Etude des productions agricoles

- a) Les productions des cultures vivrières
- b) Les productions des cultures industrielles
 - 1. Le café
 - 2. Le thé
 - 3. Le pyrèthre
 - 4. Le tabac

c) Les productions pépinières et fruitières

E. Etude des productions agricoles commercialisées

- a) Evolution des prix des produits vivriers
- b) La production vivrière commercialisée
- c) La commercialisation des cultures industrielles.

II. ELEVAGE

- A. Généralités
- B. Disponibilités en pâturages et en cultures fourragères
- C. Importance du cheptel
 - a) Cheptel bovin
 - b) Petit bétail
- D. Mode d'élevage
- E. Infrastructure vétérinaire et zootechnique
 - a) Equipements vétérinaires
 - b) Equipements zootechniques
 - c) Les équipements de lutte anti-tiques
- F. Etat sanitaire du cheptel
 - a) Les maladies d'origine virale
 - b) Les maladies d'origine microbienne
 - c) Les maladies protozoaires
 - 1. La trypanosomiase
 - 2. La thélemose
 - 3. La coccidiose
 - 4. Les helminthiases
- G. Etude de la commercialisation des produits d'élevage
 - a) Commerce du bétail sur pied
 - b) Abattage des animaux et commerce de la viande et du lait

III. APICULTURE

IV. PISCICULTURE

- A. La pisciculture dans les Communes
- B. La pêche sur le lac Kivu
 - a) Situation antérieure
 - b) Le projet pêche sur le lac Kivu
 - c) Avenir du projet pêche sur le lac Kivu

V. COMMERCE

- A. Considérations générales
- B. Régime juridique sur le commerce
 - a) Législation sur le commerce
 - b) Le contrôle des prix
 - c) Loi sur le régime des boissons alcooliques
 - d) Décret-loi sur le transfert des activités commerciales
- C. Problèmes généraux
 - a) Moyens d'approvisionnement
 - 1. Produits importés

- 2. Produits locaux
 - 2.1. Primus
 - 2.2. Haricot
 - 2.3. Bananes - Pomme de terre
 - 2.4. Viandes - Légumes - Fruits
 - 2.5. Huile de palme.
- b) Echanges inter-régionaux
- c) Commerce frontalier
- D. Principales difficultés rencontrées
 - a) La non application des lois
 - b) Les fluctuations

VI. INDUSTRIES, MINES ET ARTISANAT

- A. Industries
 - a) Industries alimentaires et agricoles
 - 1. La BRALIRWA
 - 2. RWANDEX
 - b) Industries extra-actives
 - 1. la SOMIRWA Gatumba
 - c) Industries mécaniques
 - 1. Rwanda-Meubles
 - 2. Menuiseries de Muramba et de Félix
 - d) Industries chimiques
 - 1. ELECTROGAZ
 - 1.1. Usine d'épuration d'eau
 - 1.2. La Centrale hydro-électrique
 - 1.3. L'état actuel de l'Electrogaz
 - 1.4. Le projet haute tension Mukungwa-Gisenyi
 - 2. Station Gaz Méthane
 - 2.1. Généralités
 - 2.2. Epuration du Gaz
 - 2.3. Evolution de l'état de la station
 - 2.4. Difficultés rencontrées
 - 2.5. Perspectives d'avenir.
- B. Artisanat
 - a) Artisanat traditionnel
 - b) Artisanat modernisé
 - c) Artisanat de service

.../...

d) Comptoirs de vente des produits artisanaux

C. Les Entreprises de service

- a) La station Mobil
- b) Le garage Ets Gisenyi Motors
- c) Le garage Populus
- d) Le garage du lac
- c) Le garage MWAKA KATAKEMWA
- d) La station ERP
- g) Le garage N.A.H.V.

VII. INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION

A. Les routes

- a) Voirie urbaine
- b) Routes Nationales
- c) Personnel
- d) Routes secondaires ou routes communales

B. Transports lacustres

C. Aérodrome de Gisenyi

- a) Généralités
- b) Personnel
- c) Etat des équipements
- d) Statistiques des transports aériens

VIII. TOURISME

- A. Attraits du paysage naturel et du lac Kivu
- B. Infrastructures hôtelières
- C. Forêt naturelle
- D. Parc National des Birunga
- E. Sanctuaires des gorilles
- F. Hospitalité plage et grands monts
- G. Potentialités croissantes du tourisme à Gisenyi

IX. SERVICE DES DOUANES

- A. Recettes douanières
- B. Fonctionnement et besoins de service

X. LA COMPTABILITE PUBLIQUE

XI. LE CONTROLE DES FINANCES PUBLIQUES

XII. IMPOTS

- A. Personnel
- B. Difficultés
- C. Suggestions.

XIII. LE MOUVEMENT COOPERATIF

- A. Généralités
- B. Personnel
- C. Réalisation en 1978 et 1979
- D. Problèmes posés dans les coopératives
 - a) Détournement de fonds
 - b) Insuffisance de champs d'exploitation
 - c) Manque de formation des coopérateurs
 - d) Insuffisance du personnel

XIV. EQUIPEMENT BANCAIRE

- A. B.C.R. Agence de Gisenyi
- B. C.E.R
- C. Banque Populaire et Coopératives de crédits

DIAGNOSTIC D'ENSEMBLE

- Diagnostic d'ensemble
- Conclusions.-

Le travail ainsi fait reste le point de départ pour la réalisation de différents services publics, par exemple, la planification dans la Préfecture et les zones rurales.

L'interprétation analytique de divers données a permis de prendre position et de dégager des propositions d'actions concrètes de développement en vue de résoudre totalement et définitivement les problèmes soulevés.

Il nous restera à présent à analyser les différents aspects de ce développement de la Préfecture de Gisenyi.

Il est évident que les différents aspects de ce développement sont profondément liés.

INTRODUCTION

La présente monographie qui couvre la période 1981 est une étude analytique conçue dans une optique opérationnelle en vue de planifier le développement intégral de la Préfecture de Gisenyi.

La volonté de présenter ce travail dans un ensemble suivi et ordonné a commandé la démarche de l'esprit de procéder à sa répartition en trois parties.

C'est ainsi que le premier chapitre décrit la situation géographique de la Préfecture et ses réalités naturelles.

Le second chapitre traite des données et des problèmes humains ainsi qu'un certain nombre d'entraves auxquelles se heurte le développement socio-économique de la Préfecture.

Le troisième chapitre analyse les données et problèmes économiques qui constituent d'importantes potentialités économiques et sociales du développement de la Préfecture.

En dernier lieu, cette étude propose un programme de développement en vue de moderniser le développement de la Préfecture de Gisenyi. Ce diagnostic global compte des orientations prioritaires recommandées maintes fois par le Conseil Préfectoral qui est un organe préfectoral de conception.

Le travail ainsi fait reste le produit des informations reçues de différents services publics, parastataux ou privés oeuvrant dans la Préfecture et des lectures faites.

L'interprétation analytique de diverses données a permis de prendre position et de dégager des propositions d'actions concrètes de développement enfin de résoudre totalement ou partiellement des problèmes soulevés.

Nous remercions très sincèrement ceux qui ont aidé de près ou de loin à la confection de cet instrument d'orientation du développement de la Préfecture de Gisenyi.

Qu'ils trouvent ici l'expression de notre plus profonde gratitude.

.../...

La Préfecture de Gironde est un établissement public à caractère administratif qui a pour mission de représenter l'Etat dans le département de Gironde. Elle est dirigée par le préfet, nommé par le Président de la République sur proposition du Premier ministre. Elle est dotée d'un budget et d'un personnel. Elle est chargée de l'application des lois et des règlements de l'Etat dans le département de Gironde. Elle est également chargée de l'administration départementale et de la gestion des services publics. Elle est composée de plusieurs directions et services. Elle est le chef de file de l'administration départementale et de la gestion des services publics. Elle est chargée de l'application des lois et des règlements de l'Etat dans le département de Gironde. Elle est également chargée de l'administration départementale et de la gestion des services publics.

PREMIER CHAPITRE : PRESENTATION DE LA PREFECTURE OU REALITES NATURELLES

=====

La Préfecture de Gironde	1
Le département de Gironde	2
Le territoire de Gironde	3
Le climat de Gironde	4
Le relief de Gironde	5
Le sol de Gironde	6
Le paysage de Gironde	7
Le patrimoine de Gironde	8
Le développement de Gironde	9
Le rôle de Gironde	10
Le futur de Gironde	11

PREMIER CHAPITRE : PRESENTATION DE LA PREFECTURE

A. SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA PREFECTURE

La Préfecture de Gisenyi couvre une superficie de 2.145 km² qui la classe en quatrième position de toutes les Préfectures du Pays. Elle est située dans le nord-ouest du pays. Elle est limitée au Nord et à l'Ouest par la République du Zaïre (Sous-Région du Nord-Kivu), au Sud par la Préfecture de Kibuye (Communes Mabanza, Rutsiro et Kivumu) au Sud-Est par la Préfecture de Gitarama (Communes Bulinga et Nyakabanda) et la Préfecture de Ruhengeri (Communes Ndusu, Gatonde, Nyamutera et Nkuli).

Elle compte quatre régions naturelles suivantes :

1. Le BUGOYI qui comprend :

Rubavu	: 120 km ²
Rwerere	: 160 km ²
Mutura	: 176 km ²
Kanama	: 210 km ²
Nyanyumba	: 150 km ²

2. Le KANAGE comprenant la seule Commune

Kayove	: 191 km ²
--------	-----------------------

3. Le BUSHIRU qui comprend les Communes :

Karago	: 150 km ²
Giciye	: 185 km ²

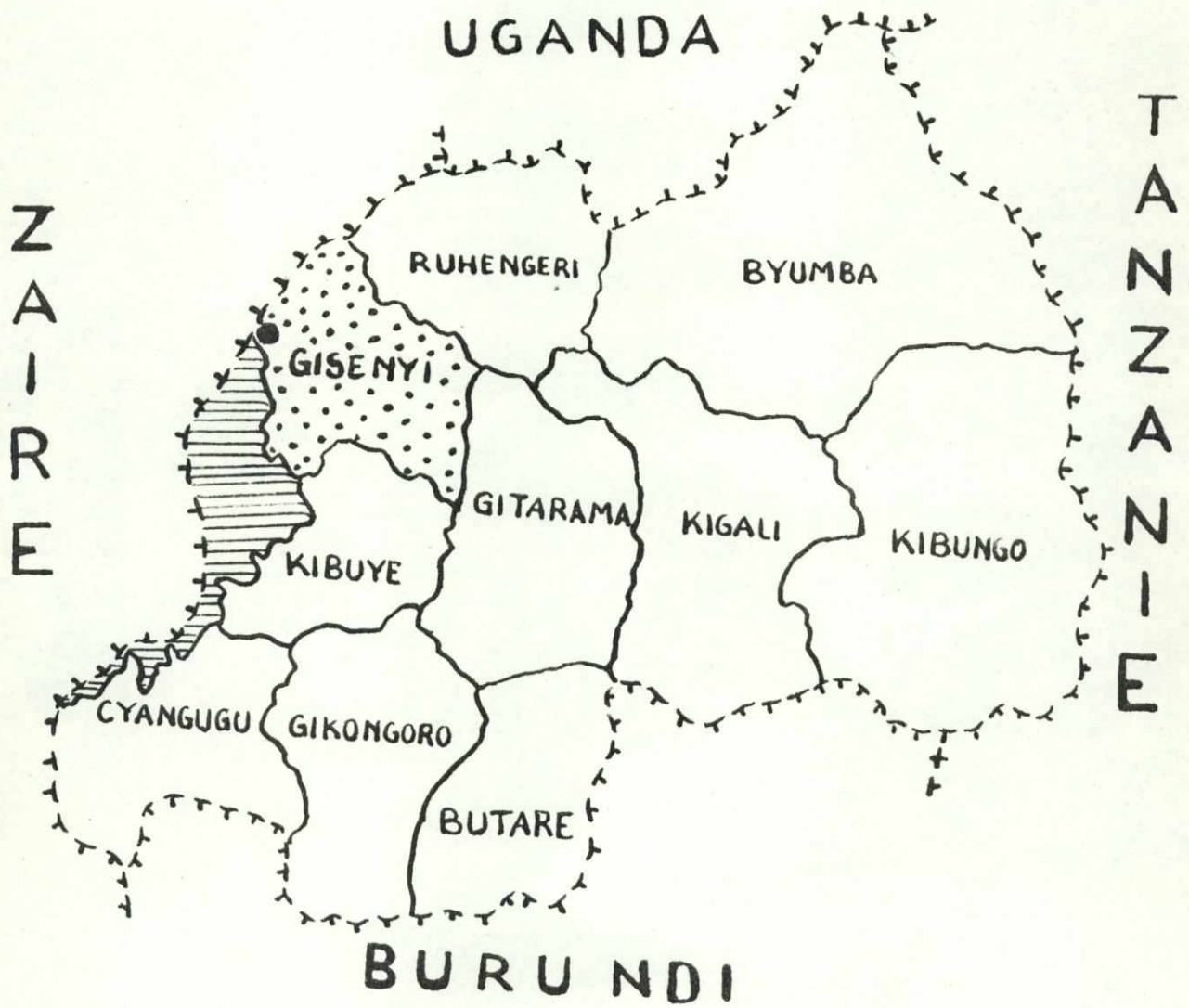
4. Le KINGOGO qui compte quatre Communes

Gaseke	: 150 km ²
Satinsyi	: 160 km ²
Kibilira	: 350 km ²
Ramba	: 148 km ²

La Préfecture de Gisenyi est localisée entre 1° 42' de latitude Sud et 29° 16' de longitude Est. Ces coordonnées géographiques sont tirées des bulletins climatiques du Rwanda (1970).

.../...

SITUATION DE LA
PREFECTURE DE GISENYI



☐ : GISENYI

B. CLIMAT ET PLUVIOMETRIE

Le climat varie en fonction de l'altitude. Il est tempéré dans les régions de basse altitude à savoir le Sud-Est et l'Ouest où la température atteint 20°C. Il fait en pratique légèrement froid et pluvieux en sa partie centrale où la crête Zaïre-Nil prédomine la forêt naturelle de Gishwati. Cette forêt entrecoupée par une route macadamisée reliant Gisenyi à la Préfecture de Ruhengeri se prolonge jusqu'au volcan Karisimbi souvent couvert de neige.

Comparativement aux données pluviométriques antérieures, on a observé une baisse de pluviométrie dans l'ensemble de la Préfecture. Il a été tellement sec que certains boisements jeunes ont péri sous l'effet du soleil. Une tombée de grêle dans les deux saisons pluvieuses a frappé presque toutes les Communes.

Relevés pluviométriques

Stations	!Précipitations! ! annuelles	Nbre de jrs ! de pluie
1. Rubavu (Pfunda)	! 1.358,7	! 176
2. Giciye	! 534,5	! 119
3. Kabaya (Gaseke)	! 1.026,5	! 84
4. Gisenyi (Rubavu)	! 1.863	! 129
5. Gatumba	! 1.055	! 86
6. Ramba.	! 1.195,7	! 158

C. RELIEF

La Préfecture de Gisenyi appartient successivement à la zone de haute et moyenne altitudes. Quand on essaie de disloquer le relief, l'on constate en effet que cette entité est partagée entre les terres de la Crête Zaïre-Nil, le piémont oriental et la zone schisteuse. Cette dernière est localisée essentiellement dans la Commune Kayove. D'une part, l'ensemble de ce relief se caractérise par de hautes montagnes allongées ou raidies en certains endroits, très accidentées et l'on observe tour à tour des vallées, des pentes abruptes et quelques plateaux au Sud et au Sud-Est. D'autre part, seules les régions du Bugoyi semblent se soustraire légèrement à cette notion générale. C'est dans ce contexte que l'altitude varie entre 1.600m et 4.500 m. Toutefois, les isophyses varient suivant les quatre régions naturelles, ce qui ramène bientôt les limites altitudinales de 1.900m à 3.000m.

L'examen approfondi des structures du relief fait conclure que le volcân Kalisimbi domine non seulement la région mais plutôt aussi tout le pays. Il s'élève en effet à 4.506 m. Les autres sommets importants observés sont :

- Rusho	: 2.992 m	- Ruhunga	: 1.978 m
- Mutaho	: 2.806 m	- Kirengo	: 1.936 m
- Kilimbogo	: 2.650 m	- Rushyiga	: 1.930 m
- Ntaganzwa	: 2.258 m	- Mugano	: 1.824 m
- Binana	: 2.059 m	- Kiziguro	: 1.813 m
- Gatwebane	: 2.023 m	- Muhungwe	: 3.000 m

D. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La Préfecture de Gisenyi est très arrosée. Elle dispose en effet d'un certain nombre de rivières et de lacs. Puis, de petites sources sont aussi nombreuses. Toutefois, une carence d'eau est très remarquable dans les Communes des Laves, à savoir Mutura, Rwerere, Rubavu, une partie de Kanama et une portion de terre de la Commune Karago.

a) Grandes rivières

Comme grandes rivières, on peut citer les rivières Giciye, Rugobagoba, Bwafi et Nyiramilindi. La rivière Satinsyi alimentée par les affluents Nyaruha, Buhimba, Muhembe, Nyampili, Rutovu, Kagano, Rushubi, Mpazi, Kazabe et Mugogwe sont avec la Mukungwa les deux petites rivières à alimenter la Nyabarongo appelée vulgairement "fleuve".

D'autres rivières telles que Koko, Nkora, Gashashi, Nyamisa, Kibilira, Sebeya alimentée par ses affluents Bikore, Gateve, Yungwe, Karambo, Bihongora, Rwankuba et Bikeneke et Pfunda alimentée par Nyankilimbili, Nyaburaro etc... sillonnent la Préfecture en jouant parfois le rôle de limites naturelles entre Communes, secteurs et cellules.

b Lacs

Le lac Kivu long de 120 km et de 80 km de large reçoit les eaux des rivières citées plus haut, soit Koko, Nkora, Gashashi, Sebeya et Pfunda alors que le lac Karago est alimenté par les ruisseaux Nyamukongoro et Gihirwa.

.../...

c) Petites rivières

La région de la Préfecture de Gisenyi, spécialement le ressort de la Sous-Préfecture de Kabaya est très arrosée. La population boit l'eau des rivières et des canaux. L'on ne saurait effectivement dénombrer les petites rivières mais il en existe en nombre dans les Communes Kanama, Nyamyumba et Rubavu. Seules les Communes Rwerere et Mutura en sont dépourvues tellement que la population survit grâce à l'action de l'A.I.D.R.

d) Débit des rivières

Le problème de débit est très mal connu : aucune étude appropriée n'a été faite pour renseigner sur les potentialités existantes. Toutefois, l'on sait que la ville de Gisenyi est éclairée depuis des années grâce à un captage des eaux de la Sebeya. En effet, le débit n'est pas évalué mais il permet une capacité de production de 110 m³/Heure.

E. LE SOL ET LA VEGETATION

a) Les sols

1. Cendrées volcaniques

Les cendrées volcaniques s'étendent sur la région naturelle du Bugoyi : il s'agit d'une zone d'épandage des laves et des cendrées volcaniques qui proviennent des Birunga, elle est caractérisée par des versants couverts de forêts primitives et formant la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Comme traits généraux, ce sont des terrains escarpés, d'une topographie heurtée, encore que les pentes s'atténuent vers le Sud et l'Ouest. Les sols deviennent constamment des cendrées volcaniques grossières, avec en surface, un horizon humifère bien saturé et par endroit, cette couche de cendrées s'est altérée en engendrant un sollimoneux. Tous ces terrains ont une haute teneur en matières organiques, bien que parfois ils soient revêtus souvent d'une certaine forme basique.

Le sud du Bugoyi se différencie du Nord par une diversification de l'association pédologique : cette association alterne les éléments ci-après : sols bruns plus évolués, un pourcentage d'argile, des ferrisols humifères, des maolisols, tout cela a une grande portée agronomique.

La configuration du terrain et la texture du sol sont si favorables que l'érosion n'y cause que très peu de ravages.

.../...

2. Zone de la crête Zaïre-Nil

Appelée aussi "zone des montagnes", elle a une altitude supérieure à 2.000 m. Le climat y est mésothermal humide et les précipitations abondantes. Aussi, les températures s'abaissent fréquemment, ce qui fait que l'amplitude annuelle restant faible les amplitudes diurnes peuvent être plus importantes.

Quant à la valeur agronomique des sols, ceux-ci présentent une quantité forestière acide (PH entre 5 et 5,5) et d'une teneur élevée en carbone ayant en définitive peu d'humus, malgré l'énorme approvisionnement en matière végétale. Sous le lit des feuilles mortes, c'est le sous-sol rocheux, car l'activité bactérienne minéralise à toute allure la matière organique.

Outre que la valeur agronomique de ces terrains ne soit pas totalement négligeable, les fortes pentes en limitent l'utilisation. La déforestation en effet, provoque rapidement du fait de l'érosion, une déperdition d'humus. La haute valeur agricole de l'horizon humifère est fragile, l'on envisage des pentes faibles mais ces emplacements n'occupent qu'une faible superficie et se présentent en flots dispersés.

3. Le piémont oriental

Se trouvant à cheval sur les deux versants de la crête Zaïre-Nil, la petite bande située entre 1.500 et 2.000 m d'altitude à l'Est de cette crête, constitue le piémont oriental englobant grossièrement la région naturelle du Bushiru, les versants sont cultivés par une population trop dense et qui établit ses champs sur des pentes les plus abruptes. Le sous-sol schisteux dans l'ensemble porte des ferrisols humifères mais de valeur agricole très variable, d'autant plus que les collines escarpées sont souvent érodées. Le climat est semi-équatorial avec trois mois de grande saison sèche.

4. Zone schisteuse (Kayove spécialement)

Une grande partie de cette zone appartient à la Commune de Kayove. Le sous-sol est essentiellement constitué de schistes et micaschistes avec de petits massifs granitiques et des filons de quartzite d'une valeur agronomique très maigre; les ferrisols humifères quant à eux constituent assez de bons terrains, leur caractère récent leur attribue une valeur agricole variable d'un point à l'autre.

b) Végétation

1. Cendrées volcaniques

La végétation naturelle est la forêt ombrophile de montagne; mais là aussi, le défrichement au lieu de laisser la place à une savane arbustive a donné lieu à une prairie courte et très dense où domine une graminée, le penissetum. La partie nord de cette région volcanique, aux sols moins évolués, convient plutôt aux bananeraies, au pyrèthre, au tabac et maraîchage. Le caféier donne de bas rendements ainsi que le théier introduit en 1973.

2. Zone de la crête Zaïre-Nil

Mis à part un pastoralisme contrôlé, la vocation est bien souvent un reboisement, en particulier sur tous les affleurements rocheux. Dans la zone même des volcans, au dessus de 3.000 m d'altitude au milieu des brouillards et des neiges, se développe une végétation appelée "NEBELWALD" ou un ensemble de bruyères arborescentes, de séneçons et de lobéliers géants.

3. Piémont oriental

La formation végétale naturelle est une zone herbeuse, dont la graminée dominante est la Brachiaria platynota, sauf sur les pitons quartzifères et les massifs granitiques érodés où on ne trouve qu'un pâturage pauvre et mince, d'argostoris de peu de valeur pastorale.

3. Zone schisteuse

La formation naturelle est la forêt mais sa destruction, l'élimination des espèces et la transformation de la structure du sol par l'exploitation ne permettent plus qu'une savane arbustive à graminées où domine de l'hyparrhemia diplandra, celle-ci d'ailleurs du fait du brûlage de culture et de broutage des jachères peut évoluer vers une savane herbeuse.

Les aptitudes agronomiques dépendant du micro-relief, crêtes quartzifères et pentes supérieures à 40 % sont à boisser sur les terrains graveleux des crêtes et des pentes connexes; pâturages protégés sur les limons des pentes concaves, bananiers et caféiers arabica, cultures vivrières dans les vallées et les faibles pentes.

- Sur le point altimétrique, la végétation est verdoyante durant toute l'année, sauf peu d'endroits de basse altitude (dans les Communes Kayove, Kibilira, Satinsyi et Giciye pendant la période de la saison sèche en juillet et août).

- Les grands types du couvert végétal sont quasi inexistantes en basse et moyenne altitudes. On y trouve par contre des cultures diversifiées comme :

.../...

* En basse altitude :

Patates douces, haricots, bananiers, manioc, sorgho, soja, arachide, cultures maraîchères, thé, café etc...

* En moyenne altitude :

Haricots, sorgho, patate douce, froment, maïs, petit pois etc...

* En haute altitude :

Maïs, petit pois, pyrèthre, thé, pomme de terre, éleusine etc...

* Les essences dominantes dans la haute forêt sont :

- podocarpus (IMIFU)
- Bambous etc...

L'alternance des saisons n'affecte en rien la verdure en moyenne et en haute altitudes.

F. ASPECTS SAISONNIERS

La répartition des saisons, comme dans tout le pays, reste dûment respectée.

- Une petite saison sèche : décembre-janvier
- Une grande saison de pluie : Mars-mai
- Une grande saison sèche : juin-août
- Une petite saison de pluie : septembre-décembre.

L'irrégularité des saisons se marque chaque année.

G. FAUNE

Le Parc National des Birunga est le dernier sanctuaire en Afrique où l'on rencontre le Gorille. En plus de cet animal devenu rare dans le monde, l'on y trouve également les éléphants, les buffles, les léopards, les antilopes, les chimpanzés, les sangliers et les civettes.

La forêt naturelle de Gishwati compte très peu d'animaux. Toutefois, il y a lieu d'y voir des léopards, des antilopes, des singes des chimpanzés.... bref, la faune n'est pas variée. Elle est constituée de petits animaux. L'action de l'homme par la conquête de nouvelles terres a continué à détruire la nature par les incendies incontrôlés, ce qui en plus de la chasse, contribue lentement à la disparition de certaines espèces d'animaux.

Les naissances de la faune ne sont pas faciles à suivre, ce qui est vrai c'est que ces animaux se reproduisent tout de même. Les espèces animales ne sont pas toutes recensées, cependant le nombre est toujours très réduit étant donné les caractéristiques climatiques de la région.

I. LA POPULATION

4. Evolution du volume de la population

Le tableau suivant indique l'évolution de la population de la République Algérienne.

Année	(1) Population totale	(2) Population urbaine
1975	11 200 000	3 200 000
1976	11 400 000	3 300 000
1977	11 600 000	3 400 000
1978	11 800 000	3 500 000
1979	12 000 000	3 600 000
1980	12 200 000	3 700 000
1981	12 400 000	3 800 000

DEUXIEME CHAPITRE : DONNEES ET PROBLEMES HUMAINS

Source : Recensement de la population algérienne.

Notes :

- (1) Population totale : incluant la population algérienne et étrangère résidant en Algérie.
- (2) Population urbaine : population résidant dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Annexes

DEUXIEME CHAPITRE : DONNEES ET PROBLEMES HUMAINS

I. LA POPULATION

A. Evolution du volume de la population

Le tableau suivant indique l'évolution du volume de la population de la Préfecture de Gisenyi.

Année	! Nombre d'habitants !	! Accroissement en % de la population (1) !
1975	! 424.916	! 100,00 %
1976	! 433.411	! 101,99 %
1977	! 439.467	! 103,42 %
1978	! 453.352 (2)	! 106,69 %
1979	! 464.705	! 109,36 %
1980	! 473.236	! 111,00 %
1981	! 485.637	! 114,00 %

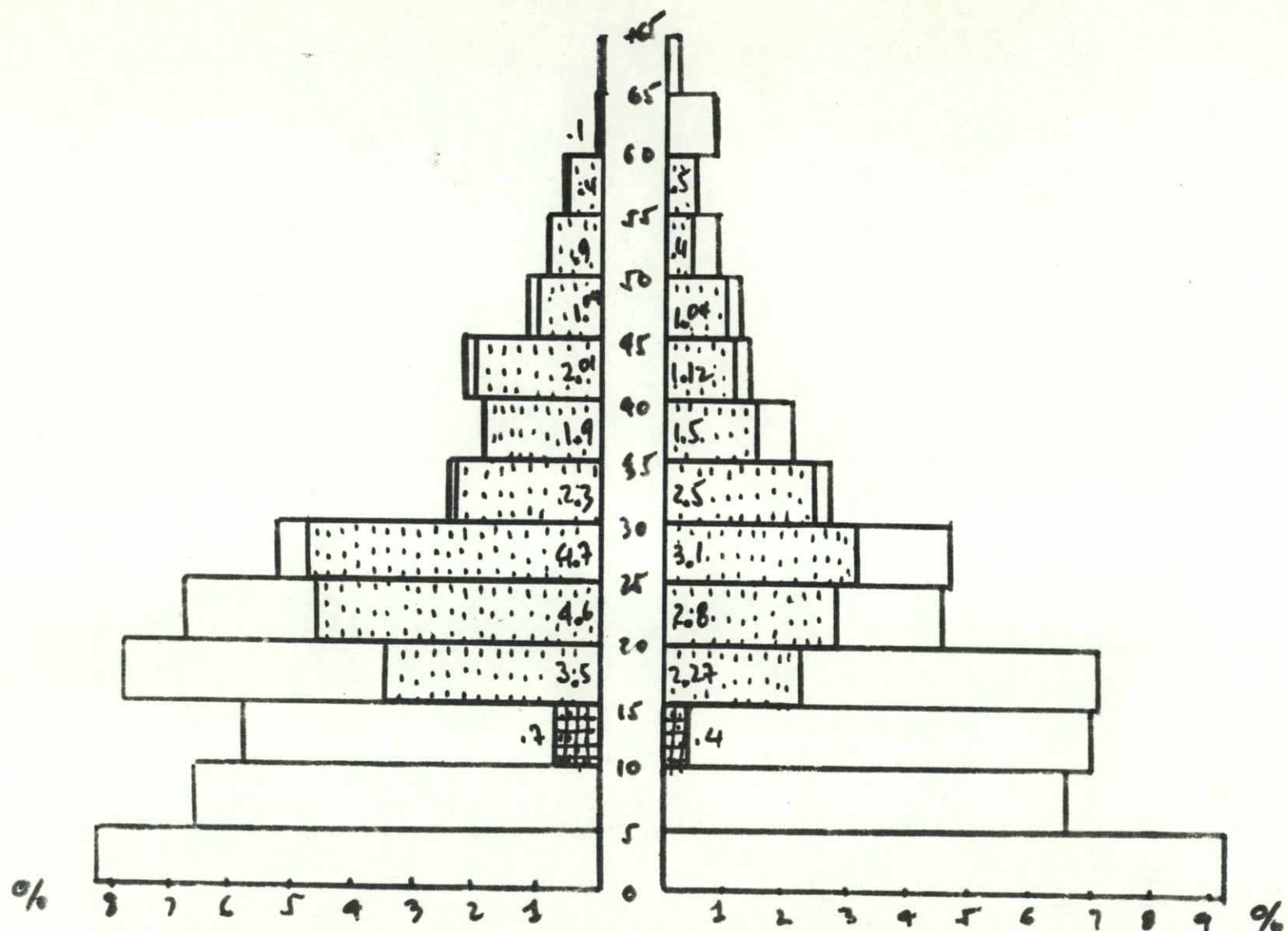
Sources : Rapports annuels de la Préfecture.

NOTES :

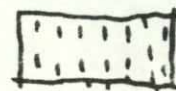
(1) L'année 1975 a été prise comme année de base


(2) En 1978, le recensement général de la population a donné comme population totale de la Préfecture de Gisenyi : 468.786 habitants.

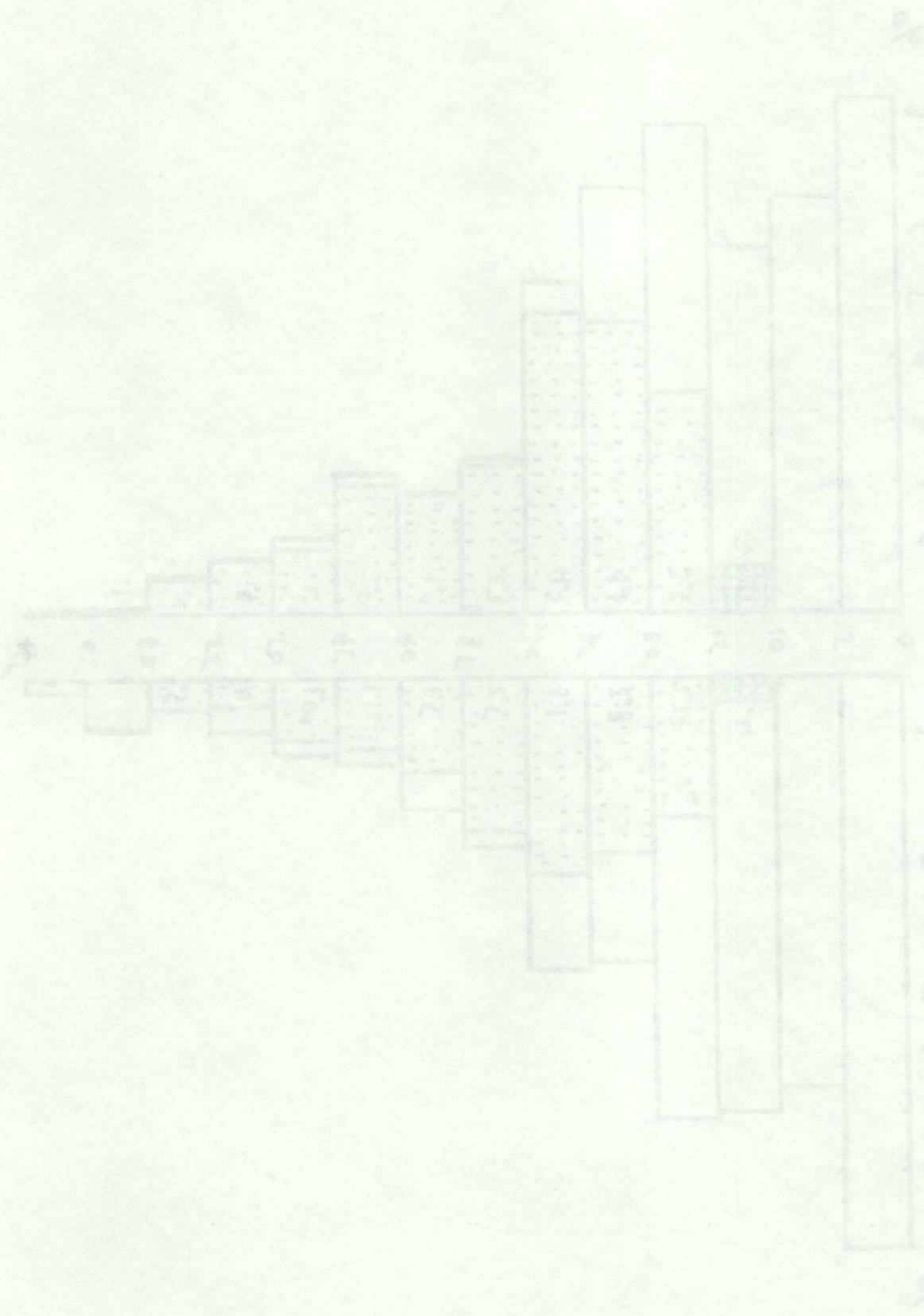
.../...



Population Active à travers la pyramide de l'Age (ENQUETE A.C.A 1980)

 Population Active (15-64 ans)

 population Active en dessous de la norme internationale (10-14 ans)



Population of the District (1901-1902) (left side) and Population of the District (1903-1904) (right side)

Population of the District (1901-1902) [thousands] and Population of the District (1903-1904) [thousands]

B. La densité de la population

La superficie de la Préfecture de Gisenyi étant de 2.145 km² et compte tenu de l'accroissement démographique, la densité de la population évolue d'année en année dans l'ordre croissant comme le montre le tableau suivant :

Année	Densité de la population au km ²
1975	198 habitants au km ²
1976	202 habitants au km ²
1977	205 habitants au km ²
1978	211 habitants au km ²
1979	217 habitants au km ²
1980	220 habitants au km ²
1981	226 habitants au km ²

C. Structure la population de la Préfecture Gisenyi au 31/12.81

Tranches d'âges	Hommes	% par rapport à la population masculine totale	Femmes	% par rapport à la population féminine totale
0 - 4	29.274	12,33	29.807	12
5 - 9	25.728	10,83	26.057	10,49
10-14	33.384	14,06	34.556	13,92
15-19	32.610	13,73	33.717	13,58
20-24	26.904	11,33	28.699	11,56
25-29	20.544	8,65	21.096	8,49
30-34	13.955	5,87	14.188	5,71
35-39	10.608	4,46	10.830	4,36
40-44	8.712	3,69	10.497	4,22
45-49	8.105	3,41	8.778	3,53
50-54	7.345	3,09	8.092	3,25
55-59	6.239	2,62	6.603	2,66
60-64	5.885	2,47	7.046	2,83
65 et plus	8.114	3,46	8.283	3,33
TOTAL	237.408	100 %	248.229	100 %

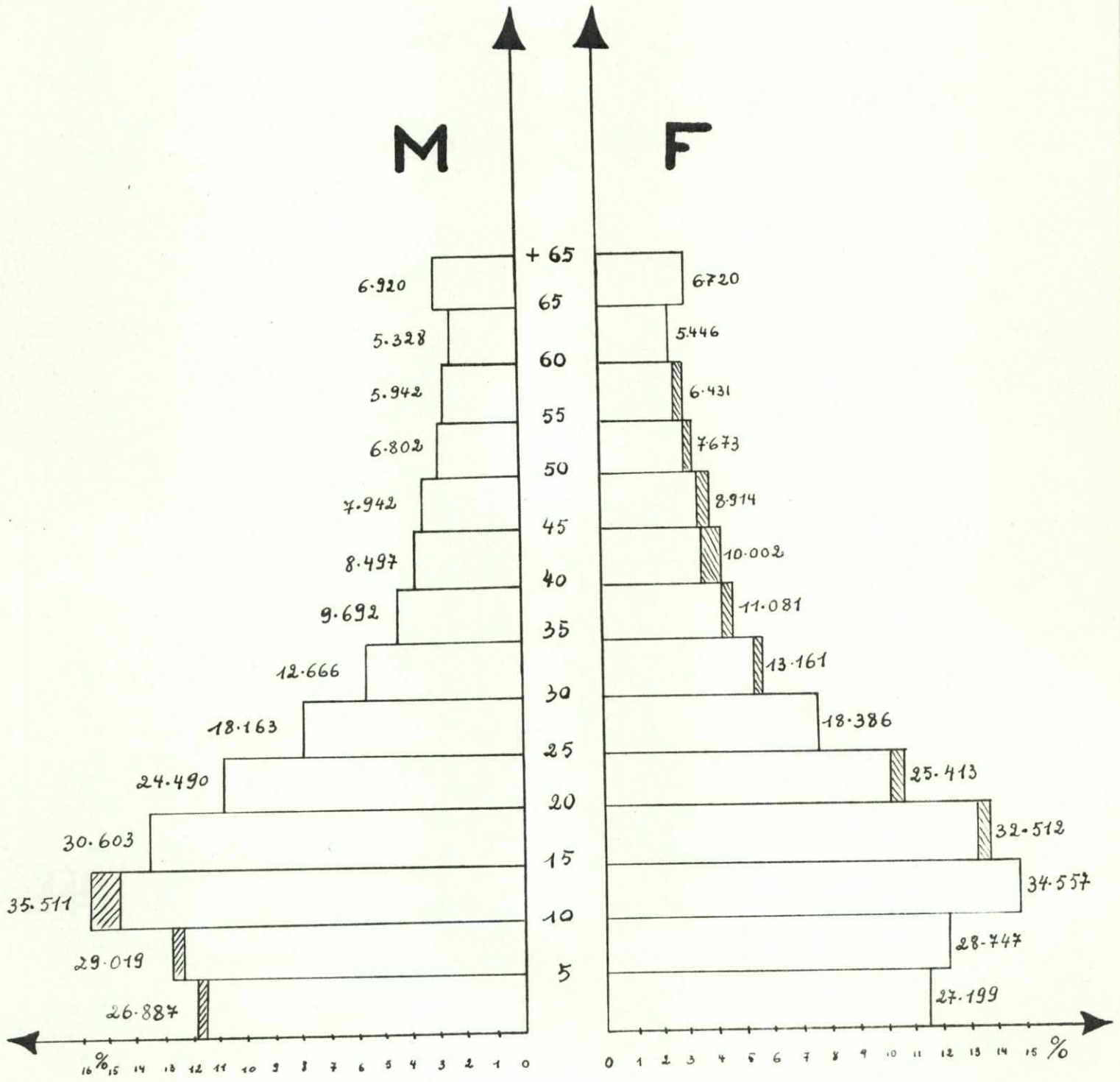
A Gisenyi, la pyramide des âges a une assise large et un tronc effilé, forme significative d'une population jeune :


- Les moins de 25 ans forment à eux seuls, près de 50,47 % de la population totale de la Préfecture et le groupe d'âge au dessus de 65ans près de 3%.
- Concernant la répartition par sexe de cette population, il faut remarquer la tendance à l'équilibre des sexes bien que la prédominance des personnes du sexe féminin persiste : 96 hommes pour 100 femmes.
- La population de moins de 15 ans en 1981 s'élève à 178.786 personnes soit 37 % de la population totale.
- La population de 15 à 55 ans s'élève à 264.681 personnes soit 55 % alors que la population de 55 ans et plus s'élève à 42.170 soit 9 % de la population totale de la Préfecture.

Age de la population en 1981	Masculin		Féminin		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Moins de 15 ans	88.386	37	90.400	36	178.786
15 à 55 ans	128.784	54	135.897	55	264.681
55 ans et plus	20.238	9	21.932	9	42.170
Total	237.408	100	248.229	100	485.637

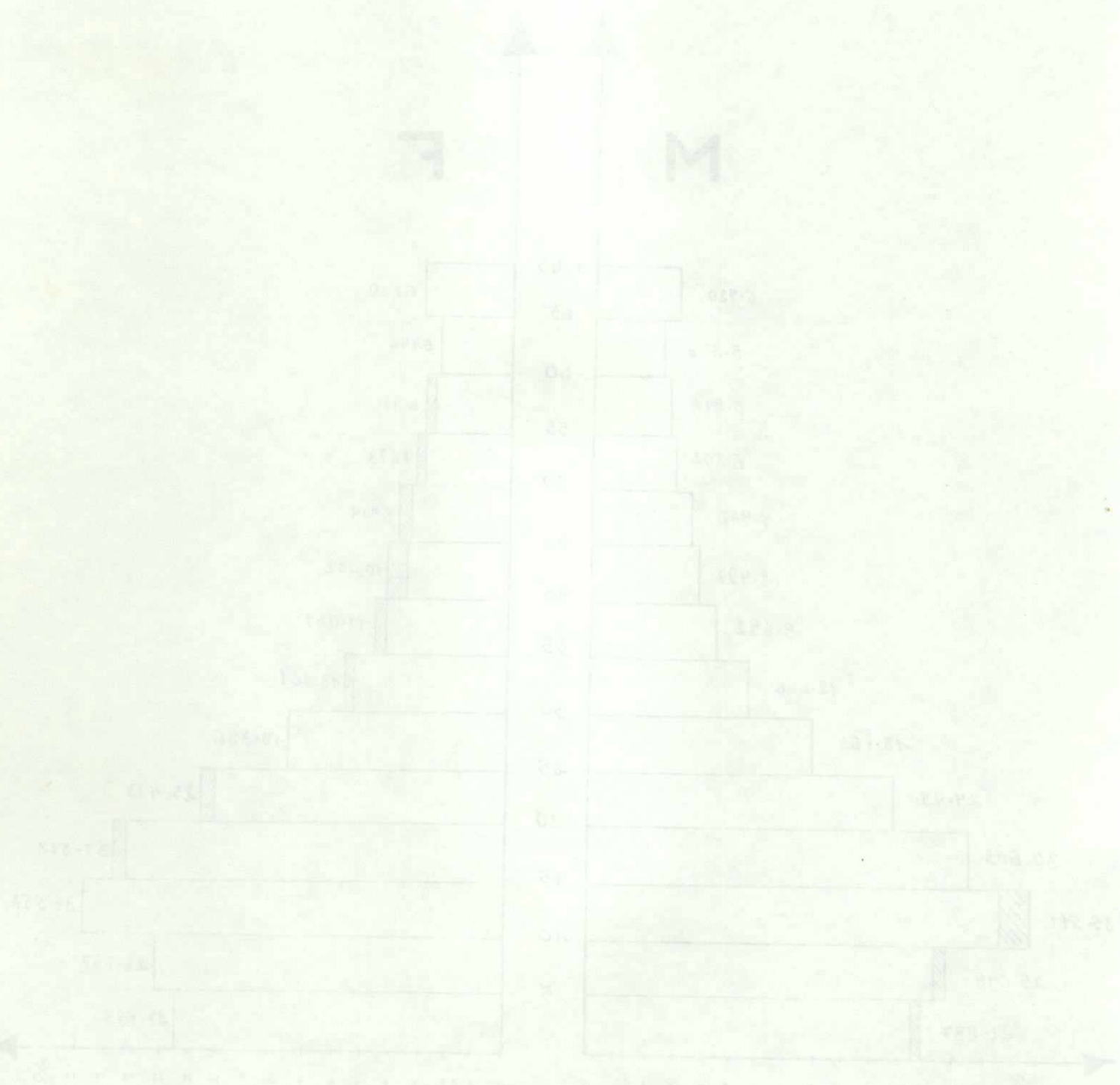
.../...

PYRAMIDES D'AGES DE LA POPULATION EN 1979



 : SURPLUS DE POPULATION

PYRAMIDES D'ÂGES DE LA POPULATION EN 1973



SURPLUS DE POPULATION



D. Mouvements démographiques

a) Les migrations intérieures

Année	Naissances		Décès		Entrées		Sorties		Augmentat° Populat°	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
1978	7.267	7.307	2.175	1.976	1.107	1.708	361	726	5.838	6.313
1979	5.257	5.371	1.326	1.213	282	482	254	460	3.959	4.130
1980	6.386	6.490	1.329	1.165	327	549	271	473	5.113	5.401
1981	6.997	6.978	1.225	1.025	497	1.043	1.151	1.632	5.118	5.564
S/Total	25.907	26.146	6.055	5.379	2.213	3.782	2.037	3.291	20.028	21.258
Total	52.053		11.434		5.995		5.328		41.286	

(1) L'augmentation de la population

= (Naissance + Entrées) - (Décès + sorties)

= (52.053 + 5.995) - (11.434 + 5.328)

= 52.053 + 5.995 - 11.434 - 5.328 = 41.286

Durant la période de 1978-1981, la population de la Préfecture a augmenté de 41.286 personnes.

b) Les migrations extérieures

La Préfecture continue d'enregistrer l'arrivée des personnes en provenance des pays limitrophes. Ces personnes en quête d'emploi ou de nouvelles résidences plutôt que d'asiles politiques ne sont malheureusement pas toutes enregistrées.

- Ressortissants des pays limitrophes et autres d'Afrique

BURUNDI		ZAIRE		UGANDA		ET AUTRES	
M	F	M	F	M	F	M	F
51	25	75	46	15	8	22	13
76		111		23		35	

- Ressortissants d'autres pays autres qu'Africains

La population étrangère autre qu'Africaine se chiffre à 217 expatriés parmi lesquels on compte beaucoup de belges et de français.

.../...

E. Les prévisions de la population

Si nous considérons les années 1978 et 1979, nous constatons que le taux d'accroissement annuel de la population pour cette période est de $\frac{(464.705 - 453.352)}{453.352} \times 10 = 2,50 \%$

En maintenant cet accroissement annuel comme une constante et connaissant la population de la Préfecture de Gisenyi en 1979 comme étant de 464.705, nous pouvons écrire

Année	Population
1979	464.705
1980	$464.705 + \frac{464.705 \times 2,5}{100} = 476.323$
1981	$476.323 + \frac{2,5 \times 476.323}{100} = 488.231$
1982	$488.231 + \frac{2,5 \times 488.231}{100} = 500.437$
1983	$500.437 + \frac{2,5 \times 500.437}{100} = 512.948$
1984	$512.948 + \frac{2,5 \times 512.948}{100} = 525.772$

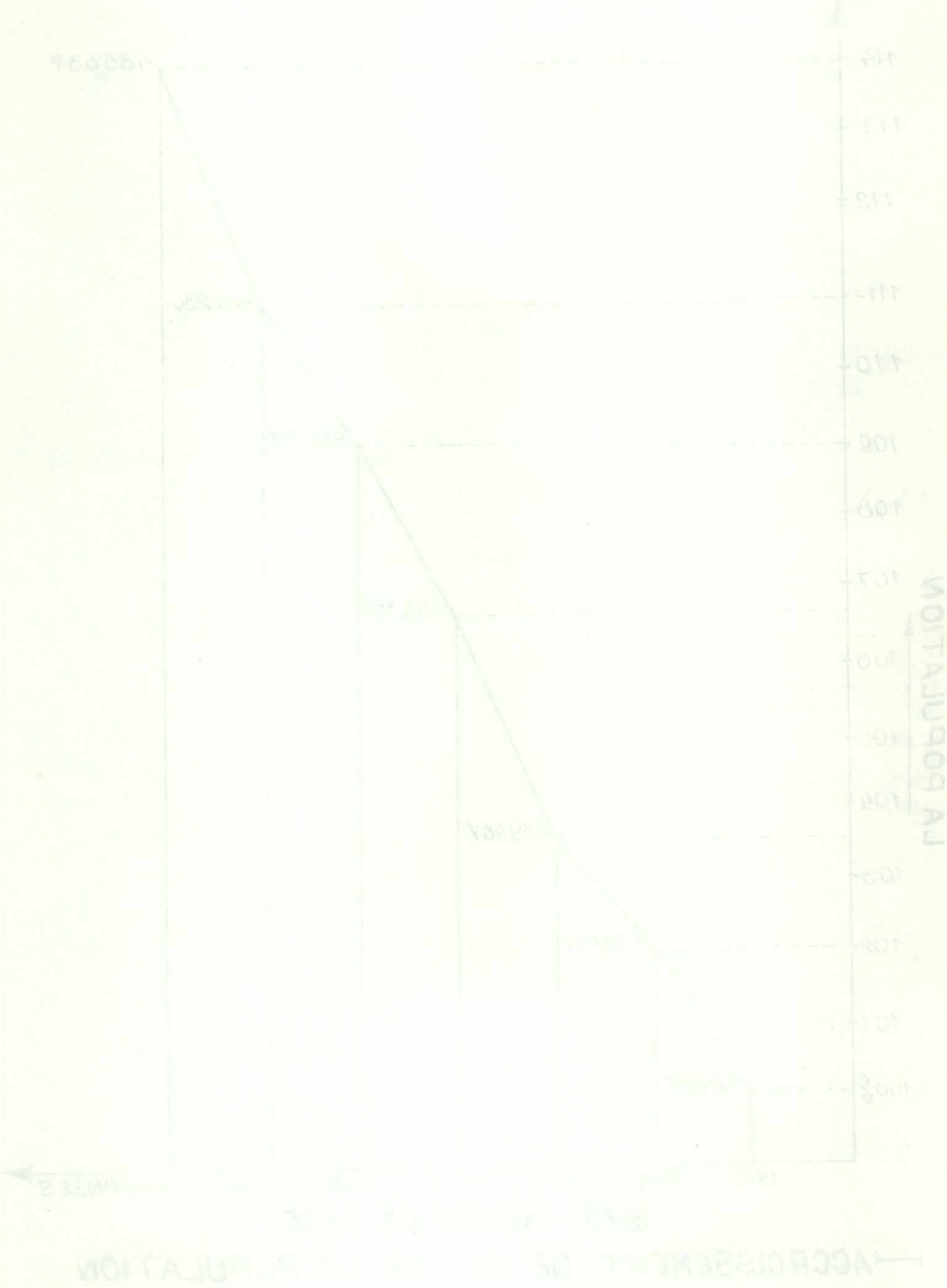
Malgré cela, nous avons enregistré respectivement en 1980 et en 1981 une population de 473.236 habitants et 485.637 habitants.

F. Races et Ethnies

Point n'est besoin de revenir sur l'historique des races et des ethnies au Rwanda où il en existe trois : Bantoue, hamite et pygmoïde correspondant respectivement à trois ethnies : hutu, tutsi et twa. Le tableau suivant montre l'importance de ces ethnies dans la population totale de la Préfecture avec une prédominance de l'ethnie hutu.

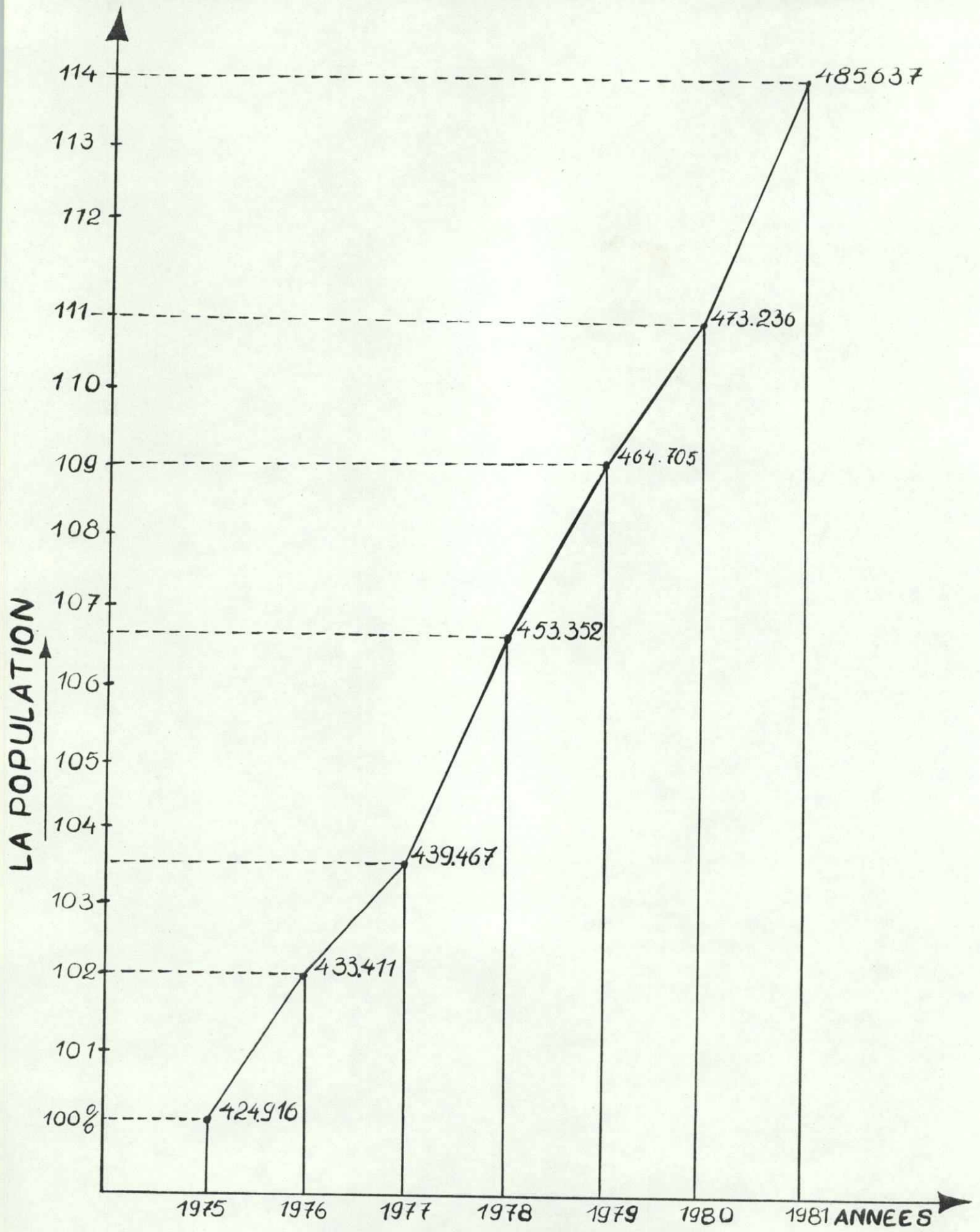
Ethnie	1978		1981	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Hutu	435.723	96,11 %	436.895	96,14
Tutsi	16.182	3,56 %	17.199	3,54
Twa	1.447	0,31 %	1.553	0,32
Total	453.352	100 %	485.637	100 %

EVOLUTION DE LA POPULATION



ACCROISSEMENT DE LA POPULATION

EVOLUTION DU VOLUME DE LA POPULATION



1975 ANNEE DE BASE

— ACCROISSEMENT DE 1% DE LA POPULATION

G. Les religions

Au sein de la Préfecture de Gisenyi, on rencontre l'église catholique, l'église adventiste, l'église anglicane ou épiscopale, l'église baptiste, l'association des musulmans, l'église pentecôtiste et les sous-religions ou païens.

a) L'Eglise catholique

L'église catholique compte neuf paroisses et 15 congrégations religieuses indiquées par le tableau suivant :

Paroisses ! Congrégations religieuses

1. Biruyi	! 1. Les Soeurs de Marie à Gisenyi
2. Busasamana	2. Les Frères Joséphites à Gisenyi
3. Gisenyi	! 3. Les Frères de l'Instruction Chrétienne à Gisenyi
4. Kivumu	! 4. Les Pères Jésuites à Gisenyi
5. Muhororo	! 5. Le Centre Saint Pierre à Gisenyi
6. Muramba	! 6. Les Soeurs Benebikira à Nyundo
7. Nyundo	! 7. Les Soeurs Blanches à Nyundo
8. Rambura	! 8. Les Frères Joséphites à Nyundo
9. Kinunu	! 9. Les Frères des Ecoles Chrétiennes à Nyundo
	! 10. Les Soeurs Blanches à Kivumu
	! 11. Les Soeurs Blanches de Biruyi
	! 12. Les Soeurs Bénédictines de Kigufi
	! 13. Les Soeurs Benebikira de Rambura
	! 14. Les Soeurs Benebikira de Muhororo
	! 15. Les Soeurs Benebikira de Muramba

Ces paroisses et congrégations appartiennent au Diocèse de Nyundo qui a ses limites au delà de la Préfecture de Gisenyi. A part l'édifice religieux qu'est l'église paroissiale avec ses bureaux et habitations des prêtres, sur la concession paroissiale, il y a un complexe d'oeuvres scolaires, caritatives, variant selon les possibilités de son endroit. Autour de chaque paroisse, rayonnent des succursales qui comprennent normalement un simple bâtiment où le culte est célébré à intervalles réguliers, et où on donne le catéchisme et l'alphabétisation.

b) Eglise épiscopale au Rwanda

L'église épiscopale au Rwanda compte les édifices religieux à Gisenyi, en Commune Rubavu, à Shyira en Commune Giciye, à Shwemu en Commune Rubavu, à Nyange en Commune Satinsyi et à Kayove en Commune Kayove.

c) L'église adventiste

L'église adventiste compte :

- La paroisse de Gisenyi en Commune Rubavu
- La paroisse de Kanama en Commune du même nom
- La paroisse de Mukingo en Commune Rwerere
- La paroisse de Garondo en Commune Kanama
- La paroisse de Kinunu en Commune Kayove
- La paroisse de Nwiyanike en Commune Karago
- La paroisse de Rubare en Commune Giciye
- La paroisse de Mbandali en Commune Gaseke.

d) L'association des musulmans

En pleine ville de Gisenyi, il existe deux mosquées dont la principale est localisée dans le quartier urbain de Gacuba I et la deuxième dans Gacuba II. Outre le centre urbain, il existe également un groupe de fidèles musulmans dans le centre de Kabaya et plusieurs autres sont dispersés ici et là dans les différentes Communes de la Préfecture.

e) L'église baptiste et l'église pentecôtiste

Comptent chacune un édifice érigé en pleine ville de Gisenyi et quelques édifices religieux dans les Communes de la Préfecture.

f) Les païens

Le dernier groupe constitue les païens qui diffèrent suivant la religion traditionnelle. Ce groupe de population est très important. Ce sont des conservateurs de la culture rwandaise, confinés dans les coutumes ancestrales de vénérer les anciens de leurs familles, en leur donnant des offrandes périodiques, en leur adressant des prières selon les circonstances de fête ou de malheur. L'on se rend compte que c'est un groupe nombreux et puissant qui, suivant les circonstances, pratique plusieurs rites comme l'uguterekera, le kubandwa ou le kuraguzza. Il est aussi attaché à un grand ensemble du patrimoine culturel de notre Pays pour lequel il reste presque entièrement fidèle.

Les confessions religieuses jouent un rôle de premier plan dans le développement socio-économique de la Préfecture. On constate en effet que les congregations religieuses s'occupent non seulement de l'évangélisation mais elles s'occupent également de la promotion du bien être intégral de la population. En effet, à part l'action éducative menée dans les écoles primaires ou secondaires, les églises et surtout l'église catholique mènent des actions médico-sociales estimées par la population de la Préfecture de Gisenyi.

H. Mentalités, coutumes et traditions

La population de la Préfecture de Gisenyi reste fidèle aux principes généraux de mentalités, de coutumes et de tradition de la population rwandaise. Cette population est en effet accueillante et hospitalière.

I. Habitudes alimentaires

Les habitudes alimentaires de la population sont telles que la population rurale a l'habitude de manger généralement deux fois par jour : à midi et le soir. Le haricot, la pomme de terre, le petit pois, le maïs, la patate douce, le manioc et la banane.

L'alimentation est plus variée dans les villes que dans le monde rural et les disettes plus fréquentes dans les Communes résultent des caprices saisonniers.

Les boissons locales telles que la bière de banane et la bière de sorgho sont les plus consommées par le monde rural; alors que la bière primus, les limonades, le thé, le café et les liqueurs sont les plus consommés par les citadins.

J. Habitudes vestimentaires

Les conditions sociales sont à la base des habitudes vestimentaires de la population. Mais généralement, il va sans dire que l'homme du milieu rural porte des habits plus modestes que ceux d'un citadin. On le remarque surtout lors des fêtes, des réunions et les dimanches.

K. L'habitat

On distingue deux types d'habitat dans la Préfecture de Gisenyi : l'habitat groupé et l'habitat dispersé.

.../...

a) L'habitat dispersé

Ce type d'habitat se rencontre dans le milieu rural où chaque famille installe son habitation au milieu de ses champs sur les pentes des collines sans chercher à se rapprocher de ses voisins. Seule la région du Bushiru et une partie du Kingogo ont des cases perchées aux sommets des collines aux pentes particulièrement raides. La région du Bugoyi fait également exception à quelques endroits, surtout dans les Communes Mutura et Rwerere. Etalée sur un palier naturel ou artificiel ménagé dans la pente de la colline, la maison d'habitation est cernée de deux cours limitées par des palissades de roseaux ou de haies vives. La cour arrière est réservée à la vie familiale tandis que la cour frontale protège vaches et petit bétail durant la nuit. Les constructions annexes, autrefois assez rares, tendent à se multiplier à l'intérieur des habitations traduisant ainsi une amélioration de la vie domestique qui se manifeste aussi dans l'habitat principal.

b) L'habitat groupé

C'est presque uniquement dans les centres urbains qu'on rencontre un type d'habitat groupé. En effet, la ville de Gisenyi présente un type d'habitat groupé. En effet, la ville de Gisenyi présente un type d'habitat urbain caractérisé par le groupement des habitations.

Cette ville située au Nord-Ouest du Pays est privilégiée sur le plan physique et climatique, mais elle connaît quelques contraintes qui handicapent son développement. En effet, la circonscription urbaine de Gisenyi évolue sur un site accidenté à l'ouest et dominé au Nord-Est par un écran de colline et sud par le lac Kivu qui impose à la ville de Gisenyi un développement presque linéaire.

Les quartiers Gacuba I et Gacuba II de cette ville sont parfois atteints des eaux de pluie venant des collines environnantes et nécessitent par conséquent un réseau de protection dans les zones de dépression où stagnent les eaux de pluie après les grandes précipitations.

.../...

Il existe également dans cette ville des espaces verts non aménagés et des zones d'activités agricoles qui consomment beaucoup de terrain. Ces espaces verts non aménagés posent des problèmes d'hygiène et de santé publique auxquels il convient de porter une attention toute particulière. Une étude d'aménagement de la ville de Gisenyi a été faite en 1979 par le Ministère des Travaux Publics.

c) Amélioration de l'habitat

Le courant d'amélioration de l'habitat pousse à la généralisation de la maison rectangulaire en briques adobes ou cuites, parfois crépie ou badigeonnée au kaolin, enrichie d'huisseries solides et couverte de toit de tôles ou de tuiles. L'aménagement intérieur gagne lui-même en complexité. L'équipement du logement et de sa salubrité est en fonction des moyens mis à la disposition de chaque famille.

Du côté ménager, par exemple, les vaisselles changent selon les catégories sociales, il en est de même pour le mobilier. L'existence des W.C. à l'extérieur est notoire et ces derniers temps le rythme a été plus grand suite à la propagande menée pour les latrines publiques ou des latrines directement à côté des habitations. Les W.C. à l'intérieur des maisons se rencontrent dans les villes où des adductions d'eau sont multiples mais faut-il qu'ils améliorent effectivement le mieux-être de la population.

La population est restée sensibilisée pour pouvoir améliorer l'habitat. Ces efforts sont assez remarquables dans les Communes du Bushiru, du Kingogo et du Kanage et dans le Bugoyi en partie. Les cendrées volcaniques du Bugoyi favorisent la fertilité du sol mais freinent les initiatives de la population à pouvoir sortir des huttes traditionnelles.

Des enquêtes sur le recensement plus exhaustif des maisons améliorées étant en cours, les éléments chiffrés pourront apparaître par Commune dans les prochains rapports.

.../...

II. L'EMPLOI

A. Rôle de l'Inspection du Travail

Il existe dans la Préfecture de Gisenyi deux inspections du travail : l'une est sise à Gisenyi pour les six Communes ne faisant pas partie du ressort de la Sous-Préfecture, l'autre étant à Kabaya pour les six Communes du ressort de la Sous-Préfecture.

Le rôle de l'inspection est d'appliquer les dispositions légales et réglementaires concernant les conditions de travail et la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession et la sécurité sociale. L'inspection étant appelée à fournir des informations et des conseils techniques aux employeurs et aux travailleurs, elle a également le devoir de notifier les déficiences ou abus non couverts par les dispositions en vigueur aux ayants-droit. Aussi concilie-t-elle les opposants dans les différends individuels ou collectifs. Tel est le rôle joué constamment par ces inspections.

Pour parvenir au bout de toutes ces tâches, les contacts directs et réguliers s'imposent mais hélas, les entreprises assujetties à tous ces ressorts ne peuvent pas être sous un contrôle permanent suite au manque de moyen de déplacement dont souffre le service de l'inspection du travail.

B. Administration du travail

Celle-ci est contenue dans les textes suivants :

- 1.- Décret-loi n° 24/78 du 28 août 1978 complétant la loi du 28 février 1967 portant code du travail. Le document y stipule la liste des lois, règlement relevant de la compétence de l'inspection du travail.
- 2.- Décret-loi n° 15/78 du 14 août 1978 modifiant l'article 123 de la loi du 28 février 1977 portant code du travail.
- 3.- Arrêté présidentiel n° 111/09 du 17 avril 1978 portant organisation du placement des travailleurs et du contrôle de l'emploi.
- 4.- Arrêté présidentiel n° 285/09 du 14 août 1978 déterminant les congés de circonstance et fixant leur durée.

Les taux minima des salaires restent fixés par l'Arrêté ministériel n° 221/09 du 3 mai 1976 déterminant les catégories professionnelles et les salaires minima correspondants et l'indemnité d'ancienneté : il a été constaté que ces taux sont vivement respectés par les employeurs et les salaires payés à intervalles réguliers.

C. La Sécurité sociale

Le régime en vigueur reste institué par le Décret-loi du 22 août 1974 mais il est déplorable que tous les employeurs ne soient pas à présent immatriculés à la C.S.R et que même ceux qui y sont inscrits ne versent pas régulièrement leurs cotisations. Le litige concernant les ressortissants rwandais ayant travaillé au Zaïre reste toujours pendant et se résoudra par le biais de la CEPGL.

D. Répartition de la population active en groupe socio-professionnel

La répartition de la population en groupe socio-professionnel donne des renseignements indiqués par le tableau suivant :

Activités	Nbre en 1980	Nbre en 1981
Agents de l'Etat	3.019	3.205
Agents communaux	427	441
Agents des entreprises et des sociétés	4.568	6.331
Religieux	210	212
Agriculteurs uniquement	210.301	210.004
Eleveurs uniquement	1.418	1.399
Agriculteurs à la fois Eleveurs	49.843	41.567
Artisans	935	1.706
Domestiques	920	1.106
Etudiants : -Primaire	62.541	65.482
-Secondaire	2.263	1.988
-Supérieur	164	149
Sans profession	132.722	147.908
TOTAL	473.236	485.637

- Parmi les sans professions, figurent les inactifs par âge.

III. LA SANTE

A. Etat sanitaire de la population

L'état sanitaire de la population n'a pas subi de changements radicaux.

.../...

a) Les principales causes de morbidités sont :

- Les verminoses et autres parasites intestinaux, notamment les amibes qui restent très répandus.
- Les gastro-entérites qui sont particulièrement chez les enfants en bas âge.
- Les infections des voies respiratoires qui sont également fréquentes.
- Les traumatismes (accident de la route, coups et blessures) peuvent être la cause d'hospitalisation prolongée, spécialement les fractures des membres inférieurs.
- Les gastrites et ulcères gastro-duodénaux, les cirrhoses qui sont souvent liés à la boisson et à de mauvaises habitudes alimentaires.
- Parmi les infections respiratoires, la rougeole est redoutée à juste titre par les mères de famille. La coqueluche est la cause d'une morbidité prolongée avec dénutrition.
- La tuberculose pose des problèmes de régularité d'un traitement de longue durée. Comme beaucoup de malades atteints se croient empoisonnés, ils tardent à se faire soigner allant d'abord trouver les guérisseurs.
- Les troubles nutritionnels des enfants sont encore courants lorsque les mères n'écoutent pas les conseils nutritionnels.
- La fréquence des maladies vénériennes (gonorrhée, syphilis) reste élevée spécialement en milieu urbain.
- Le paludisme par contre ne pose pas de gros problèmes dans la Préfecture.

b) Les épidémies

- La méningite a continué à se répandre dans la Préfecture et dans le reste du Rwanda. En fin d'année 1981, le nombre de cas hospitalisés à Gisenyi a diminué et la maladie évoluait vers le monde sporadique. La vaccination dans les écoles et la chimio-prophylaxie des contacts a permis de diminuer les dégâts.

Le choléra n'a pas disparu mais continue à se manifester sous la forme de cas sporadiques, essentiellement dans la Commune Nyamyumba près du lac et dans les secteurs en contact avec le Zaïre. Dans ce cas, le traitement rapide des malades, la chimio-prophylaxie des contacts, l'éducation sanitaire et les vaccinations ont permis d'enrayer les épidémies. Deux bâtiments viennent d'être achevés pour combattre le mal.

Un certain nombre de cas de typhus a été élaboré dans la région sanitaire mais aucune confirmation en provenance du laboratoire.

c) Les principales causes de mortalité sont :

- La rougeole avec ses complications est la cause la plus importante de mortalité à l'hôpital. Elle est beaucoup plus meurtrière que le choléra et la méningite.

- Les gastro-entérites chez les enfants spécialement dans les cas de malnutrition sont fréquentes. Il y a aussi question de tétanos, en particulier le tétanos ombilical du nouveau-né. La méningite est concernée surtout quand les patients sont hospitalisés tardivement. Les accidents provoqués par les véhicules entraînent également une mortalité importante.

La plupart de maladies relevées sont des maladies infectieuses. Pour ces maladies, la prévention est possible par les vaccinations et par l'éducation sanitaire. Malheureusement, les programmes de vaccination ont été perturbés par le problème de conservation des vaccins vu les interruptions fréquentes d'électricité.

Pour les accidents de la route, un contrôle adéquat des chauffeurs de véhicule sur la route permettra d'éliminer les chauffeurs inconscients et de diminuer les accidents.

B. Besoins sanitaires de la population

Il est clair que la population ne peut pas être bien soignée si à la base le personnel médical reste insuffisant en quantité et en qualité.

Dans la plupart des formations médicales, il est un problème de l'étroitesse ou l'état vétuste des locaux et le manque d'équipement adéquat pour les nouvelles formations. Aussi, le transport des médicaments sur tête pose des problèmes et occasionne des retards.

Par ailleurs, les moyens des déplacements pour des cas d'urgence ne sont pas suffisants; ce qui donne lieu à des complications de transporter les malades dans les délais convenus. Une organisation plus équitable s'impose en vue de rationaliser les véhicules existants au profit d'un grand nombre de la population.

Le service d'épidémiologie a encore à s'organiser davantage. L'on sait bien que des postes ont été installés dans les régions sanitaires avec un moyen de déplacement. En collaboration avec le service d'assainissement, ils devraient tous les deux mener une campagne capable d'atténuer les épidémies au moyen d'un dépistage sûr et ferme susceptible de déraciner tous les cas qui se laissent découvrir.

La vaccination d'une façon systématique contre le tétanos qui se présente dans la région comme l'une des premières causes de mortalité doit se poursuivre. Et la population devrait en être plus informée pour se protéger elle-même. Il en est de même pour la vaccination contre la rougeole dont la campagne doit également se poursuivre.

L'éducation sanitaire se poursuivra pour que la population rurale sache d'elle-même prévenir certains dangers. Les difficultés entre les divers départements qui concourent à l'action ne seront que minimales à côté de la sensibilisation et la conscientisation des autorités communales.

L'axe Gisenyi-Ruhengeri par le fait qu'il est asphalté cause beaucoup d'accident de roulage. Les chauffeurs méritent une sérieuse mise en surveillance et la population doit être sensibilisée à ce sujet.

C. Les formations médicales

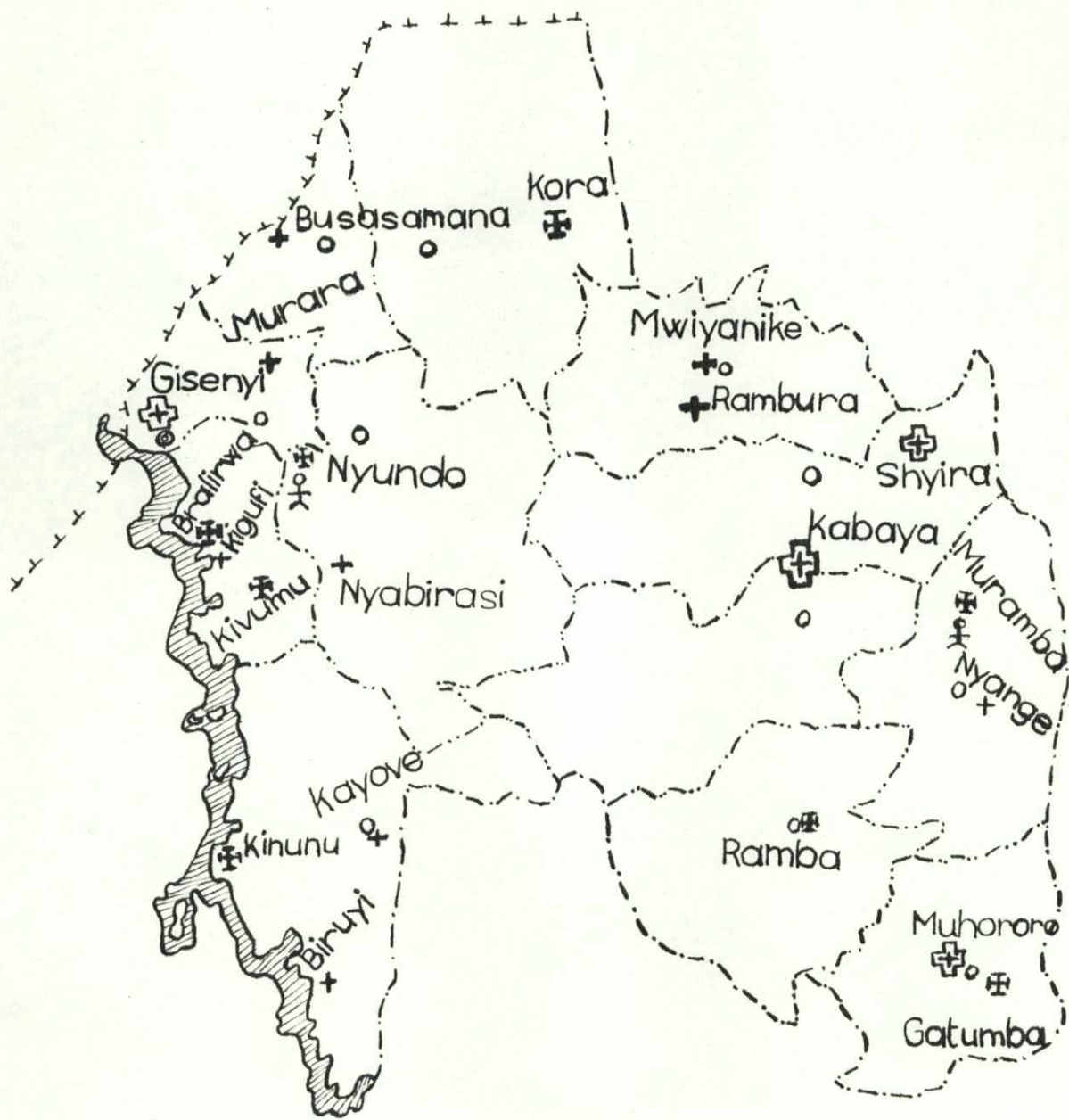
a) Liste des formations médicales

Jusqu'au 11 janvier 1981, la région sanitaire de Gisenyi comptait les formations médicales indiquées par le tableau suivant :

Commune	Formation médicale
Mutura	- Un dispensaire CECODO à Bigogwe - Un dispensaire à Kora
Rwerere	- Un centre de santé à Busasamana
Rubavu	- Un centre de santé à Murara - Un hôpital à Gisenyi
Gaseke	- Un hôpital à Kabaya
Kayove	- Un centre de santé à Kayove - Un centre de santé à Biruyi
Satinsyi	- Un dispensaire + maternité à Muramba - Un centre de santé à Nyange
Karago	- Un centre de santé à Mwiyanike - Un centre de santé à Rambura
Kanama	- Un centre de santé à Nyabirasi - Un centre de santé à Nyundo - Une léproserie à Nyundo

.../...

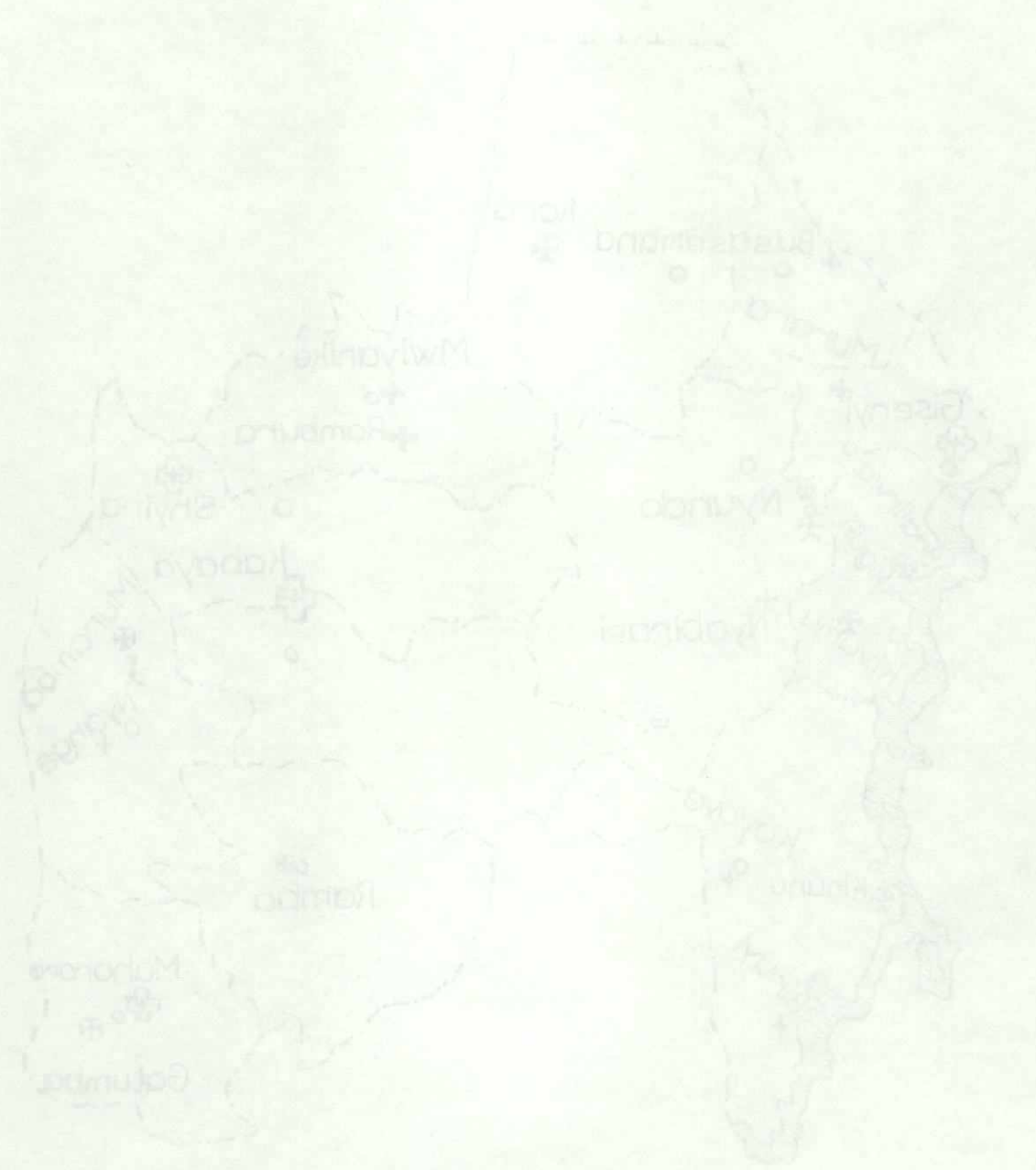
Carte Sanitaire
Prefecture Gisenyi



LEGENDE

- ⊕ ⊕ ⊕ Limite du pays
- — Limite de préfecture
- - - Limite de commune
- ⊕ Hôpital
- ⊕ Dispensaire
- + Centre de santé
- ⊕ Maternité

Carte sanitaire
 Prefecture Gassya



LEGENDE

- + Limite du pays
- Limite de préfecture
- - - Limite de communes
- ☒ Hôpital
- ⊕ Dispensaire
- ⊕ Centre de santé
- * Malaria

Nyamyumba ! - Un dispensaire privé à la Bralirwa

! - Un centre de santé à Kivumu

! - Un centre de santé à Kigufi

Giciye ! - Un hôpital de Shyira

Kibilira ! - Un hôpital de Muhororo

Ramba ! - Un dispensaire à Ramba.

Le réseau sanitaire ci-dessus devrait être accru compte tenu des besoins sanitaires de la population.

b) Les hôpitaux

1. Hôpital de Gisenyi

L'hôpital de Gisenyi dispose d'un certain nombre de bâtiments, un dispensaire, une salle pour hommes, une autre pour femmes, une pédiatrie, une maternité, des accessoires de buanderie et de magasin pharmaceutique. L'hôpital compte aussi une petite clinique et un grand bâtiment abritant le service d'assainissement et d'épidémiologie, l'intendance, la direction, deux bureaux pour les Médecins, une salle d'opération et une salle pour les rayons X.

.../...

Plus loin, l'hôpital a une petite salle pour la morgue, un annexe pour les affaires culinaires et un petit bâtiment de laboratoire. Tous ces bâtiments sont construits en matériaux durables. Cet hôpital compte 134 lits pour les hospitalisés à l'hôpital, 129 lits pour les accouchements dans la maternité et 5 berceaux pour les salles de l'hôpital. L'hôpital a connu des perturbations de fonctionnement suite aux coupures fréquentes et prolongées de courant électrique à la suite des pannes des turbines de l'ELECTROGAZ avec les anomalies des groupes électrogènes de secours.

L'hôpital s'est en effet trouvé continuellement privé de courant. Un groupe électrogène de secours s'impose pour cet hôpital.

2. Hôpital de Muhororo

L'hôpital de Muhororo compte 74 lits pour les hospitalisés à l'hôpital, 34 lits pour les accouchements et 3 berceaux dans ces salles. L'absence de délimitation de la propriété et de clôture de l'hôpital donne lieu à des abus parce qu'il semble érigé comme dans un centre de négoce. L'hôpital souffre d'une insuffisance notoire en personnel paramédical. Le mouvement des bêtes et gens est fastidieux mais aussi les souldards et détenteurs des cabarets des buveurs perturbent l'ordre des services et importunent les malades.

Le système d'approvisionnement en eau est défectueux et la salle de stérilisation ou la salle de chirurgie sont depuis longtemps hors usage.

.../...

Tout le matériel date de 1949, du moins sa plus grande partie : chaises, tables, bureaux, armoires, vieux lits, récipients, tout accuse des lacunes dans leur utilisation. Les instruments par exemple et les appareils médico-chirurgicaux (tables chirurgicales et gynécologiques) ont leurs mouvements bloqués et incontrôlables.

Le vieux moteur électrique est en panne depuis juillet 1979, ce qui fait que les opérations chirurgicales nocturnes sont pratiquement impossibles. Le petit groupe appartenant à la Commune Kibilira et qui fut prêté à l'hôpital fonctionne d'une manière capricieuse; en pleine operation, il peut s'éteindre ou tout simplement se refuser au fonctionnement.

Manque d'appareil d'anesthésie et de radiographie, ce qui réduit les possibilités et moyens d'intervention ou d'investigation sur place, ce qui oblige à des transferts coûteux des patients vers les formations plus équipées.

- Manque d'un brancard commode;
- Un seul cabinet pour les deux Médecins, ce qui gêne parfois les activités ou même les limite suivant les circonstances.

Insuffisance notoire d'une maternité. Cependant, il existe un projet de construction d'une maternité moderne financé : par le diocèse de Nyundo et qui reste soutenu par les autorités communales. L'existence d'une maternité résolverait en un temps et en quelque sorte le manque d'équipements matériels et d'instruments médico-chirurgicaux. Un problème reste également posé concernant l'aménagement d'un local réservé à la consultation prénatale, alors prévu sur le plan de cette maternité. Là, le centre nutritionnel en gagnerait.

Certains services manquent de locaux pour fonctionner alors qu'ils ont été créés comme celui de la vaccination et celui du centre nutritionnel. Enfin, le manque de toilettes modernes crée des difficultés d'hygiène relatives à l'évacuation des ordures polluant l'environnement.

Pour assurer le bon fonctionnement de l'hôpital, il faudrait résoudre les problèmes suivants :

- Renouvellement de l'hôpital et de tout son équipement dont l'appareil de radiographie et les accessoires dont celui de l'anesthésie;
- Expropriation des domaines avoisinant le complexe hospitalier ainsi que la délimitation de la propriété et la clôture de cet hôpital;
- Construction d'une maternité, ce qui vise l'extension de l'hôpital ainsi que l'édification de nouveaux complexes;
- Electrification de l'hôpital qui a déjà franchi ses premières phases de réalisation mais entretemps un groupe électrogène est nécessaire;

.../...

- Augmentation de son personnel et étude de ses possibilités en logement.

Les travaux de réfection restent envisagés en 1982.

3. Hôpital de Shyira

Cet hôpital se situe dans le Secteur Shyira en Commune Giciye. C'est un hôpital privé et agréé de l'église épiscopale du Rwanda. En 1981, l'hôpital de Shyira a hospitalisé 4.076 malades, 34.304 malades ambulants et 498 accouchements. L'état des bâtiments n'est pas satisfaisant. Les bâtiments sont vétustes à l'exception d'une pédiatrie qui sera bientôt achevée, d'un centre nutritionnel nouvellement construit et d'une salle polyvalente inaugurée en 1976.

L'hôpital doit être financé par les recettes qui proviennent des traitements des malades. Eu égard à la pauvreté de la population, l'hôpital doit payer les ouvriers et travailleurs. Une partie des salaires des infirmiers à l'hôpital provient des dons en provenance des amis d'Allemagne dont des personnalités morales comme l'OXFAM et l'organisation "BROT FUER DIE WELT" toutes de l'Allemagne Fédérale.

L'hôpital dispose de deux Médecins : Le Médecin Directeur est une expatriée Allemande. Il est secondé par un généraliste rwandais. Le personnel n'a pas été très bien identifié, notons seulement que le personnel paramédical est plus réduit encore. Il faut notifier dans l'immédiat le besoin de trois infirmières auxiliaires. Seulement, est-il que le personnel dépend aussi bien des moyens financiers, car comme on le sait bien, l'Etat et l'église aident à la subsistance de cette formation mais l'Etat intervient surtout en réquisition des médicaments. Il est très reconnu que la fonction de l'hôpital reste sous le minimum de l'existence car, pour fonctionner, il faut prendre tous les jours des mesures strictes de l'épargne soit dans l'achat, dans la prescription et la distribution des médicaments et enfin dans l'entretien de tout le matériel et l'emploi du personnel. Il s'est alors avéré difficile de disposer du matériel et du personnel absolument suffisant.

L'hôpital a toujours fait un effort d'employer et de former les filles sur place mais il lui a été difficile d'atteindre la qualité voulue du personnel. L'hôpital dispose d'un ingénieur électro-technicien qui est supporté par l'organisation OXFAM tout pour son salaire et pour ses instruments de travail. Ce technicien s'occupe de toutes les réparations et de la surveillance de tout l'équipement. Il a installé de l'eau et de l'électricité à l'hôpital et est responsable de toutes les constructions. Il forme encore un agent qui après son départ pourra le remplacer valablement dans ses attributions.

4. Hôpital de Kabaya

L'hôpital a ouvert ses portes le 4 janvier 1982 dans la Commune Gaseke. Il est situé à 30 km de Shyira, à 50 km de Ruhengeri, 50 km de Muhororo et 70 km de Gisenyi. Il desservira une population estimée à 150.000 personnes des Communes Gaseke, Ramba, Karago, Giciye et une partie de Satinsyi et englobera les dispensaires et centres de santé de Ramba, Muramba, Rambura, Mwiyanike et Kabaya.

Les blocs sont reliés par un passage couvert. Le bloc administratif comprend les bureaux et un bloc technique et la radiologie. Il y a aussi quatre blocs pour hospitalisation dont une partie de 31 lits, une pédiatrie de 37, la chirurgie de 25 lits et la médecine interne pour 25 lits, soit une capacité maximale de 118 lits. Il existe des berceaux à la maternité et en pédiatrie.

Les services généraux de l'hôpital sont la buanderie occupant un bloc à part, la morgue, la salle d'insinération et la salle du groupe électrogène. Les bâtiments sont assez jolis et les salles d'hospitalisation sont conçues de façon qu'il y a seulement trois malades dans une chambrette sans porte.

C'est un hôpital équipé en matériel et mobilier mais il serait encore prématuré de juger le matériel médical avant le fonctionnement.

Lacunes dans l'aménagement de l'hôpital de Kabaya :

- Manque de service de polyclinique (dispensaire) pour les malades ambulants;
- Manque de place d'activité de santé publique;
- Manque de clinique malgré la ruralité de l'hôpital pour des chambres intimes. On pense temporairement à utiliser les chambrettes du service de chirurgie;
- Manque de logements pour les gardes malades ainsi qu'une cuisine;
- Manque de toilettes publiques;
- Avec deux salles d'opération, il faudrait amener l'eau tout près pour raccourcir le trajet. Il faut aussi une porte à deux battants pour le passage d'un brancard, mettre deux portes entre les deux salles d'opération pour éviter la transmission des germes par voie aéroportée;
- L'état des murs des salles d'opération n'est pas requis;
- Il faut instaurer l'évacuation de l'eau par le système de gouttes à l'ouverture dans la même salle pour éviter l'écoulement du sang vers l'extérieur;
- Nécessité d'un guéridon sur roues et de hauteur variable qu'on place plus haut que le malade;

- Aménagement de la salle d'accouchement pour éviter que l'eau de nettoyage ne soit pas à la vue des passants;
- Nécessité de deux éviers et non un seul lavabo dans le laboratoire, il faut aussi un guichet pour la fenêtre par où les échantillons pourraient être transmis par les malades;
- A la pharmacie, il manque de l'eau, un distillateur d'eau, des balances de précision;
- La salle de radiologie n'a pas de protection alors que l'isolement pour les murs s'impose pour ne pas rendre nocifs les rayons X, manque de tabliers protecteurs, de chambre noire pour le développement des clichés, la même chambre n'est pas équipée;
- La morgue a besoin d'aération pour éviter la décomposition des cadavres, besoin également d'un système d'évacuation d'eau de nettoyage, d'un égout et la chambre d'insinération est trop vue;
- Logements suffisants du personnel;
- Sur le plan des généralités, les lacunes suivantes ont été relevées :
 - * Rideaux pour les fenêtres
 - * Construction d'un magasin de stock
 - * Nécessité d'une pompe pour vider le mazout dans les citernes pour les deux groupes électrogènes.

D. Centres de santé, dispensaires ou hôpitaux en projet

Un centre de santé est envisagé à Kanyundo en Commune Mutura. La Commune cherche les voies et moyens pour secourir sa population qui dépend presque entièrement du centre de santé de Busasamana. Il faut remarquer que le dispensaire de Kora est trop périphérique.

L'extension de l'hôpital de Gisenyi ainsi que la construction d'une maternité pour l'hôpital de Ruhororo en Commune Kibilira sont envisagées.

Un centre socio-sanitaire est encore en projet d'étude dans la Commune Kayove.

IV. L'ENSEIGNEMENT

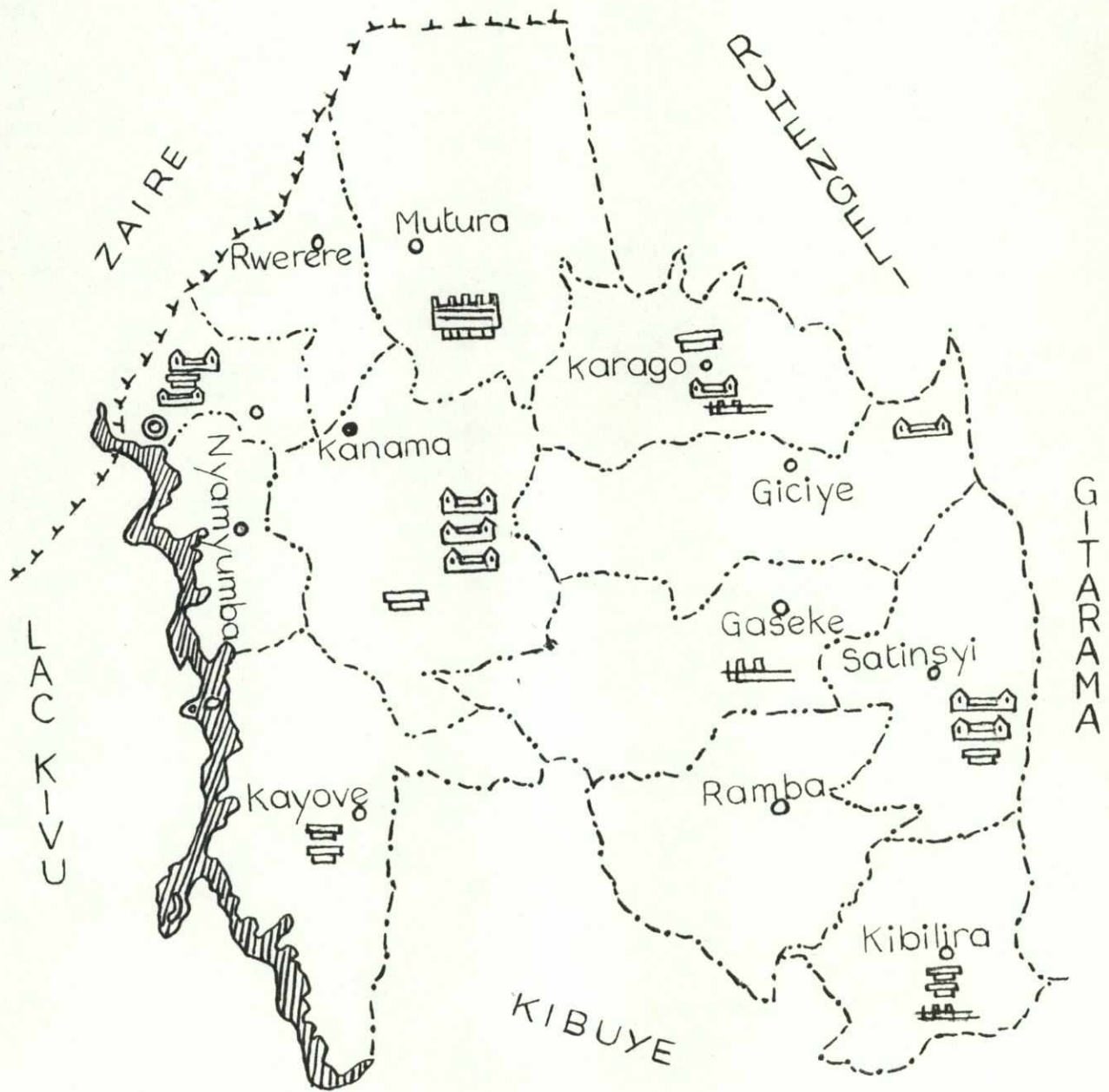
A. L'enseignement primaire

1. Le personnel enseignant


L'Inspection d'Arrondissement est assurée actuellement par un Inspecteur d'Arrondissement aidé par un personnel administratif comprenant un adjoint administratif, un secrétaire, un archiviste et un planton. Dans les secteurs, il se fait aider par 9 Inspecteurs de Secteurs avec un total de 26 Maîtres principaux des zones scolaires et de 1.175 enseignants dont seulement environ 40 % sont qualifiés.

CARTE DE LA PREFECTURE DE GISENYI

carte scolaire

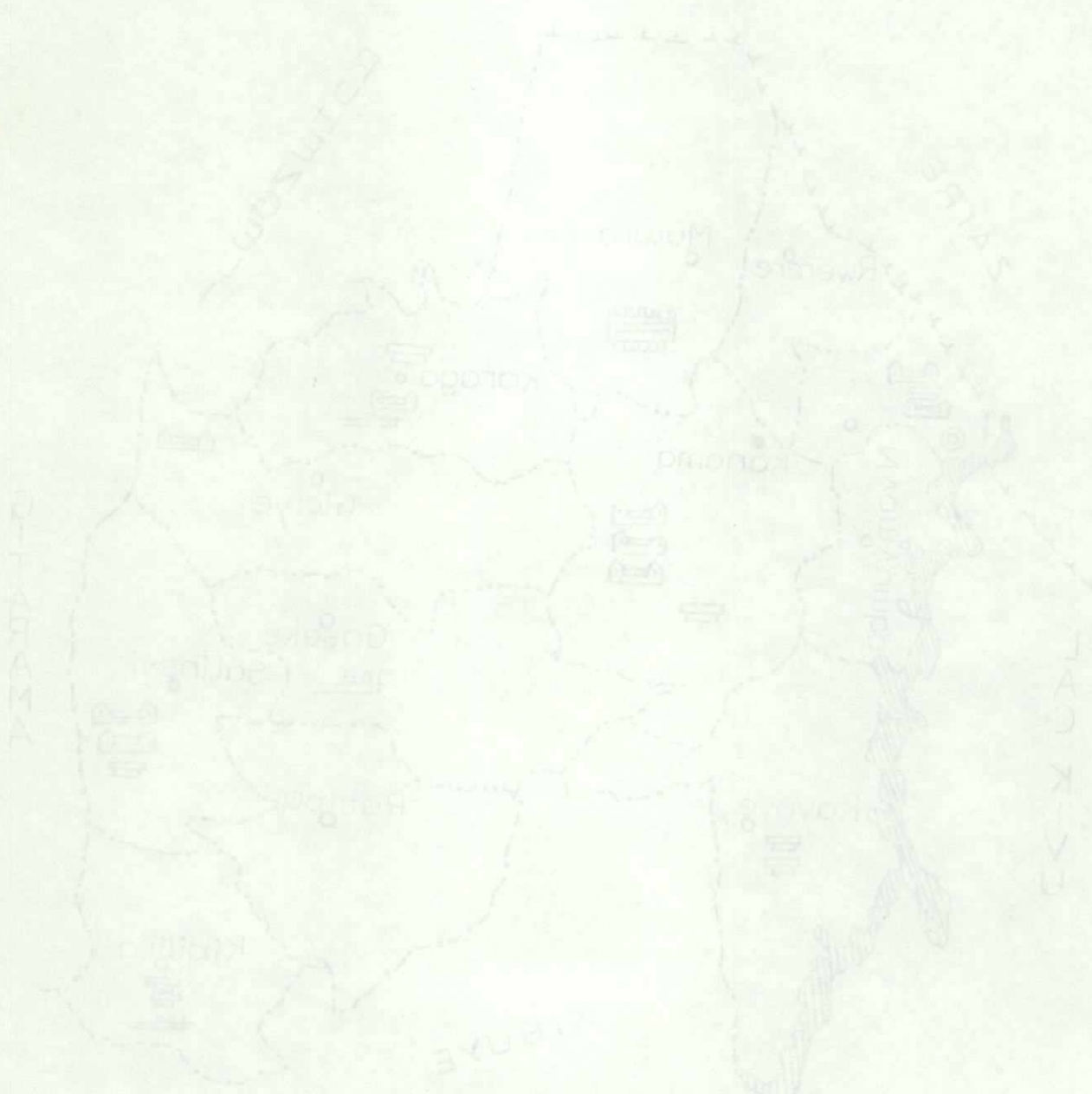


LEGENDE

-  Projet d'implantation d'une Université.
-  Etablissement secondaire.
-  Etablissement post-primaire.
-  Projet de création d'une école secondaire.

CARTE DE LA PREFECTURE DE GISENYI

carte des communes



LEGENDE

- Commune
- Localité
- Provinces limitrophes

Il est manifeste de remarquer que ce personnel est loin de s'approcher de la qualité voulue. Le projet de réforme scolaire a accéléré en effet le rythme de ce manque de qualification compte tenu du nombre de locaux qu'il a multipliés et du manque de sortants dans les sections tant normales inférieures que moyennes.

Dans les centres urbains, il y a prépondérance des femmes dans l'enseignement et l'Inspection connaît des difficultés de remplacement temporaire pour raisons de maladie ou d'accouchement. La question qui se pose est celle de trouver des remplaçants valables. Le retard dans les inscriptions des enfants à scolariser perturbe grandement la carte scolaire.

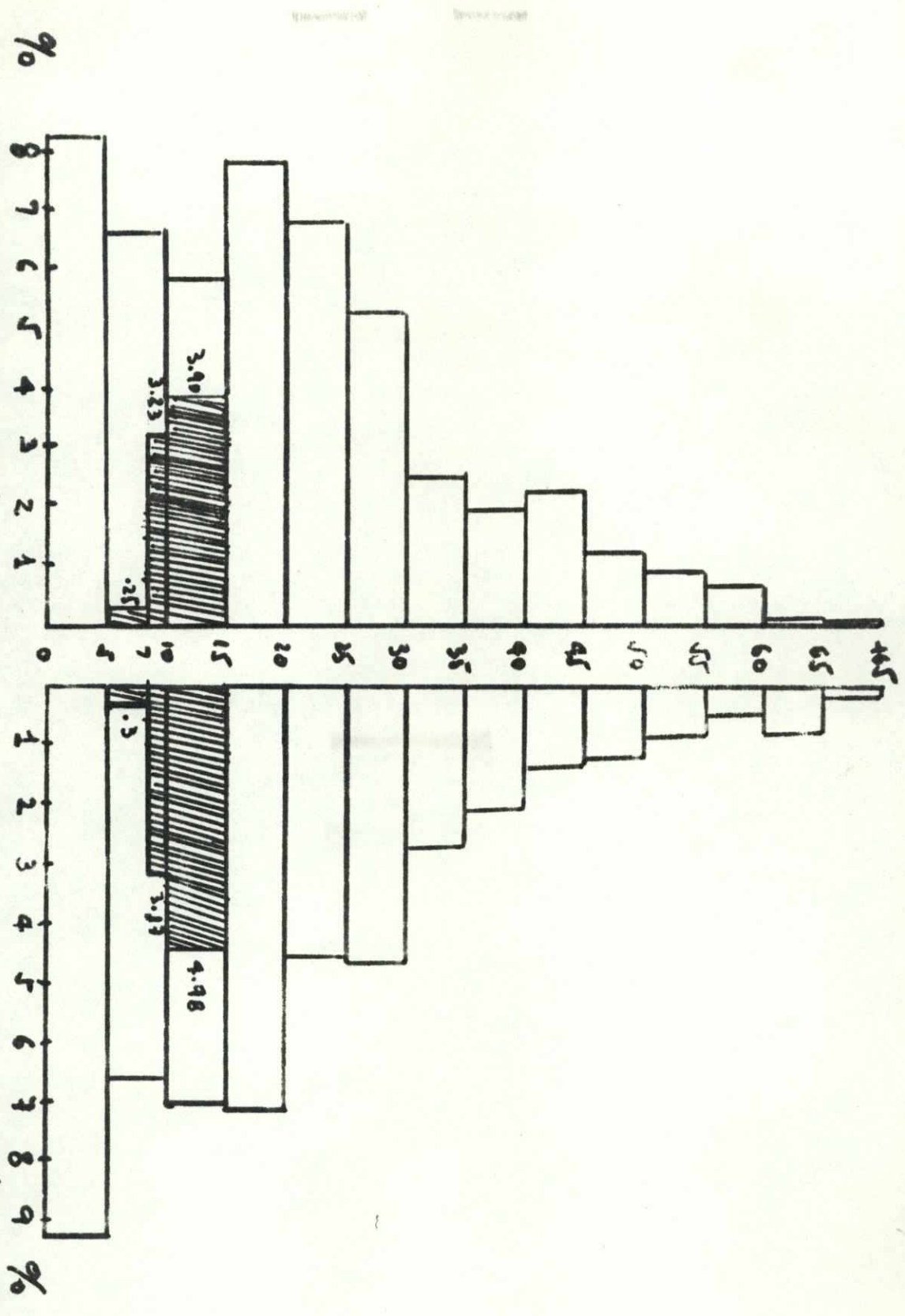
.../...

2. La population scolarisée à l'école primaire

- Tableau synoptique des élèves par année d'études, par sexe et par commune : année scolaire 81-82

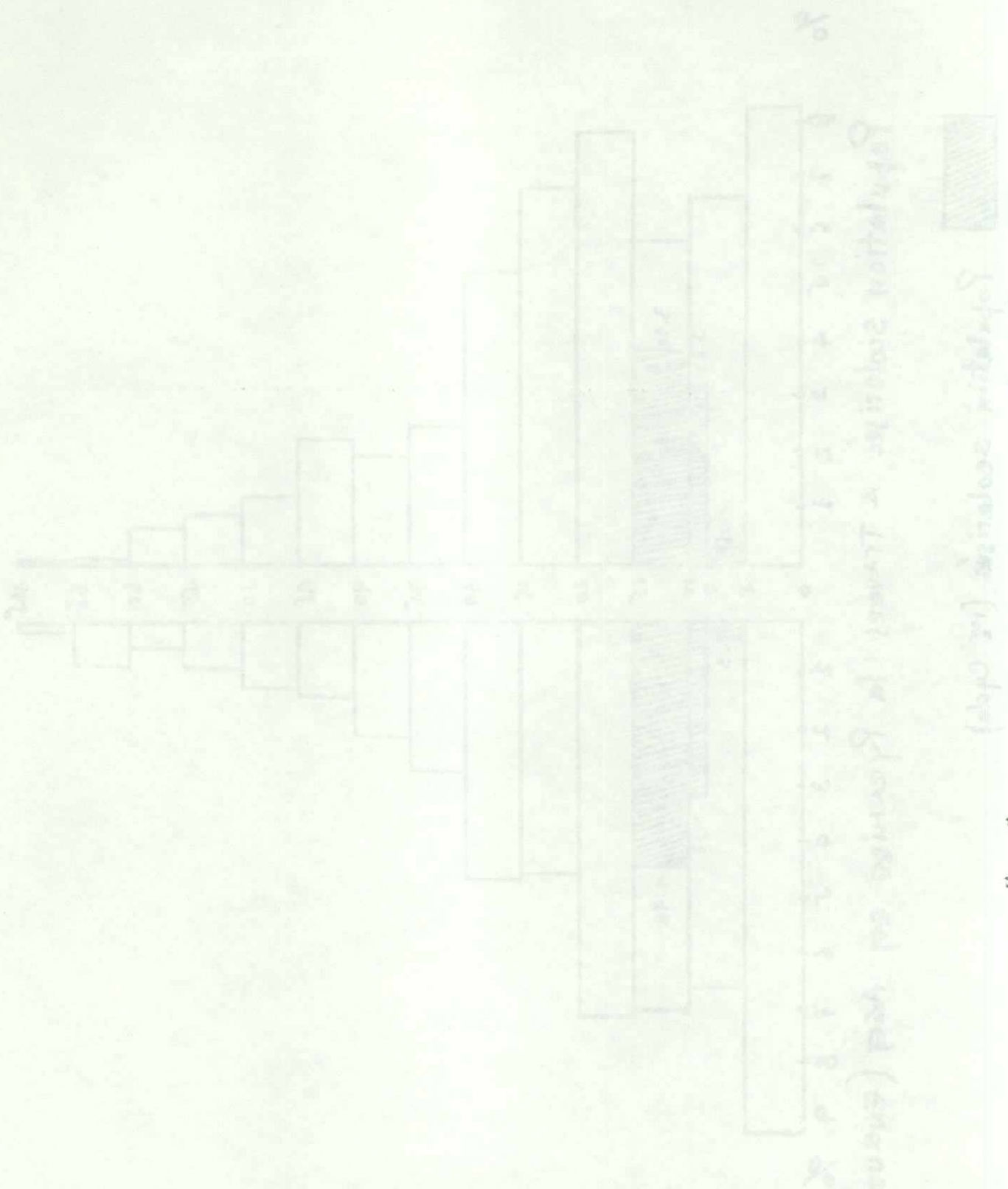
Communes	1ère A.		2ème A.		3ème A.		4ème A.		5ème A.		6ème A.		7ème A.		8ème A.		9ème A.		Total		Global
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	Total		
RUBAVU	413	392	353	318	307	320	231	252	217	197	177	160	162	145	126	113	1986	1897	3.883		
RWERERE	435	354	357	294	321	297	332	265	278	221	228	166	245	124	255	125	2451	1846	4.297		
MUTURA	560	432	424	339	392	286	375	242	335	234	273	139	279	104	252	582	2836	1834	4.720		
KANAMA	691	590	584	461	473	365	424	285	316	244	285	185	214	152	224	124	3211	2410	5.621		
NYANYUMBA	1601	555	463	434	470	401	424	366	371	242	318	188	240	156	177	117	3064	2471	5.535		
KAYOVE	811	740	671	632	615	567	562	464	480	397	341	305	207	236	186	126	4095	3438	7.533		
KARAGO	826	742	569	524	586	476	496	403	415	288	367	188	326	153	325	108	3912	2982	6.894		
GICIYE	777	631	592	550	601	530	471	317	434	277	405	222	343	150	395	162	4018	2859	6.857		
GASEKE	502	401	376	296	354	274	306	215	271	185	257	121	210	114	203	98	2479	1714	4.193		
SATINSYI	760	757	617	639	620	664	532	554	408	447	430	384	96	255	282	230	3445	2930	7.875		
RANBA	602	432	440	307	385	237	303	184	248	138	219	96	139	82	117	41	2453	1507	3.960		
KIBILIRA	735	696	597	583	529	526	470	431	351	381	277	309	220	225	211	186	3390	2337	6.727		
TOTAL	7713	6722	6043	5477	5653	4943	4928	3984	4124	3251	3577	2473	2999	1867	2853	1486	37890	30205	68.095		

.../...



Population scolarisée à Travers la Pyramide de l'Age (Enquête A.C.A. 1980)

Population scolarisée (1^{er} Cycle)



(Population of 1950) and (Population of 2000)

Population of 1950

Population of 2000

- Abandons et mouvements des élèves

Les abandons sont souvent constatés dans les classes du troisième cycle. Arrivés à ce stade, les élèves avides de l'argent se retirent de l'école pour se faire engager dans de petites entreprises. Pour pallier ce fléau, les autorités communales ont sensibilisé et conscientisé les responsables de ces entreprises sur le non embauchement de ces élèves qui quittent l'école au milieu de l'année.

Quant à ce qui concerne les mouvements des élèves, ceux-ci sont occasionnés par les mutations des agents de l'Etat pour raison de service. Ces mutations ont souvent lieu au cours de l'année scolaire, ce qui fait accroître l'effectif d'élèves dans les centres urbains.

3. Frais de scolarité et Conseil Communal pour l'Enseignement

A la fin de l'année, seul un petit nombre n'a pas donné les cotisations. Bien qu'un retard sensible en quittanciers a été un problème majeur à l'encontre d'une perception normale, point n'est besoin d'insister sur quelques tentatives perpétrées par certains enseignants collecteurs. Les différentes inspections menées dans les Communes, lors de l'évaluation des constructions scolaires ont suggéré le recouvrement de la situation le plus rapidement possible.

Les Communes se manifestent mal à l'endroit du Conseil Communal pour l'Enseignement et suivent très mal l'utilisation des frais de scolarité. Le Gouvernement, conscient des difficultés financières des caisses communales, a accordé une subvention dont le total s'élève à 8.299.475 Frw. en 1979 et ne s'est pas lassé de le faire surtout en construisant les CERAI.

4. Etat d'avancement du projet de réforme scolaire

Le Gouvernement n'a pas cessé d'épauler les Communes dans la finalisation du projet de réforme scolaire.

Situation des établissements primaires construits en 1981/Commune

Commune	Matériaux								
	PIERTO	BRITU	BRITO	PITU	PITO	PIPA	PLATO	BRATU	
KARAGO	-	56	45	4	4	-	-	-	
GASEKE	-	30	-	9	-	3	-	39	
RWERERE	-	15	60	-	4	-	-	-	
MUTURA	-	11	26	-	40	-	-	-	
KANAMA	-	64	16	-	-	14	-	-	
RUBAVU	2	15	39	-	-	-	7	-	
NYAMYUMBA	-	46	47	-	4	-	-	-	
RAMBA	-	65	1	8	-	1	-	-	
KIBILIRA	-	104	3	-	4	-	-	-	
GICIYE	-	79	30	2	10	4	-	-	
KAYOVE	-	112	11	5	-	-	-	-	
SATINSYI	-	105	5	5	7	-	-	-	
TOTAL		702	261	32	73	22	7	39	

- PIERTO : Classes en pierres couvertes de tôles
- BRITU : Classes en briques couvertes de tuiles
- BRITO : Classes en briques couvertes de tôles
- PITU : Classes en pisés couvertes de tuiles
- PITO : Classes en pisés couvertes de tôles
- PIPA : Classes en pisés couvertes de pailles
- PLATO : Classes en planches couvertes de tôles
- BRATU : Classes en briques adobes couvertes de tuiles.

Situation des ateliers scolaires et matériaux par Commune

Communes	MATERIAUX					
	BRICUTO	BRICUTU	BRATO	BRATU	PLATO	PIERTO
KARAGO	6	-	2	-	-	-
GASEKE	1	-	4	-	-	-
RWERERE	-	1	-	-	-	4
MUTURA	-	-	-	-	-	5
KANAMA	5	-	-	-	-	-
RUBAVU	5	-	-	-	-	-
NYAMYUMBA	6	-	-	-	-	-
RAMBA	-	-	3	-	-	-
KIBILIRA	1	-	6	-	-	-
GICIYE	4	1	1	-	-	-
KAYOVE	7	1	-	-	-	-
SATINSYI	11	-	-	-	-	-
TOTAL	46	3	16	-	-	9

- BRICUTO : Ateliers en briques cuites couverts de tôles
- BRICUTU : Ateliers en briques cuites couverts de tuiles
- BRATO : Ateliers en briques adobes couverts de tôles.

N.B. :

Les classes à double vocation méritent d'être scindées en deux. Beaucoup de classes sont logées dans des ateliers, des CCDFP ou des C.S.D. et il serait temps de prendre conscience de la destination de ces bâtiments. Les locaux sont encore à construire là où ils s'imposent pour répondre aux codes et aux structures des écoles.

.../...

5. Secteurs et zones scolaires

La situation géographique de l'arrondissement pose des problèmes quant à l'étendue des secteurs. Les Inspecteurs de Secteur ayant des difficultés de déplacement, il a été toujours souhaité de voir une scission des secteurs pour que chaque Commune soit dotée d'un Secteur scolaire à part. A l'heure actuelle, le Secteur Kibilira-Ramba est plus vaste. Les Communes Kanama-Rubavu et Lutura-Rwerere pourraient respectivement être séparées en quatre secteurs.

L'augmentation des classes par l'ouverture des 7^e et 8^e A a suscité un problème de supervision des enseignants. L'Inspecteur de Secteur de Gaseke a été defaillant, limogé et remplacé. Les inspections ont été réduites suite aux rapports de rentrée et aux stages de perfectionnement des Inspecteurs des Secteurs. On ne pouvait plus faire

suite à plusieurs obligations de service, notamment l'évaluation des constructions scolaires, le contrôle des frais de scolarité, le règlement des différends, le transport de matériel de Kigali etc...

6. Jardins scolaires

Toutes les écoles n'ont pas de jardins ou n'en ont pas suffisamment. Ce problème se pose quand bien même l'on se rend compte que plusieurs centrales ont été érigées dans des concessions religieuses ou à des endroits très peu spacieux. Pour les écoles sans lopain de terre, elles sont plutôt entourées des champs des habitants (bananeraie ...) et ainsi se pose la question de l'expropriation. Là où les jardins existent, l'exploitation se fait sous le contrôle immédiat des maîtres principaux au bénéfice des élèves et de l'enseignement.

7. Matériel scolaire

Les élèves travaillent dans des conditions difficiles à l'exception de Kayove qui s'est déployée pour doter les classes des pupitres convenables. D'autres Communes ont à faire des efforts spéciaux dans ce domaine.

Le matériel de base donné par le Ministère comme les ardoises, les crayons et les cahiers sont très insuffisants par rapport à l'effectif des élèves. Les ateliers scolaires construits n'ont pas pu fonctionner faute de l'équipement.

Le matériel didactique manque également. A ce sujet, les enseignants se sont efforcés de se procurer un matériel à leur imagination capable de suppléer aux lacunes créées.

Plusieurs autres activités préoccupent les responsables de l'enseignement, notamment le paiement des enseignants dont on peut parler de la récupération des excédents au compte de l'Inspection d'Arrondissement; des fonds provenant des jardins scolaires, de l'inventaire du matériel scolaire. On remarque aussi le fonctionnement du Conseil de Commune pour l'Enseignement, de l'organisation des coopératives scolaires, de la participation des élèves aux manifestations publiques, des travaux communautaires des élèves et enseignants pendant les vacances.

- Situation des écoles primaires privées

La situation des écoles primaires privées, des confessions adventistes, pentecôtistes, presbytériennes ou épiscopales est spécialement lamentable puisque, dispensant un enseignement inadapté, elles ont tendance à être fermées.

8. Des E.R.A.I. ou Enseignement Rural et Artisanal Intégré

La Préfecture compte huit établissements d'enseignement rural et artisanal intégré dont 6 sections familiales, le CERAR de Kibilira ainsi que l'école agricole et artisanale intégrée de Rambura. Il existe aussi un centre de formation agricole à Cyimbili (Kayove).

a) Sections familiales

Commune	Section	8è	9è	Monitrices sociales	
				Rwandaïses	Etrangères
Rubavu	Gisenyi	66	20	4	-
Nyamyumba	Kinunu	35	-	2	-
Rwerere	Busasamana	33	-	2	-
Kanama	Nyundo	62	16	4	-
Kibilira	Muhororo	76	22	4	-
Satinsyi	Muramba	50	25	3	1
		322	83	19	1

b) Le CERAR de Kibilira

Il a ouvert ses portes en novembre 1975, il dut héberger dans les locaux prêtés par la SOMIRWA à Ruhanga. Dès la naissance de l'école, une construction rapide était promise mais la Commune a dû faire face à la construction du Tribunal de Canton, des classes et des ateliers scolaires. Les équipements didactiques, culturels et sportifs sont très modestes. Le bâtiment mis à la disposition du CERAR est construit en briques cuites et est couvert de tôles. Le personnel s'occupe de la direction, de l'enseignement général, des cours de menuiserie, de forgerie, de maçonnerie, d'agriculture et d'élevage.

Les élèves ressortent des Communes Kibilira, Ramba et Satinsyi de la Préfecture de Gisenyi; Nyakabanda et Bulinga (Gitarama) et Kivumu (Kibuye). L'établissement compte en tout 6 professeurs de nationalité rwandaise et 87 élèves répartis en 2^e et 3^e années.

c) L'école agricole et artisanale de Rambura

La direction de cette école est entre les mains des Frères de l'Instruction Chrétienne du Canada. L'école est de type CERAR. Cette école agricole et artisanale vise la formation des jeunes gens en travaux pratiques, agricoles et artisanaux. L'école dispose d'un corps professoral constitué de 6 personnes dont 4 cadres canadiens et 2 cadres rwandais.

Il existe deux autres écoles artisanales, mais qui fonctionnent sous l'autorité de l'église épiscopale du Rwanda. Toutefois, que ce soit à Shyira ou à Nyange, elles revêtent jusque maintenant très peu d'importance étant donné leur impact dans la région où elles sont implantées.

B. Enseignement secondaire

a) L'enseignement secondaire

1.- Le petit séminaire de Nyundo

Le petit séminaire de Nyundo est logé dans un grand complexe de bâtiments apparemment vieux. Le Rectorat appartient au Clergé. Le problème du logement s'y pose mais l'évêché essaie de le résoudre selon les moyens.

En ce qui concerne les équipements sportifs et culturels, le petit séminaire ST Pie X peut se placer dans les écoles les mieux équipées. Les élèves proviennent exclusivement de toute l'étendue du Diocèse. Le personnel est suffisant et qualifié. L'option est les langues modernes et latin-sciences. Avec un total de 15 professeurs, les élèves atteignent 191.

2.- Le Collège de Shyira

Depuis 1967/1968, le collège comptait trois classes de première année : tous les élèves sont internes et sont logés dans les vieux bâtiments de l'église épiscopale au Rwanda.

.../...

A partir de 1968/1969, l'établissement n'a compté que deux classes de 2èmes années et une première année puisque le manque de locaux ne permettait pas qu'il y ait une troisième année.

1976 / 1977, le Gouvernement rwandais a financé la construction d'un petit stock de denrées alimentaires. Ce financement a également aidé en matière de petits équipements didactiques, culturels et sportifs. Le milieu ambiant de l'école est sans loisirs. Les élèves s'organisent pour de petites soirées dansantes. Les équipements sportifs sont très modestes. Actuellement, c'est une école normale primaire avec option d'une formation pédagogique inférieure. Le corps professoral atteint 5 unités et 65 élèves.

3. Ecole d'art de Nyundo

Cette école est dirigée par les Frères de l'Instruction Chrétienne. Les cours portent sur cinq ans. Il existe deux spécialistes : la sculpture et les arts graphiques. Cette école initie les élèves durant les deux premières années aux arts graphiques ou à la menuiserie et dans les trois années qui suivent aux arts graphiques ou à la sculpture selon les capacités individuelles.

Au cours de l'année 1978-1979, le total des élèves atteignait 78. En juin 1979, 15 ont été lauréats d'artisans menuisiers, 6 d'arts graphiques et 4 pour la sculpture. L'école n'a pas pu recruter d'autres élèves à la fin de l'année scolaire 78-79 en foi de la décision du Ministre. Seulement l'école normale auxiliaire qui est issue de l'enseignement rural et artisanal intégré. Un manque de programme et de professeurs s'est posé au début. Au 31 décembre 1979, le bâtiment administratif était terminé, seul restait le mobilier. Le bâtiment des arts graphiques était en voie d'achèvement tandis qu'une salle polyvalente était en fondation. L'école reste inquiète quant à l'exécution du programme du Ministère dans le cadre de la Réforme scolaire.

Dans le cadre de la réforme scolaire, ^{en 1981} il s'agit des options suivantes : Normale Technique auxiliaire, peinture, sculpture, arts graphiques. Les professeurs atteignent 14 pour 101 élèves.

4.- Le Collège des filles de Muramba

L'école a commencé en 1966 grâce à la bonne volonté de Monseigneur BIGIRUMAMI, alors Evêque de Nyundo. Elle portait le nom de Mater Ecclesiae qu'on appelait aussi Séminaire des filles. Cette double appellation justifiait bien l'objectif qui était de former les futures consacrées à Dieu et à son église.

En 1973, l'école prit le nom de Collège Inférieur de Muramba mais resta sous la direction des Benebikira. Elle fut fréquentée par les élèves du cycle d'orientation (Tronc Commun). En septembre 1978, l'établissement ouvrit en son sein une section économique et une trentaine d'élèves sortis directement du Tronc Commun furent accueillis. Dans l'entretemps, la congrégation des Benebikira s'est mise à négocier des aides étrangères pour la construction des bâtiments tenant lieu d'extension de l'école, mais dans le but de créer une école féminine technique. A ce propos, le Ministère a heureusement trouvé mieux d'y implanter une section économique à partir de 78-79. Et c'est de là qu'un nouveau bâtiment a fonctionné depuis l'année scolaire précédente mais fut inauguré en 1980. Les élèves se chiffrent à 161 en 1981 et sont enseignés par 16 professeurs.

Les équipements didactiques sont moyens et proviennent bien de fois du Bureau Pédagogique ou alors la Direction et les Professeurs se débrouillent. Le matériel qui avait longtemps servi pour le matériel du séminaire des filles a été transféré au petit séminaire de Nyundo. Dans le cadre de la réforme scolaire, il s'agit d'une école économique avec enseignement commercial.

5.- Le lycée Notre Dame d'Afrique

Il existe un lycée à Nyundo en Commune Kanama. C'est un établissement secondaires des humanités modernes. Les bâtiments abritant cette école ont été construits par le Diocèse de Nyundo avec les fonds provenant du F.B.I. ou Fonds du Bien-être Indigène. Théoriquement, cette école a été construite pour abriter 100 élèves internes mais elle abrite actuellement 108 internes. En septembre 1974, une nouvelle section fut annexée ; la section secrétariat pour une durée de deux ans. En septembre 1978, une section de secrétariat aboutissant au Diplôme de Secrétaire Commercial (3 années d'études après le tronc commun) fut agréée par le Ministère de tutelle. Actuellement, l'école comprend le cycle d'orientation ainsi que les sections commerciale et scientifique.

Quant aux équipements scientifiques, le lycée possède une salle de science équipée de l'essentiel pour les expériences scientifiques mais qui reste à compléter dans l'avenir. Les options sont dans le cadre de la réforme scolaire :

- Normale technique D5
- Math-Physique
- Chimie Biologie
- Secrétariat.

L'état des bâtiments est satisfaisant mais les installations sanitaires sont insuffisantes pour un nombre d'internes dépassant largement l'effectif prévu au moment des constructions.

N.B. : L'ouverture d'une école normale féminine auxiliaire pour les ressortissants des sections familiales a eu lieu à la fin de l'année 1979.

On a dénombré les professeurs à 27 et les élèves à 108.

6. Collège de Gisenyi

C'est un établissement d'enseignement secondaire pour les garçons. Situé sur la route de la deuxième frontière Nord à 1,2 km de la frontière du Zaïre, le collège a commencé dans les locaux de l'ancienne école primaire comme collège des humanités modernes, il était alors dirigé par les Abbés du Diocèse de Nyundo. Il y a eu même en 1962-1964 une ou deux classes de section pédagogique. De 1964 à 1969, le collège était toujours dirigé par les Abbés et c'est depuis 1969 jusqu'en 1973 que la direction a été confiée aux Frères de l'Instruction Chrétienne (FIC). En 1973-74, le Ministère a repris, après le mouvement étudiant de 1973, le fonctionnement du collège tout en gardant les bâtiments diocésains. Depuis 1974-1975, le collège fut encore confié par le Ministère aux Pères Jésuites. L'on procéda en 1977-1978 au remplacement progressif d'une classe du tronc commun. Au cours de l'année 78-79, suite au projet de réforme scolaire, le tronc commun fut supprimé, du moins pour la première année.

Finalement, il est prévisible qu'au cours de l'année 1980-1981 l'école comprendra encore une troisième année du tronc commun et les quatre années de section complète commerciale et administrative. Depuis 1977, le collège a acquis de nouvelles machines à écrire pour la nouvelle section. Pour les bâtiments, ils sont vieux et restent entretenus dans la mesure du possible; le corps professoral dispose de 5 licenciés et 5 bacheliers dont 5 religieux et 5 laïcs.

Le transfert du collège à Rugerero reste attendu et ce projet sera financé par la Belgique. Les sections sont les options économique ainsi que commerciale et administrative. Fin 1981, il y avait 16 professeurs et 177 élèves.

.../...

7.- Le Collège inférieur de Muramba

Le collège s'appelle Institut Sainte Marie Coretti de Muramba. Il fut fondé en 1952-1953 dans la Commune Satinsyi. L'école a été installée provisoirement sur la colline voisine là où les soeurs benedikira avaient leur couvent depuis 1950. En 1956, furent entamés les travaux pour la construction de nouveaux bâtiments sur la même colline. Les 80 % des frais pour la construction de l'école seraient versés comme subside par le Ministère de tutelle. Le Diocèse de Nyundo a pu participer à concurrence de 20% restant des frais de construction de l'école et toutes les sommes nécessaires pour y ajouter l'habitation des professeurs. Les bâtiments annexes et la chapelle furent construits en 1959 au moyen des dons privés. En septembre 1960, les nouveaux bâtiments furent inaugurés et occupés par les élèves de l'E.N.I. Cette année, une section normale technique a été ouverte. L'effectif s'évaluait en 1981 à 17 professeurs et 150 élèves.

Quant à l'état des bâtiments, ces derniers sont en bon état mais ne sont pas suffisants. Les options sont normale primaire, inférieure et normale technique auxiliaire.

b) L'enseignement secondaire (autres)

1. Ecole secondaire de Gacuba II

Depuis 1978, une école secondaire privée à Gacuba II en Commune Rubavu fonctionne bien. Malgré les débuts difficiles, cette école donne quand même de l'espoir de continuer; les élèves proviennent de partout dans le pays.

2. Ecole secondaire de Gihinga

A Kayove, le collège de Gihinga est déjà en sa 3^e année. Donc les élèves devraient continuer mais hélas il existe un double handicap : celui de la non qualification des professeurs et la mise en doute de leur programme. Les bâtiments sont médiocres et les élèves y vivent dans une sérieuse misère. Cette école a été supprimée au début de l'année scolaire 1981-1982.

C. Enseignement supérieur

Au niveau de la Préfecture, il n'existe pas actuellement d'enseignement supérieur depuis la suppression du Grand Séminaire de Nyundo. Toutefois, les autorités de l'église adventiste ont eu l'accord de construire une "Université Adventiste de l'Afrique Centrale" à Mudende en Commune Rutura. A l'heure actuelle des choses, le Ministère a déjà accordé une parcelle suffisante de l'ordre de 111 Ha mais cela devra nécessiter des expropriations et indemnités.-

V. LE SERVICE SOCIAL DANS LA PREFECTURE

A. Généralités

L'on remarque une certaine satisfaction d'aspects positifs dans l'exécution du programme élaboré pour les C.S.D. Certaines activités féminines s'effectuent au centre social alors que les services techniques participent pour la mise en pratique comme les services vétérinaires et agricoles. L'appellation de "foyers sociaux" a changé en "centre social de développement" actuellement l'appellation est devenue "centre préfectoral de développement et de formation permanente" ou C.P.D.F.P. Une des caractéristiques du CPDFP est que le centre est le lieu de rencontre pour les deux sexes hommes et femmes. Cette expérience de plus en plus accrue est engagée dans les Préfectures Byumba, Gisenyi, Gitarama et Kibuye et elle vient de toucher presque les C.S.D se trouvant près des CCDFP des Communes où la participation des Maisons Familiales Rurales est effective.

B. Le centre préfectoral de développement et de formation permanente (C.P.D.F.P.)

Le C.P.D.F.P. répond à trois objectifs :

- Mise en place et la coordination des CCDFP
- Animation et coordination du développement à l'échelon préfectoral
- Formation des formateurs au niveau des CCDFP.

Le premier et le troisième objectifs se trouvent littéralement respectés mais le deuxième objectif pourra démarrer sur création d'une Commission interministérielle pour pouvoir coordonner les activités à l'échelon préfectoral.

a) Personnel des CCDFP et sa formation

Le statut du formateur en CCDFP n'est pas encore clairement défini et l'orientation prise de la convention du 8 février 1978 prévoit une équipe de six formateurs-formatrices permanents pour chaque CCDFP.

Il existe des formateurs permanents pour lesquels les Maisons Familiales Rurales (M.F.R.) interviennent et des formateurs intervenant au CCDFP. Ces derniers sont des cadres.

.../...

La formation s'est poursuivie et avec l'année 1979, l'on était à la troisième promotion. Les sessions se sont déroulées régulièrement chaque trimestre selon les méthodes d'alternance : travail dans le milieu (2 mois $\frac{1}{2}$) où se posent les problèmes et session de travail (2 semaines) qui sont des temps de réflexions et de prise de décisions. Les intervenants extérieurs comme les responsables des services préfectoraux ont mené une compréhension très louable.

b) Difficultés rencontrées et solutions préconisées

Le plan de formation de la promotion 3 avait été élaboré en mai 1979 en collaboration avec le Ministère de tutelle en tenant compte du rôle et des tâches de formateur. Bien qu'il fut dans l'ensemble respecté, il y a eu quand même des fissures :

- 1.- Des différences de formation selon les formateurs : niveau et nature de la formation antérieure.
- 2.- Application difficilement rigoureuse des propos tenus par le formateur.
- 3.- Engagement de la formation à des cadres non permanents : exemple des encadreurs communaux de la jeunesse.
- 4.- Manque de maîtrise des méthodes d'animation et de transmission par les formateurs.
- 5.- Manque d'évaluation de l'action des formateurs
- 6.- Manque d'homologues rwandais
- 7.- Aucun CCDFP n'a pas suffisamment de formateurs.

Pour suppléer à ces lacunes, les responsables ont décidé de statuer fermement à un bon recrutement des formateurs avec des critères de choix nouveaux. Il faut que le candidat :

- porte intérêt au monde rural, soit disponible pour des tâches de formation;
- ait confiance en la population par sa conduite et sa maturité;
- ait un sens de l'animation;
- ait un niveau minimum (CERAR-section familiale)
- soit originaire de la Commune;
- ait une expérience personnelle.

Le bilan des réunions des Conseils d'Administration est assez exhaustif pour les Communes Nyamyumba, Karago et Kanama. Seulement, les résolutions prises entrent difficilement en exécution. Leurs statuts sont encore provisoires.

.../...

Plusieurs membres des conseils d'administration ont souhaité avoir une formation pour les préparer à être plus compétents dans leurs responsabilités d'administrateur.

La collaboration avec les services techniques est exemplaire. Cette collaboration est très positive dans les Communes Karago et Giciye où le projet d'intensification des cultures vivrières a permis de resserrer les liens entre les services grâce à des réunions bimensuelles de tous les cadres des deux Communes.

Les difficultés qui aiment survenir résultent d'un manque du véritable technicien de la coordination en la personne des Bourgmestres. Tel est un des aspects qui ont freiné l'action en Commune Nyamyumba dans ses débuts.

c) Principaux thèmes de formation

1. Théorie

* Agriculture :

- La lutte anti-érosive
- Reboisement, comment faire une pépinière
- Arbres fruitiers
- Production vivrière
- Production potagère
- Compostières, fumier
- Semis en ligne, densité, écartement, sarclage, buttage
- Campagne café
- Conservation des semences..

* Elevage :

- Construction d'un poulailler..
- Elevage
- Association agriculture-élevage

* Alimentation :

- Malnutrition et ses maladies
- Aliment de base
- Fiches de cuisine
- Lait de soja (Rubavu)

* Hygiène-santé

- Hygiène vestimentaire
- Hygiène de l'habitat
- Latrines, alcoolisme
- Kwashiorkor, avitaminose
- Vaccins, éducation sexuelle
- Femmes enceintes, accouchement.

* Economie

- Silo communal
- Budget familial
- Groupements-organisation
- Rôle du Chef de l'équipe.

* Alphabétisation

- Activité de lecture
- Ecriture des voyelles
- Calcul.

2. Pratique

* Agriculture :

- Réalisation des pépinières d'arbres (Eucalyptus)
- Réalisations des pépinières d'arbres fruitiers
- Mise en sachets, repiquage d'arbres
- Cultures potagères, vivrières, semi en ligne, buttage
- Diffusion de semences sélectionnées.

* Elevage

- Construction de clapier, de poulailler
- Diffusion de lapin, de poules.

* Alimentation :

- Fabrication du lait de soja (Rubavu)
- Formation de lapins (Kanana)
- Cuisine, utilisation des légumes
- Fabrication de sauces, préparation de soupe

* Culture :

- Racommodage
- Broderie
- Réalisations de robe, brassières, culottes, bonnets, tricots.

* Artisanat :

- Construction de tables à vaisselle
- Fabrication de petits paniers et des tuiles (Kanana)
- Tissage des sacs (Kidaho)

C. Les Centres Sociaux de Développement

Les monitrices sociales n'ont cessé de bénéficier de formation pédagogique en dehors des réalisations qui se font dans les C.S.D de Préfecture et ceux des Communes. Il existe un service social au niveau des services médico-sociaux comme les hôpitaux, les centres nutritionnels, la prison; AGI, qui est accompli par des monitrices sociales.

a) Personnel

Au niveau du personnel social responsable, le personnel était fort de 11 unités affectées au CPDFP à Nyundo et six autres réparties dans les secteurs sociaux ainsi qu'auprès des CCDFP.

Au niveau communal, la situation par Commune se porte comme suit :

- La Commune de Rubavu dispose d'une aide monitrice sociale pour le C.S.D. de Murara, deux monitrices pour le C.S.D de Gacuba II, une monitrice pour les activités sociales du camp militaire de Gisenyi, une aide monitrice sociale pour le C.S.D de Rugerero et deux aide-monitrices sociales pour le CSD de Murara.
- La Commune Kanama compte une monitrice sociale pour les activités sociales de Nyabirasi.
- La Commune Kayove a deux monitrices sociales pour chacun des C.S.D à Gihinga et à Kinunu.
- La Commune Nyamyumba dispose d'une monitrice sociale par CSD. Le CSD existe à Nyamyumba, à la Bralirwa, à Kigufi et à Kivumu.
- La Commune Mutura a une aide monitrice à Mutura même.
- La Commune Rwerere a une monitrice sociale pour le C.S.D. de Busasamana et une autre pour le C.S.D. de Kinyanzovu.
- La Commune Giciye a deux monitrices pour le C.S.D de Giciye et deux autres pour le CSD de Shyira.
- La Commune Gaseke dispose aussi d'un seul agent pour le C.S.D de Gaseke.
- La Commune Karago n'a qu'une seule monitrice sociale au CCDFP. Vers la fin de l'année 1979, le personnel s'est agrandi d'un autre agent.
- La Commune Satinsyi a deux monitrices sociales au CSD à Muramba, à Ngororero et à Hindiro, ce qui fait six pour les trois CSD.
- La Commune Kibilira a cinq monitrices : deux au CSD de Rongi, deux autres au C.S.D de Muhororo et une dernière pour le CSD de Kirengo.
- La Commune Ramba n'a qu'une monitrice sociale et son aide pour le seul CSD de Ramba.

b) Répartition des CSD dans les Communes de la Préfecture

La répartition des C.S.D dans les Communes de la Préfecture est indiquée par le tableau suivant :

.../...

Communes	C.S.D. existants	Date de fondation	C.S.D. qui marchent + bien	Succursales
Rubavu	Muhira Murara Rugerero Gacuba II C.S.D. Ville	1973 1976 1962 1958 1977	Murara Gacuba II Muhira	
Kanama				Rusongati depuis 1975 Kanombe depuis 1962 Nyabirasi depuis 1975 Rugomero
Nyamyumba	Bralirwa Kigufi Kivumu Nyamyumba	1961 1976 1959	Nyamyumba Bralirwa Kigufi Nyamyumba	
Kayove	Gihinga Kinunu	1961 1962	Gihinga Kinunu	Gishwati Gihumba
Rwerere	Busasamana Kinyanzovu	1959 1963	Busasamana Kinyanzovu	Gora
Mutura	Mutura Kora	1961 1977	Mutura Kora	Butaka, Bonde, Gihorwe, Cyambara
Giciye	Gasasa Shyira Bihembe	1962 1962	Gasasa Bihembe	Kamajanja Kaburamba
Gascke	Mwendo Rutare	1962	Mwendo	
Karago	Mwiyanike Iyamuhina	1962 1962	Mwiyanike CCDFP	
Satinsyi	Muramba Hindiuro Ngororero	1962 1977 1962	Muramba Hindiuro Kirengo	
Kibilira	Muhororo Rongi Kirengo	1962 1977 1962	Muhororo Rongi Kirengo	
Ramba	Ramba	1963	Ramba	Kageyo-Gitwa-Suti-Bayi-Mutake

c) Les activités des centres sociaux de développement

Les activités des centres sociaux de développement sont similaires. Seulement, elles diffèrent parfois suivant le programme d'activités, les conditions de travail et d'application.

1. Les activités pratiques

1.1. Agriculture

Suite à l'étendue des champs qui est réduite, l'agriculture dans les CSD est pratiquée sous forme de jardinage.

But :

- Apprendre aux différents groupes qui fréquentent le centre les méthodes techniques de culture
- Permettre à ce groupe d'avoir quelques ingrédients pouvant leur servir dans la démonstration culinaire.
- Permettre un peu d'auto-fonctionnement par la vente de quelques produits récoltés.

Son impact au niveau des familles :

- On remarque des jardins potagers autour des enclos chez certaines familles.
- On remarque quelques changements dans les habitudes alimentaires, comme par exemple la consommation de nouveaux légumes : carottes et tomates...
- Cependant, ces méthodes techniques culturales sont limitées dans presque toutes les familles vu l'application de l'agriculture extensive.

1.2. Petit élevage

L'activité du petit élevage est réalisée dans la plupart des C.S.D des Communes. Cependant, on pratique plus l'élevage des lapins parcequ'ils sont faciles à entretenir. Ceux qui ne pratiquent pas cette activité de petit élevage se trouvent généralement dans les conditions d'insécurité et d'impossibilité.

But :

- Aider les groupes à mieux améliorer leur élevage : alimentation, construction des logis, entretien etc...
- Se procurer des protéines animales de la manière facile vu le pouvoir d'achat des paysans encore limité.

1.3. Cuisine :

La monitrice sociale communale fait des groupes des démonstrations des cuisines à base des produits agricoles disponibles. Elles sont accompagnées des causeries éducatives pour illustration.

.../...

But :

- Apprendre à utiliser convenablement ce que l'on produit en vue de l'équilibre alimentaire.
- Permettre l'introduction de nouvelles recettes dans les plats familiaux.

1.4.- Coupe couture, raccommodage et tricotage

Ces activités ont le but d'apprendre aux groupes la confection des vêtements, ce qui a l'avantage de diminuer les frais de couture et d'achat des vêtements à des prix exorbitants. Ces activités ménagères sont souvent réalisées à la main dans certains C.S.D qui ne disposent pas de machine à coudre.

1.5. Broderie-Vannerie-Perlage

Elles font partie des activités principales des C.S.D dont le but principal est de permettre un peu l'auto-financement. Seulement le perlage se fait rarement car son matériel n'est pas facile à trouver.

1.6. Bricolage

Le bricolage n'est pas toujours rentabilisé et exploité parce que les monitrices ne sont pas toujours à mesure de le réaliser. Si cette activité était assez exploitée et rentabilisée, elle permettrait l'équipement des maisons. Au cours de l'activité de bricolage, on fait surtout la fabrication des tables de vaisselle, car le matériel n'est pas difficile à trouver et celles-ci s'avèrent très nécessaires dans les familles.

1.7.- Repassage et lessivage

Les activités de repassage et de lessivage sont en général théoriques, car elles ne sont pas pratiquées dans les CSD et leur application dans le milieu ne se fait pas remarquer.

N.B. : Toutes les activités pratiques sont toujours accompagnées des explications théoriques qui sont des causeries éducatives pour faciliter la compréhension.

2. Les activités théoriques ou les causeries éducatives

Les causeries éducatives sont très nécessaires dans les CSD pour compléter certaines activités pratiques. Les causeries éducatives données dans les CSD sont classées comme suit :

- Nutrition : groupe d'aliments, alimentation des groupes vulnérables, équilibre alimentaire.
- Hygiène : vestimentaire, corporelle, alimentaire, de l'habitat
- Maladie etc...

.../...

D. Les centres nutritionnels

Dans toute la Préfecture, les centres nutritionnels qui fonctionnent sont les suivants : Nyundo, Gacuba II, Kanama, Muramba, Shyira, Kivumu, Nyabirasi, Bralirwa et Nyange. Certains d'entre eux sont intégrés dans les complexes médico-sociaux à savoir : Shyira, Nyange, Muhororo, Nyabirasi : Les rapports sont envoyés au bureau de Nutrition Kigali, au catholic relief service et au C.F.N.R. Nous ne disposons donc pas de renseignements nécessaires sur leurs activités.

E. Conclusions générales

a) Résultats atteints

----- Dans le cadre de la formation, la plupart des monitrices sociales des Communes où les CCDFP sont déjà installés ont bénéficié d'une pédagogie et d'une technique d'animation des MFR. Les CSD se trouvant dans la zone où la participation des MFR est effective ont pu améliorer leurs activités : constructions des groupes mixtes et diversification des activités, animation des associations, groupement et vulgarisation du petit élevage...

Sur colline, les monitrices sociales communales ayant reçu la formation pédagogique des MFR essaient de constituer les groupes d'hommes et femmes, d'animer les groupements et de former les chefs d'équipes, c'est-à-dire des zones d'activités dans lesquelles on trouve des champs potagers collectifs, des compostières, la lutte anti-érosive et le petit élevage. Des CCDFP ont été déjà installés en Nyamyumba, Karago, Rubavu, Giciye, Gaseke, Rwerere, Luturura et Kanama et restent envisagés dans le reste de la Préfecture.

b) Difficultés rencontrées

1. Aspect personnel

L'insuffisance du personnel social au niveau communal freine la marche générale des activités des CSD. Les mutations et les mariages occasionnent l'instabilité du personnel, ce qui handicape la continuité et la marche normale des activités.

2. Aspect matériel

L'absence du matériel nécessaire pédagogique et d'équipement ne favorise pas la diversification des activités.

.../...

3. Aspect formation

La plupart du personnel social communal n'a pas reçu la formation sociale et de ce fait, on a constaté que le programme des CSD tracé n'est pas appliqué comme il le fallait et il n'y a pas d'amélioration des activités qui se font dans certains centres. Les CSD sont en général fréquentés plus par les jeunes filles que par les femmes parce que ces dernières sont toujours préoccupées par les activités ménagères dans leur famille.

4. Aspect financier

Le personnel n'est ^{pas} régulièrement salarié, ce qui le décourage dans les activités. Le manque de budget de fonctionnement dans certains centres ne permet pas de diversifier les activités. Quelques membres du personnel social se trouvent licenciés à cause de la réforme scolaire qui a accumulé la grande partie du budget communal. L'on espère la reprise de ces agents quand la situation aura été normalisée.

5. Aspect infrastructure

La plupart des CSD des Communes sont étroits, mal entretenus et non équipés, absence des annexes : ex., cuisine. On observe une insuffisance de champs pour la pratique dans certains CSD.

- Manque d'appui et de coordination dans les actions sociales
- Les vols des lapins et des récoltes.

c) Projet pour l'amélioration des services

Dans le cadre de la troisième convention, le projet des MFR entend au cours du présent avenant, poursuivre la formation des formateurs communaux permanents et intervenants, des membres des conseils d'administration, des moniteurs agricoles pour Karago et Giciye, des cadres du CPDFP de Nyundo et de 3 superviseurs de zone rwandais. Aussi, un atelier de moyens didactiques est envisagé ainsi que le suivi des CCDFP de Rwerere, Itutura, Nyamyumba, Kanama, Rubavu, Gaseke, Giciye et Karago. La mise en place d'un CCDFP en Commune Kayove est en cours. Il y aura aussi construction ou aménagement des succursales des centres ouverts :

- 2 succursales à Karago, Gaseke et Itutura
- 1 succursale à Giciye, Rwerere et Kanama.

VI. LE SERVICE PENITENTIAIRE

A. Le service pénitentiaire de Gisenyi

Au cours de l'exercice 1978, la prison a disposé d'un Directeur et d'un Adjoint puis d'un Archiviste, d'une monitrice sociale, d'un Chef d'atelier et de 16 surveillants de prison. La plupart de surveillants se sont rendus coupables d'une corruption favorisant ainsi les évasions répétées des détenus : certains d'entre eux ont été frappés de sanctions disciplinaires de renvoi ou de retenues sur les salaires. Les problèmes et difficultés qui se rencontrent surtout dans cette prison sont ; la surpopulation, le manque d'effets d'accouchage, le manque d'un assistant médical pour soigner urgemment les détenus au sein de la prison. Afin de parer au surpeuplement, il serait pratique de mettre en liberté provisoire quelques prévenus suivant le niveau de leurs infractions respectives.

La réparation de la prison se pose avec une grande acuité ainsi que la construction des cachots pour les détenus dangereux. Bref, la nécessité de l'agrandir s'est déjà imposée étant donné les conditions lamentables de la population y internée.

B. Le service pénitentiaire de Kabaya

La sous-brigade judiciaire a disposé depuis sa création à la Sous-Préfecture d'une petite prison ne pouvant que contenir à peine 15 personnes et dans un état très misérable. Au cours de l'année 1970, la petite prison avait déjà presque 4 surveillants avec un Directeur à part entière. Celui-ci devait s'occuper encore des travaux de construction visant à l'élargissement de ce petit local. Vu le niveau très élevé des litiges existant dans la région, celle-ci ne cesse d'envoyer son superflu à la prison centrale de Gisenyi.

Dans l'intervalle, un projet de création d'une prison plus ample a été lancé au Ministère intéressé mais celui-ci n'a pas encore donné son accord. Au moment où la prison de Gisenyi s'avère insuffisante, cette perspective devrait requérir l'attention des responsables concernés.

.../...

VII. L'ENCADREMENT DE LA JEUNESSE

A. Généralités

La Préfecture de Gisenyi connaît une grande proportion de jeunes sans emploi. Dans la mesure de son encadrement, l'on a toujours veillé à ne pas désœuvrer cette jeunesse qui rencontre des problèmes de tout côté : points de vue social, économique, culturel, de l'éducation, bref de l'orientation dans sa vie future.

Cette masse de jeunes qui constitue d'une part une force et un potentiel utiles au développement du pays doit d'autre part être consciente des problèmes fondamentaux qui se posent dans le pays afin de mieux s'insérer dans le développement national. Pour ne pas les décourager, l'on a bien fait de les grouper dans des activités socio-économiques. Mais finalement, l'on se rend compte que la jeunesse doit rester intacte, veiller à ses forces physiques. Et pour y arriver, le développement du sport est certain pour qu'une âme saine subsiste dans un corps sain.

B. Organisation sportive dans le centre urbain de Gisenyi

a) Football

Au niveau de toute la Préfecture, nous disposons d'une équipe dénommée "ETINCELLES". C'est une équipe formée depuis 1978. Elle a participé au championnat national de football 1978-1979 en deuxième division.

Plusieurs rencontres sportives amicales l'ont opposée à d'autres clubs zaïrois et les résultats ont toujours été encourageants. Dans le but de divertir la population de Gisenyi, un tournoi des jeunes sportifs a opposé les équipes de football des juniors et des cadets : Gacuba Sports, Kivu Sports, Bralirwa ainsi que l'équipe du Collège de Gisenyi.

Il existait un seul terrain de jeux, celui de Nengo qui malheureusement, pendant la saison de pluie, était souvent inondé. Maintenant la ville de Gisenyi dispose d'un des meilleurs stades du Pays où le terrain de football est assez apprécié.

b) Basket ball

Ces disciplines sportives ne sont pas aussi développées que le football. Toutefois, les fonctionnaires de Gisenyi disposent de deux équipes, une de volley et une autre de basket. Ils jouent tous les marcredis et ont déjà organisé des rencontres avec ceux de Ruhengeri. Le centre de formation scouté construit dans Gacuba II favorise également des amateurs de volley-ball.

C. Infrastructures sportives au niveau communal

a) Infrastructure sportive de chaque Commune

1. Commune Rubavu

La Commune Rubavu avait un terrain de football à Gisenyi dans le quartier urbain Gacuba II sur lequel l'ancienne équipe de football Guépard Sport rencontrait des équipes visiteuses. Ce terrain a été cédé à l'association des scouts du Rwanda pour la construction d'un centre de formation.

- Un stade dénommé Umuganda avec un terrain de football
- 2 terrains de volley-ball en face de la Préfecture
- 1 terrain de basket-ball au même endroit
- 1 terrain de volley-ball au centre de formation scout à Gisenyi
- 1 terrain de volley-ball et de basket-ball à Pfunda
- 1 terrain de volley-ball près du bureau communal de Rubavu.

2. Commune Rwerere

- Un terrain de football
- Un terrain de volley-ball.

3. Commune Kanama

- Un terrain de football à Kayanza
- Un terrain de volley-ball à Mahoko
- Un terrain de basket-ball à Mahoko.

4. Commune Nyamyumba

- Un terrain de foot-ball à Nengo
- Un terrain de volley-ball au CCDFP à Budacya.

5. Commune Mutura

- Un terrain de football
- Un terrain de volley-ball.

6. Commune Kayove

- Un terrain de football
- Un terrain de volley-ball.

7. Commune Karago

- 2 terrains de football dont l'un est dans le secteur Gakarara à 16km du bureau communal et l'autre dans le secteur Ndorwa à 5 km du bureau communal. Parmi ces deux terrains cités ci-haut, le premier est plus praticable. Le deuxième ne l'est que pendant les saisons sèches.

.../...

- 2 terrains de volley-ball dont l'un dans le secteur Gakarara et l'autre dans le secteur Rambura. Ils n'ont pas de filets, raison pour laquelle cette discipline reste ignorée dans la région.

8. Commune Giciye

- Un terrain de football à Vunga
- Un terrain de volley-ball à Shyira
- Un terrain de volley-ball près du bureau communal.

9. Commune Satinsyi

- Un terrain de football à Muramba
- 2 terrains de basket-ball à Muramba. Cette discipline est pratiquée grâce à l'initiative du Curé de la Paroisse de Muramba qui prête le ballon à l'Encadreur communal pour le lui rendre chaque fois après le jeu.
- Un terrain de volley-ball à Hindiro et deux autres à Muramba. Cette discipline avait connu beaucoup plus de succès dans cette Commune de façon que l'encadreur communal a pu constituer 10 équipes de volley-ball.

10. Commune Kibilira

Un terrain de football dans la vallée de la Nyabarongo est à remplacer parce que l'extraction des minerais de la Somirwa Gatumba l'a endommagé. Aussi les crues de la Nyabarongo l'inondent pendant la saison des pluies.

11. Commune Gaseke

- Un terrain de foot-ball à Kabaya
- Un terrain de volley-ball à Kabaya
- Un terrain de basket-ball à Kabaya.

12. Commune Ramba

- Un terrain de football
- Un terrain de volley-ball.

b) Matériel disponible dans chaque Commune

Le matériel concerne aussi bien les équipes de foot-ball, de volley-ball, de basket-ball et des ballets communaux (groupes folkloriques).

1. Commune Rubayu

- Deux ballons de volley-ball
- Equipement des tambourineurs
- Equipement des danseurs INTORE
- Equipement pour les filles danseuses de la Commune
- Equipement pour le groupe "Ikondera"

- Douze tambours, 20 lances en bois pour Intore
- 18 paires Amayugi
- Equipement du groupe d'animateurs "Abahinzi ba Byahi".

2. Commune Rwerere

- Equipement des membres du ballet communal
- 1 ballon de volley-ball
- 1 ballon de foot-ball.

3. Commune Mutura

- 1 équipe ent pour le ballet communal
- 1 ballon de volley-ball
- 1 filet de volley-ball
- 1 ballon de foot-ball
- 22 maillots pour l'équipe de foot-ball.

4. Commune Kanama

- 2 ballons de foot-ball
- 2 ballons de basket-ball
- 2 ballons de volley-ball.

5. Commune Nyanyumba

- Equipement complet pour le ballet communal
- 2 ballons de foot-ball
- 2 ballons de basket-ball
- 22 maillots pour l'équipe de foot-ball.

6. Commune Kayove

- 1 ballon de football à la disposition de l'encadreur
- 1 ballon de volley-ball
- Equipement complet pour le ballet communal.

7. Commune Karago

- Equipement des membres du ballet communal
- Pas d'équipement pour les autres disciplines.

8. Commune Giciye

- 1 filet de volley ball
- 2 ballons de volley-ball
- 3 ballons de foot-ball
- 32 maillots pour 2 équipes de foot-ball
- 24 pantoufles pour les équipes de basket-ball
- 24 culottes + maillots pour équipes de basket-ball
- 1 ballon de basket-ball
- Tout cet équipement à été fourni par le Département de la Jeunesse et des Sports.

9. Commune Satinsyi

- 1 ballon de volley-ball
- 13 maillots rouges + 13 culottes pour équipe de football
- 12 maillots de couleur verte pour équipe de football
- 16 maillots de couleur blanche + 16 pagnes pour le ballet communal;
- 16 blouses + 16 pagnes pour les danseuses.

10. Commune Gaseke

- Equipement pour le ballet communal
- Pas de chaussures pour l'équipe de football
- 1 ballon de volley-ball.

11. Commune Kibilira

- Dispose de tout le matériel pour son ballet communal
- 1 ballon de football
- 1 ballon de volley-ball
- Pas de terrain de foot-ball.

12. Commune Ramba

- Equipement des membres du ballet communal
- 1 ballon de volley-ball
- 1 filet de volley-ball.

D. Equipements culturels

a) Les soirées dansantes, théâtres, conférences et centres culturels

Il existe à Gisenyi un centre culturel français qui permet des projections cinématographiques, des conférences et des lectures incessantes. Depuis que le centre a existé, il y a en effet projection des films presque tous les vendredis, samedis et dimanches au moins. Maintes conférences ont été organisées avec des thèmes de valeur dont le plus intéressant est l'acculturation et le sous-développement, développé par le Professeur BAZA, alors expert au MULOPOC de Gisenyi. Les séances théâtrales ont également eu lieu en kinyarwanda comme en français par les rwa dais comme par les zaïrois. Le centre culturel a permis aussi la tenue des réunions administratives au niveau de la Préfecture ou diplomatique au niveau de la C.E.P.G.L.

En ce qui concerne la bibliothèque, on regrette l'insuffisance des locaux à côté d'un nombre d'amateurs de plus en plus croissant. Au niveau de la Préfecture, il existe un comité préfectoral des Sports, des loisirs et de la Culture. Celui-ci a toujours organisé des soirées dansantes voire-même des grands bals qui ont été tour à tour animées par les Orchestres de la Capitale ou les orchestres zaïrois. Parfois des soirées ont été précédées par des concerts musicaux.

Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de soirées s'est vu réduit suite au manque de local. La place de la BIKINI a cédé suite à la construction d'un hôtel de 70 chambres, puis l'enceinte de l'OCIR a été beaucoup de fois occupée.

Dans l'ensemble de la Préfecture, nous avons grandement salué l'action réalisée par la population de Gisenyi en construisant la Permanence Préfectorale du M.R.N.D. L'on se souvient que ce nouveau immeuble inauguré le 8 janvier 1980 dispose d'une grande salle polyvalente pouvant contenir aisément 500 personnes. Non seulement, les conférences et les soirées ont été organisées dans cette salle mais aussi les théâtres. Cette salle a répondu à une large mesure à nos besoins en matière de formation culturelle.

En ce qui concerne le reste d'autres infrastructures dispersées dans la Préfecture, nous pouvons faire remarquer que chaque établissement scolaire dispose d'une bibliothèque au service des élèves, voire même une bibliothèque par paroisse pour les étudiants en vacances. Ensuite le diocèse de Nyundo dispose d'une petite librairie où se vendent des livres et périodiques de presse. Par ailleurs, les différentes confessions religieuses comptent de petites librairies auprès de leurs principaux édifices religieux. Outre l'église catholique, d'autres comptent même des vendeurs de livres qui les colportent sur tête (église adventiste).

Au Chef-lieu de la Sous-Préfecture de Kabaya, l'on a pensé à un projet de maison d'accueil mais ce projet n'a pas pu s'exécuter dans les délais voulus faute de financement. Différentes cotisations ont été collectées et l'Ambassade de France a accepté de financer partiellement le projet. Le projet ayant pour but le développement culturel dans la région, la salle polyvalente devait aider grandement compte tenu de ses dimensions. Il paraît également que l'emplacement du projet semble très mal situé.

.../...

Les centres communaux de développement et de formation permanente favorisent également le développement culturel. Le projet des Maisons Familiales Rurales a implanté ces centres en les dotant d'une petite bibliothèque de documentation. Des soirées dansantes ont également eu lieu à Gatumba dans une cantine réservée au personnel. Les Fonctionnaires de Gisenyi disposent d'un groupe théâtral qui s'est déjà exhibé à Gisenyi et à Ruhengeri.

b) Folklore et ballets communaux

Chaque Commune dispose d'un ballet communal appelé aussi "groupe folklorique" ou "groupe d'animation". Presque tous les groupes disposent des uniformes de jeu.

Note sur le centre Saint Pierre

Ce centre qui appartient au Diocèse, est l'oeuvre de Monseigneur BIGURUMAMI. Il est sis au quartier résidentiel. C'est un centre culturel et spirituel. Il reçoit des jeunes filles en provenance du Diocèse de Nyundo, à savoir les Préfectures de Gisenyi, Kibuye et Cyangugu pour des retraites spirituelles et des sessions d'études visant une formation intégrale des sessionnistes.

Il a été créé en 1970. Le diocèse qui a construit ce centre en matériaux durables se charge actuellement des travaux d'aménagement vu l'état vieux des bâtiments. Quant à la capacité d'accueil, le centre héberge un groupe restreint d'une dizaine de personnes qui ressortent de la sphère d'action diocésaine.

VIII. SERVICE DES BATIMENTS CIVILS ET DE L'URBANISME

A. Bâtiments Civils

Le service des bâtiments civils à Gisenyi est sous la supervision d'un Inspecteur aidé par son adjoint. Il comprend une quinzaine d'agents sous-contrat : maçons, menuisiers, charpentiers, plombiers etc... Il compte d'autre part un autre cadre d'agents appelé qualifiés (dont le nombre varie de saison en saison) et enfin des manœuvres journaliers.

Ce service est appelé à effectuer diverses réparations des immeubles officiels notamment, réparations des meubles, portes, fenêtres, toitures, WC, douches etc... et assurer la propreté de la poste. Il existe un entretien poste à Kabaya qui est sous l'autorité d'un capita chef qui dispose sous ses ordres d'agents sous-contrat, trois qualifiés et dix manœuvres.

Ci-après, la liste des immeubles officiels dont s'occupe le service des bâtiments civils :

- 13 maisons avec différentes chambres, à l'état actuellement bon, construites entre 1937 et 1948 et qui sont en matériaux durables.
- 10 maisons en bon état, non équipées construites entre 1942 et 1949 et en matériaux durables.
- 2 maisons très peu équipées, en bon état et en matériaux durables construites respectivement en 1942 et 1943.
- 1 maison équipée en bon état, construite en 1938 et en matériaux semi-durables.
- 6 maisons non équipées, en bon état et construites en matériaux semi-durables dont 4 construites en 1974;
- 8 maisons non équipées, en matériaux durables en état assez bon, toutes construites en matériaux durables.
- Il existe également des annexes qui sont occupés par des agents de l'Etat.
- 6 annexes en bon état, non équipés et en matériaux durables.
- 2 annexes en état assez bon, construits en 1915 et en matériaux durables.

Dans le centre de Kabaya, les logements officiels sont à 7, notamment, le logement équipé du Sous-Préfet de Sous-Préfecture qui a été construit en 1976, en bon état en matériaux durables; le logement du Titulaire du Dispensaire de Kabaya (construit en 1943), il est bon et non équipé; le logement du Chef de Sous-Brigade Judiciaire construit en 1941, en bon état, non équipé et en matériaux durables; deux logements pour deux Inspecteurs de police judiciaire ainsi qu'un logement pour le Surveillant Adjoint des Ponts et Chaussées. Il existe aussi des logements pour le personnel médical de l'hôpital de Kabaya mais leur nombre n'est pas encore suffisant.

En ce qui concerne les bâtiments administratifs, il y a des bâtiments de la Sous-Préfecture qui sont très nouveaux (1976) et équipés. Le tribunal de première instance loge dans un vieux bâtiment datant de 1930 et refectionné à la veille de l'inauguration des bureaux de la Sous-Préfecture. C'est le même bureau qui a logé la Sous-Préfecture dès sa création au 30 novembre 1976. Le P.T.T. de Kabaya date de 1976 et l'état est bon puis le bâtiment est équipé. L'hôpital est nouveau et en matériaux durables. Deux logements pour les malades annexés à l'ancien dispensaire de Kabaya servent de cuisine pour les malades. La prison de Kabaya datant de 1930 vient de connaître une extension qui n'est pas d'une grande influence. Le Service des Ponts et Chaussées à Kabaya, en collaboration avec le Ministère de tutelle a construit et achevé en 1978 une maison en matériaux semi-durables.

.../...

Le Tribunal de première Instance Gisenyi est logé dans un bâtiment en état actuellement bon, construit en 1947, équipé et en matériaux durables. Toutefois, les services y sont à l'étroit : il faudrait qu'un nouveau local soit construit pour le service, c'est un bâtiment de type habitation.

La Préfecture de Gisenyi loge dans un immeuble à une étage, mal équipé et qui a été construit en matériaux durables. Construit en 1957, il n'est plus suffisant eu égard à tous les services préfectoraux. Certains étaient depuis longtemps abrités séparément mais depuis l'inauguration de la Permanence préfectorale du MINND, dix services techniques préfectoraux sont logés dans cette nouvelle structure.

infra

L'hôpital de Gisenyi jouit d'un état actuellement bon. Construit depuis 1942, ses bâtiments ont pu évoluer avec le temps. C'est un hôpital équipé et en matériaux durables. Seulement, l'étroitesse des locaux a été à l'origine d'un projet d'extension de l'hôpital dont la France aurait accepté de financer. Son exécution est vivement attendue. Cette extension est envisagée au même titre que la construction d'une école d'infirmiers.

Le bâtiment du service des PTT Gisenyi a été construit en 1947. Bien qu'apparemment vieux, il donne lieu à un état actuellement bon. Il est équipé et en matériaux durables. Les services sont abrités avec espace.

Le parquet de Gisenyi loge dans une maison de type habitation construite en 1945, en état bon et en matériaux durables. Il est aussi équipé mais le personnel y vit à l'étroit. A l'heure actuelle des choses, il devrait être agrandi ou reformé pour doter le service d'un climat de travail plus viable.

Il existe un bâtiment abritant la douane corniche et un autre abritant la douane Poids-Lourds. Pour la Corniche, il a été construit en 1952. Il est en bon état et est construit en matériaux durables. Pour Poids-lourds, le service n'avait pas encore de local approprié. Celui-ci a été commencé et fonctionne déjà depuis 1982.

L'ex Foyer social de Nyundo actuellement le Centre Préfectoral de Développement et de Formation Permanente, construit en 1957, en matériaux durables est en bon état et équipé. Dès l'arrivée du Chef d'opération du projet des Maisons Familiales Rurales avec l'implantation DES CODEFP, l'on a assisté à la réfection totale du bâtiment seulement. Le centre nutritionnel qui lui est annexé reste encore un projet.

Le bureau des impôts avait été construit en 1948, en matériaux durables et en bon état. Mais il est devenu une habitation et le service travaille actuellement dans une maison sise en bas de l'emplacement de l'hôpital.

Le service vétérinaire loge actuellement dans le dispensaire vétérinaire de Gisenyi, dans un complexe de vieux bâtiments construits en 1915. L'état est bon et les matériaux sont durables. A l'intérieur surtout, l'aspect donne encore de l'espoir. Il existe un abattoir en mauvais état et auquel on reproche également la situation de son emplacement. Néanmoins, malgré qu'il n'est pas équipé, il a été construit en matériaux durables.

Il existe une maison de passage à Gisenyi retapée en 1973. C'est un bâtiment en état excellent. Equipée, il va sans dire qu'il est construit en matériaux durables.

Le service des bâtiments civils et celui des Ponts et Chaussées sont logés dans un bâtiment administratif construit en 1952. Ce bâtiment est en bon état et est construit en matériaux durables.

Les bâtiments de la station d'Electrogaz de Gisenyi ont été construits en 1952. Leur état était bon mais la qualité des installations suite aux pannes survenues a obligé à un projet d'assainissement de la centrale, ce projet est actuellement en voie d'achèvement.

Il existe également les bâtiments du Camp militaire I et II de Gisenyi qui ont été respectivement construits en 1940 et 1944, tous les deux en matériaux durables.

La prison de Gisenyi a été construite en 1942 et l'état des bâtiments est mauvais.

L'aérodrome de Gisenyi et tous les bâtiments y relatifs sont en bon état. Construit en 1970, l'aérogare est en matériaux durables.

Il existe également les bâtiments de la station Gaz-méthane, le garage ONATRACOM qui a été construit en 1978, en matériaux durables mais qui n'a pas encore fonctionné depuis son inauguration. Il n'est pas encore évidemment équipé. Enfin, dans la circonscription urbaine, il y fonctionne un centre nutritionnel datant de 1955 en bon état et en matériaux durables.

B. Urbanisme

L'Inspection de l'urbanisme est appelée à suivre et réglementer la naissance et le développement des quartiers résidentiels probables pour préserver la beauté et assurer un environnement social harmonieux des centres urbains.

L'on peut concevoir le centre urbain de Gisenyi comme un complexe formé de 3 parties principales :

- a) Le quartier administratif (et résidentiel) qui s'étend le long du lac et de la route Gisenyi-Ruhengeri;
- b) Le quartier commercial ou Gacuba I;
- c) Le quartier Gacuba II qui est l'extension directe de Gacuba I.

Le quartier administratif est le vieux quartier de Gisenyi, qui abrite divers services administratifs ainsi que les logements de hautes personnalités dans la Préfecture.

Nous y rencontrons les bureaux d'un certain nombre de services préfectoraux, ainsi que le logement du personnel y oeuvrant.

Le quartier commercial Gacuba I est un quartier plus ou moins perpendiculaire au premier. L'on peut dire qu'il date de longtemps car il existe plusieurs vieilles maisons ou mal entretenues. Ce quartier fut jadis le centre extra-coutumier. C'est ce centre qui constitue le nerf moteur de la ville. Cependant, considérant sa grande importance, de grands efforts doivent être faits pour la restauration et la modernisation des magasins. Ce centre compte également quelques immeubles où logent encore des agents de l'Etat mais ce nombre est encore insuffisant. En outre, une zone de ce quartier a été lotie, il y a quelques années et le nombre de parcelles est loin de satisfaire les demandes. Des bâtisses illicites sont encore à arrêter dans ce quartier.

Quant au quartier Gacuba II, celui-ci peut être considéré comme l'extension du premier. Il a été en effet habité pour décongestionner le quartier commercial et ceci ne date pas de longtemps depuis que cela a commencé. C'est un quartier résidentiel pour les habitants de classe moyenne ou basse. Un lotissement a été établi mais les occupants n'ont pas pu acquérir légalement des parcelles par manque de techniciens permanents du cadastre.

.../...

La législation urbanistique de la ville n'a cessé de préoccuper. Par exemple, nul ne peut construire à l'intérieur de la zone urbaine sans avoir acquis la parcelle de la part du Ministère ayant les terres dans ses attributions avec des plans d'implantation admis par le Ministère des Travaux Publics suivant le Décret du 20 juin 1957 sur l'urbanisme au Rwanda et les circulaires n° 15.04/2048 du 18 juillet 1974 et n° 15.04.01/2700 du 12 septembre 1974.

Malgré le grand effort de la population et l'empressement dans l'amélioration de l'habitat urbain, de grandes difficultés se présentent :

- l'occupation d'une seule et même parcelle par 2 ou plusieurs individus, cela résulterait du fait qu'avant l'Indépendance, aucune législation n'existait en matière de construction urbaine.
- Beaucoup de bâtisses illicites surgissent chaque minute par ci, par là; ceci du fait de l'urgence du problème du logement dont l'état de croissance dépasse les limites.

Pendant la même période, le service de l'urbanisme a arrêté des mesures de répression afin d'échapper à cet esprit chaotique :

- Interdiction d'extraction de pierres et de sable sans une permission préalable des autorités compétentes sur l'étendue de circonscription urbaine.
- Interdiction de fabrication des briques en terre sans la même permission.
- Interdiction de modifier le relief du sol de la parcelle possédée sans pièce justificative.
- Mise en place d'une équipe permanente du cadastre pour maîtriser la situation.

Les problèmes continuent à se poser : Les demandes sont nombreuses, le tracé des routes crée des complications afin de faciliter ^{les constructions} conformément aux dispositions cadastrales mais le Ministère des Travaux Publics pourra résoudre ce problème vital puisque les prestations de l'umuganda ne suffisent pas.

C. Le service cadastral

Le service du cadastre n'a cessé de matérialiser sur le terrain l'emplacement futur des routes suite aux données reprises sur le plan de lotissement et d'urbanisme. Il a effectué l'abornement des parcelles en respectant scrupuleusement les implantations de base. Il a réalisé les levés tachéométriques à la demande d'autres services du Gouvernement.

Les parcelles mesurées ont atteint 103 et celles mesurées et bornées se sont chiffrées à 65. Le service s'est aussi occupé essentiellement à la polygonale de précision dans le but de calculer l'axe de l'avenue de l'umuganda en coordonnées. Il a cherché les bornes sur les anciennes parcelles dans les zones de la ville. Il a tracé douze voies publiques matérialisées. Il y a eu aussi la configuration des constructions et rattachement des bornes de délimitation des bornes (12 constructions rattachées).

Avec des levés à la fois planimétriques et tachéométriques (zone derrière les parcelles allongeant l'avenue des poids-lourds, extension usine à thé Nyabihu), le service n'a cessé d'user de ses techniques pour les dessins et calculs cadastraux nécessaires afin d'être à bout de sa mission.

Le manque de plan directeur et parcellaire sur place entraîne beaucoup de difficultés sur le plan de l'assainissement de la ville. Toutes les eaux de pluie qui proviennent du Mont Lubavu stagnent dans les constructions de Gacuba I et II, lesquels quartiers ne disposent pas d'une voirie bien aménagée. Il freine l'extension de la ville dans un lieu où les demandes dépassent de loin les possibilités de l'offre.

IX. ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE DE LA PREFECTURE

A. Organisation administrative de la Préfecture

La Préfecture de Gisenyi est une des dix Préfectures du pays. Elle se subdivise en Communes, ces dernières en Secteurs et en Cellules. Elle compte effectivement 12 Communes qui se répartissent en 135 Secteurs et en 840 cellules rurales avec 33 cellules spécialisées.

La Préfecture de Gisenyi comptait une Sous-Préfecture dénommée Kabaya et ayant comme Chef-lieu Kabaya avec un ressort de six Communes, notamment des régions du Bushiru (Karago, Giciye) et du Kingogo (Gaseke, Satinsyi, Kibilira et Ramba). Mais à l'heure actuelle, une Sous-Préfecture dénommée Ngororero avec chef-lieu Ngororero est déjà créée mais n'a pas encore fonctionné. Il englobera Satinsyi, Kibilira et Ramba. Kabaya gardera le reste.

L'organisation et le fonctionnement de la Préfecture ont été clairement définis dans le Décret-loi n° 10/75 du 11 mars 1974. Bien avant, la loi du 15 avril 1963 portant organisation territoriale avait dans un premier temps jeté les bases de cette organisation.

.../...

A la tête de la Préfecture, se trouve le Préfet de Préfecture, aidé par 3 Sous-Préfets répartis entre les trois services préfectoraux :

- Le Service des Affaires Administratives et Juridiques
- Le Service des Affaires Economiques et Techniques
- Le Service des Affaires Socio-Culturelles.

A la tête de la Sous-Préfecture, est placé un Sous-Préfet de Sous-Préfecture qui administre la Sous-Préfecture sous l'autorité du Préfet de Préfecture.

A part les quatre Sous-Préfets, le Préfet est aidé par un personnel du secrétariat préfectoral. Tout ce personnel fait partie du service des Affaires Politiques et Administratives qui est ainsi le coeur, le moteur de tous les autres service préfectoraux.

.../...



AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE
RWANDAISE AU CANADA

16 Octobre 1972

317/ARRC/0

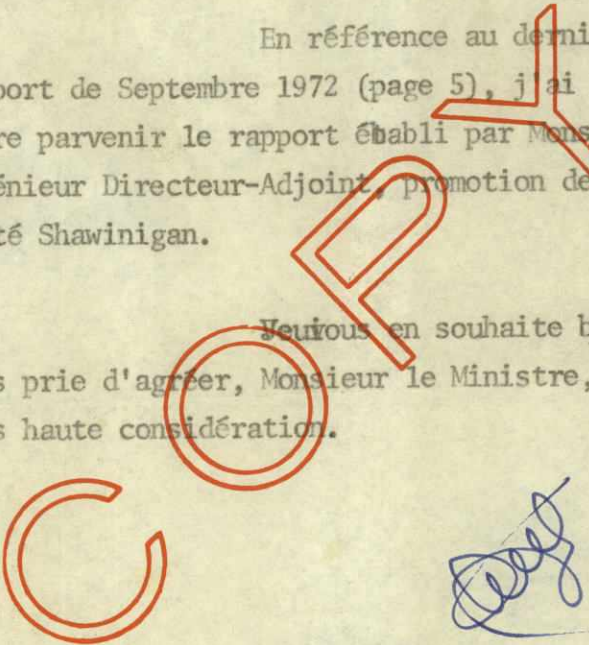

Et. Muryeshuli
28 OCT 1972
5504 / 60-111-07

A traiter
Date entrée
No Classement

Monsieur le Ministre,

En référence au dernier paragraphe de mon rapport de Septembre 1972 (page 5), j'ai l'honneur de vous faire parvenir le rapport établi par Monsieur G. A. Briand, Ingénieur Directeur-Adjoint, promotion des services à la Société Shawinigan.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.



Ambassadeur
Etienne Muryeshuli

A Monsieur le Ministre,
de la Coopération Internationale
à Kigali

- Transmis copie pour information à:
- ✓ Son Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise à Kigali
 - Monsieur le Secrétaire d'Etat au Plan National de Développement à Kigali
 - Monsieur le Ministre des Travaux Publics à Kigali



AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE AU CANADA

A l'effet de
Date enlève
No (classé)
28 OCT 1973
2254

16 Octobre 1973

31748702

Monsieur le Ministre,

En référence au dernier paragraphe de mon rapport de Septembre 1973 (page 2), et à l'honneur de vous faire parvenir le rapport établi par Monsieur G. A. Briand, Ingénieur Directeur-Adjoint, Promotion des services à la Société Shwinigan.

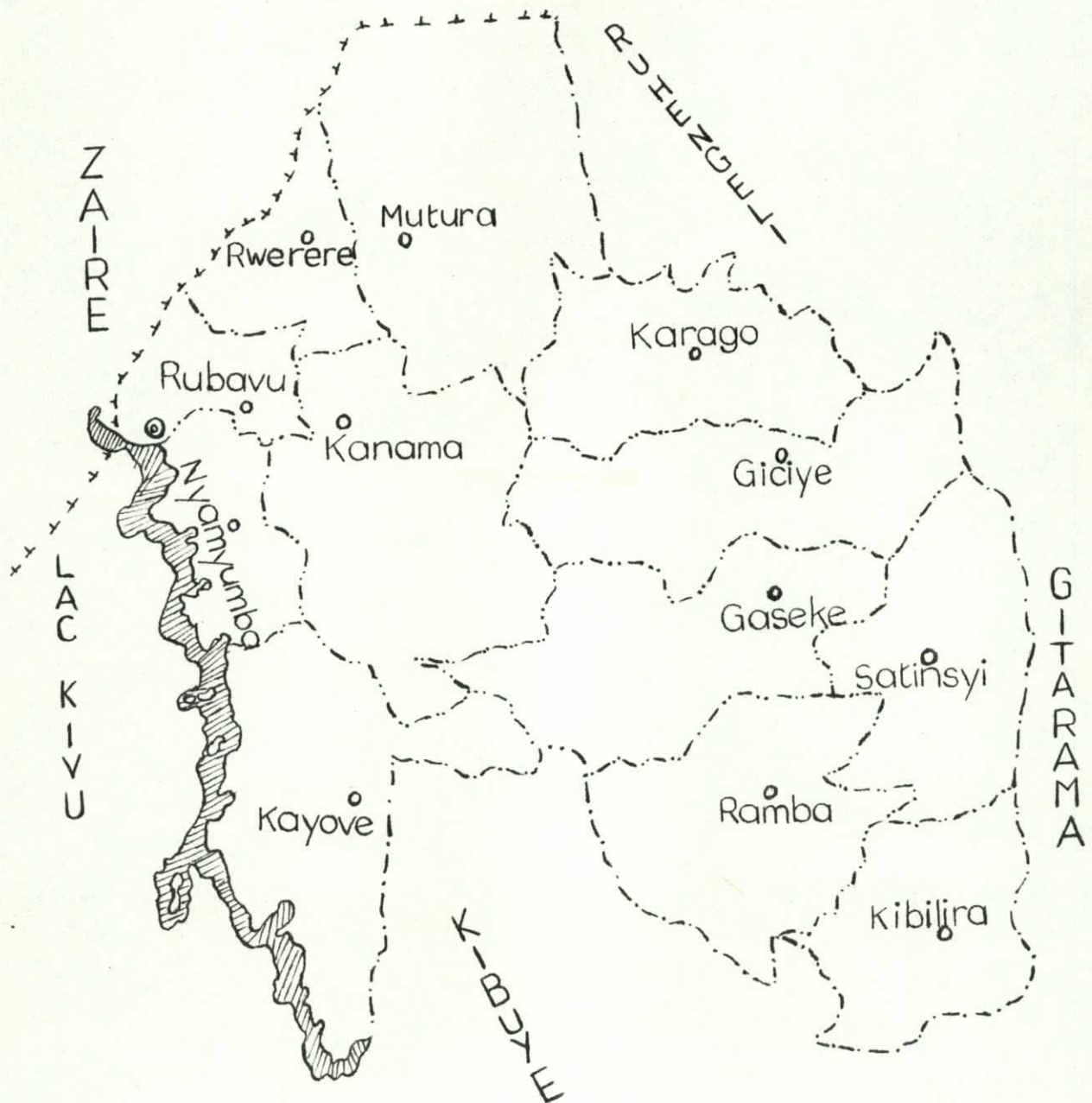
Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Ambassadeur
Etienne Muvumba

A Monsieur le Ministre,
de la Coopération Internationale
à Kigali

- Monsieur le Ministre des Travaux Publics à Kigali
 - Monsieur le Ministre au Plan National de Développement à Kigali
 - Monsieur le Secrétaire d'Etat de la République Rwandaise à Kigali
 - Son Excellence Monsieur le Président
- Trouvez copie pour information à:

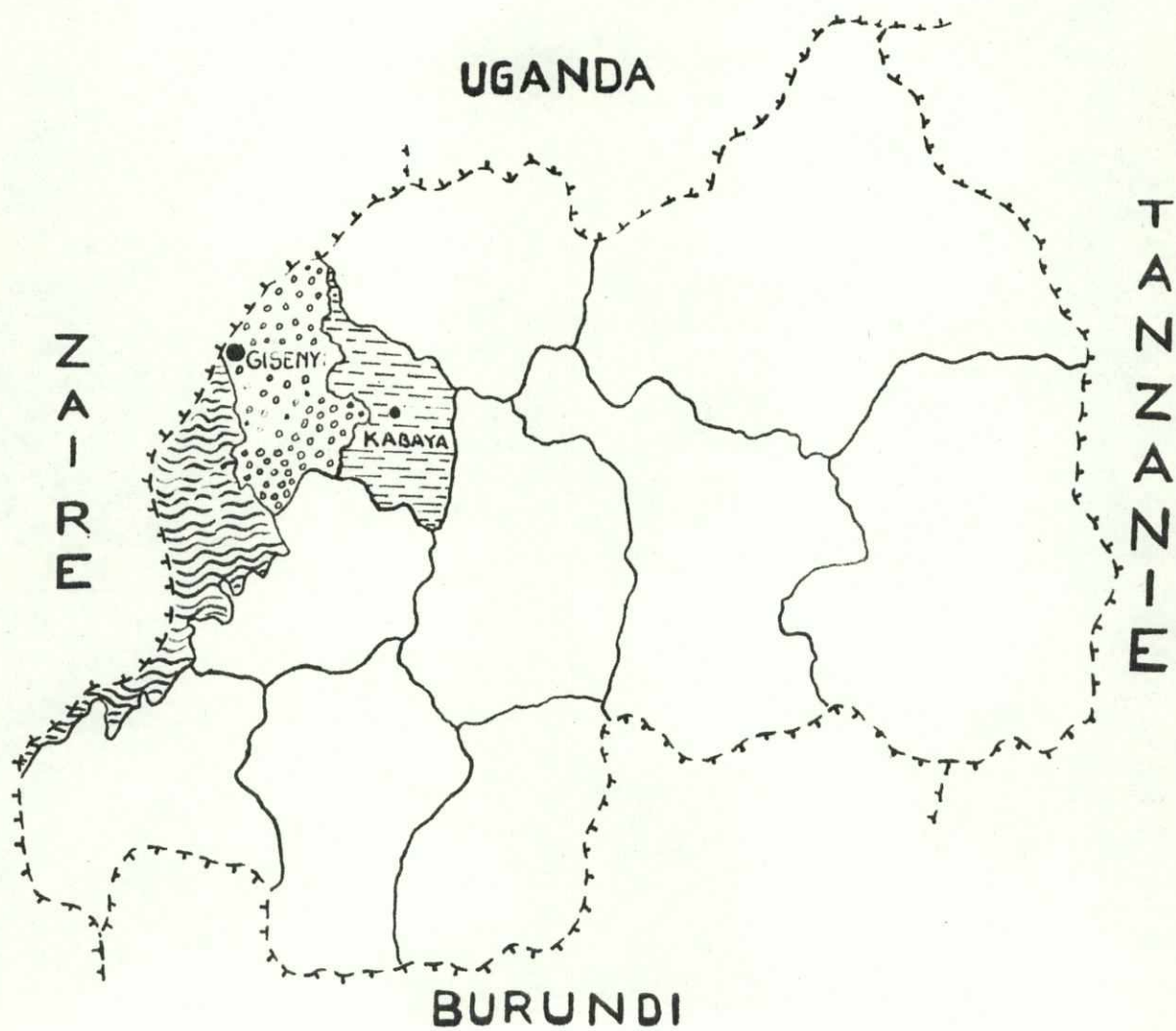
CARTE ADMINISTRATIVE DE LA PREFECTURE DE GISENYI



LEGENDE .

- Frontière du pays.
- . - . - . Frontière préfectorale.
- Frontière communale.
- ▨ lac kivu.

SITUATION DE LA S/PREFECTURE



-  : GISENYI
-  : S/PREFECTURE

SITUATION DE LA
PREFECTURE



- Province : [Symbol]
- Prefecture : [Symbol]

Organisation administrative de la Préfecture de Gisenyi

- 77 -

Préfecture

Sous-Préfecture de Kabaya (1)

Communes (12)

Secteurs (135)

RUBAVU	RWERERE	MUTURA	KANAMA	NYANYUMBA	KAYOVE	KARAGO	GICIYE	GASEKE	SATINSYI	KIBILIRA
Gisenyi	Mubona	Mugongo	Kanama	Kinigi	Muramba	Rurembo	Rubona	Bukonde	Rucano	Gitarama
Byahi	Gabiro	Butaka	Rugomero	Budaha	Gishwati	Muhungwe	Shaki	Kabuye	Kiziguro	Mukingo
Murara	Busumba	Mudende	Kayove	Gashashi	Busanza	Bumba	Jomba	Gisebeya	Mbuye	Ntaganzwa
Murambi	Muhanda	Gihorwe	Bisizi	Kivumu	Shyiki	Ndorwa	Gihira	Mwendo	Ngororero	Rongi
Basa	Kinyanzovu	Kora	Karambo	Munanira	Vumbi	Rambura	Gasasa	Muhanika	Murambi	Gatumba
Bulinda	Kentwali	Cyambara	Nkuli	Kabilizi	Ngabo	Mwiyanike	Rubare	Magaba	Hindiro	Ntobwe
Rugerero	Gacurabwenge	Nyamirambo	Kanombe	Mwufe	Mushenyi	Nanga	Shyira	Rurambo	Gitega	Rugarama
Muhira	Mukingo	Kabatwa	Mulondo	Rubona	Boneza	Gakorora	Mutanda	Rwankenke	Munani	Ngurugunzu
Gisa	Nyarushyamba	Kanzenze	Nyundo	Rushubi	Rugamba		Cyarwa	Buhenke	Ruhunga	Kirengo
	Rwanzekuma	Nyaruteme	Kigarama	Buhoko	Kinunu		Kintarure	Rwili	Matyazo	Nyamisa
		Mutovu	Nyabirasi	Kiraga	Gihumba		Nyamugeyo		Gashonyi	Karehe
		Gasiza		Busoro	Kigeyo		Birembo		Musagara	Rubona
		Tamira			Musasa		Murambi		Mpara	
					Gihinga				Gitwa	

Pour Ramba : Kangeyo, Kavumu, Kinunu, Bayi, Suti, Nyampili, Mabuye, Sovu.

N° d'ordre	Commune	Nbre de secteurs	Nbre de cellules spécialisées	Nbre de cellules rurales
01	RUBAVU	9	10	78
02.	RWERERE	10	4	59
03.	MUTURA	13	4	89
04.	KANAMA	11	6	90
05.	NYAMYUMBA	12	3	70
06.	KAYOVE	15	-	87
07.	KARAGO	8	1	54
08.	GICIYE	13	2	69
09.	GASEKE	10	3	69
10.	SATINSYI	14	2	84
11.	KIBILIRA	12	-	74
12.	RAMBA	8	-	40
		135	33	840

Le projet de restructuration des cellules rurales étendues est en cours. Aussi, des secteurs ont été proposés au Ministère pour scission en deux mais la suite n'est pas encore donnée (Karambo en Commune Kanama, ainsi que les îlots INAWU et BUGARURA).

Le Préfet, pour bien réussir ses tâches, dispose d'un personnel technique responsable des services préfectoraux suivants :

S E R V I C E	CHEF DE SERVICE
01. Brigade Judiciaire	! Chef de Brigade
02. Tribunal de première Instance	! Président du Tribunal
03. S.R.P.	! Responsable du S.R.P.
04. S.I.E.P.	! Responsable du S.I.E.P.
05. Santé Publique	! Médecin Directeur de l'hôpital et de la région sanitaire
06. Service vétérinaire	! Vétérinaire de Préfecture
07. Service agricole	! Agronome de Préfecture
08. Inspection du Travail	! Inspecteur du Travail
09. Inspection du Commerce et de l'Artisanat	! Inspecteur du Commerce et de l'Artisanat
10. Encadrement de la Jeunesse	! Encadreur de la Jeunesse
11. Inspection des Coopératives	! Inspecteur des Coopératives
12. Statistiques de Préfecture	! Statisticien de Préfecture
13. Cadastre	! Responsable du cadastre
14. Ponts et Chaussées	! Surveillant des Ponts et Chaussées

.../...

15. Bâtiments Civils et Urbanisme	! Inspecteur de l'Urbanisme et Surveillant des Bâtiments Civils
16. Bureau régional du tourisme	! Responsable du Bureau régional du Tourisme
17. P.T.T.	! Percepteur des Postes Gisenyi
18. T.S.F.	! Chef de poste TSF
19. R.T.P.	! Chef de station R.T.P.
20. Electrogaz	! Chef de station Electrogaz Gisenyi
21. Gaz Méthane	! Chef de station Gaz méthane
22. Aéronautique	! Commandant de l'aérome et de la station Météo Gisenyi
23. Vérification des impôts	! Vérificateur des impôts
24. Inspection d'Arrondissement	! Inspecteur d'Arrondissement
25. Contrôleur des Finances Publ.	! Contrôleur
26. Contrôle des Finances Comm.	! Contrôleur
27. Service Pénitentiaire	! Directeur de Prison
28. Comptabilité de Préfecture	! Comptable de Préfecture
29. Douanes	! Receveur des Douanes
30. Service Social	! Directeur du C.P.D.F.P.
31. Usine à thé Pfunda	! Directeur de l'usine
32. OPYRWA	! Directeur de l'OPYRWA
33. ISAR Tamira	! Responsable de l'ISAR Tamira
34. Projet thé Karago-Giciye	! Directeur du projet thé Karago-Giciye
35. Usine à thé Ruboya	! Directeur de l'usine
36. Hôpital de Shyira	! Médecin Directeur de l'hôpital
37. Hôpital de Muhororo	! " " " " " " " "
38. Circonscription militaire Gisenyi et Bigogwe	! Commandant de Place
39. Centre Régional d'Information	! Responsable du C.R.I.

Au niveau communal, c'est le Bourgmestre nommé par le Président de la République qui vient en tête. Il assure l'administration communale sous l'autorité directe du Préfet de Préfecture.

Le Bourgmestre est aidé directement par :

- des Secrétaires (un au moins)
- des Comptables (idem) aidés par les percepteurs
- un Recenseur communal
- Un corps de police.

.../...

La Commune dispose généralement des responsables des services communaux suivants :

S E R V I C E	CHEF DU SERVICE
- Santé Publique	! Titulaire du dispensaire
- Justice	! Président du Tribunal de canton
- Service agricole	! Agronome de Commune
- Service vétérinaire	! Vétérinaire de Commune
- Service coopératif	! Encadreur coopératif
- Service de l'encadrement de la jeunesse	! Encadreur de la jeunesse
- Ecoles	! Inspecteur de secteur
- Centres sociaux de développement ou C.C.D.F.P.	Responsable des C.S.D. ou ! Directeur du C.C.D.F.P.

On compte dans certaines communes des agents sanitaires.

a) Les organes préfectoraux

1. Le Conseil Préfectoral

C'est un organe consultatif qui se réunit tous les deux mois et joue deux rôles principaux : celui de donner au Préfet et aux départements ministériels concernés tous avis et considérations sur toutes les affaires de la Préfecture intéressant son développement. Quant à son deuxième rôle, il contrôle l'exécution de tout projet gouvernemental dans la Préfecture et propose au besoin des solutions de réajustement. Actuellement, le nombre s'élève à 12. A la fin de l'exercice 1978, le mandat a été renouvelé jusqu'au 31 décembre 1979, les membres effectifs étaient :

01. Colonel NSEKALIJE Aloys, Vice-Président
02. Lieutenant Colonel SERUBUGA Laurent, Membre
03. Lieutenant Colonel BUREGEYA Bonvaneture, Membre
04. Major HAVUGWINTORE Mathias, Membre
05. Lieutenant Colonel GAHIMANO Bonaventure, Membre
06. Monsieur NGILIRA Mathieu, Membre
07. Monsieur NTIGASHIWA Simon, Membre
08. Monsieur HIGANIRO Alphonse, Membre
09. Monsieur GAHAMANYI Léopold, Membre
10. Docteur RWASINE Jean Baptiste
11. Monsieur NDAGIJIMANA Papias
12. Madame NSENGIYUMVA KANKUDIYE Stéphanie qui après le récent renouvellement a été remplacée par Madame BALINDA Victoire NYIRARENZAHU.

.../...

Le Conseil a toujours examiné tous les projets de développement avec attention et intérêt.

2. Conférence préfectorale

La conférence préfectorale est composée du Préfet de Préfecture, des Chefs de service de l'Etat, des Bourgmestres ainsi que des Conseillers communaux à raison d'un conseiller par Commune. Cette conférence se réunit une fois par trimestre, pour obtenir des informations ou donner des avis sur les réalisations et programmes de développement de la Préfecture.

b) Les organes communaux

Les organes administratifs communaux sont :

- Le Conseil communal
- La Commission technique
- Le Conseil de développement.-

1. Le Conseil Communal

Composé par des Conseillers communaux, le conseil communal est l'organe qui préside au développement communal car il édicte des règlements communaux en matière d'administration, de police et de voirie communales. Chacune de Commune compte autant de conseillers qu'elle a des secteurs. Ces règlements communaux sont étudiés au cours des réunions du conseil communal et transmis au Préfet pour approbation avant qu'ils n'entrent en exécution.

2. La commission technique

La commission technique compte des membres variant entre 5 à 10, c'est un organe de conception de la Commune. Elle aide, en effet, le Bourgmestre et le conseil de développement dans la conception, l'évaluation et l'élaboration des projets de développement ainsi que dans la recherche de financement. Elle suit de près la vie de la Commune et signale au Bourgmestre les erreurs à redresser et les lacunes à combler. Cette commission émet des recommandations qu'elle adresse au Bourgmestre avec copie au Préfet de Préfecture.

3. Le conseil de développement

Le conseil de développement reste au demeurant un organe de liaison entre la Commune et les autorités gouvernementales, il est responsable de la planification car il évalue, examine et adopte des projets susceptibles d'accélérer le développement de la Commune.

B. Organisation politique de la Préfecture

La Préfecture a toujours connu un climat politique sain; néanmoins, de petites affaires n'ont cessé de déranger sans impact réel sur la population. L'on peut citer à titre d'exemple les anciennes habitudes issues de l'ancien régime comme les intrigues et d'autres formes féodales, des cas de banditisme etc...

a) Les organes préfectoraux du MRND

Le Préfet de Préfecture est aussi responsable du Mouvement dans la Préfecture. Au niveau préfectoral, nous avons au 31 décembre 1979, 33 cellules spécialisées et 840 rurales, soit en tout 873 cellules. Pour chaque cellule correspond un comité de cellule composé de 5 membres dont un responsable de cellule. Au niveau des secteurs, nous avons en tout 135 conseils correspondant à 135 secteurs. Comme la Préfecture compte douze Communes, à chaque Commune correspond une assemblée communale. Au niveau de la Préfecture, il existe enfin le comité préfectoral et un congrès préfectoral tous présidés par le Président du Mouvement dans la Préfecture qui est le Préfet de Préfecture.

1. Le comité préfectoral

Le comité préfectoral se réunit trois fois l'an, soit une fois tous les quatre mois. Le nombre de membres s'élève à 24, une moitié désignée par le Président du Mouvement compose le conseil préfectoral et une autre moitié est élue par le congrès préfectoral. Le comité préfectoral étant l'organe exécutif du congrès préfectoral,

- il veille à l'exécution des décisions et directives des instances supérieures;
- il contrôle, anime et oriente les organes communaux;
- il traite toutes les questions intéressant la vie de la Préfecture sur le plan politique, économique, social et culturel, en fait rapport au congrès préfectoral et au comité central.

Le comité préfectoral est donc un organe exécutif des décisions et des directives des instances supérieures.

2. Le congrès préfectoral

Sous la présidence du Responsable du Mouvement dans la Préfecture, le congrès préfectoral se réunit normalement une fois par an et examine toute question lui soumise par le comité préfectoral. De plus, il se prononce sur le bilan des réalisations et de l'évolution du Mouvement dans la Préfecture suivant le rapport lui adressé par le Responsable du Mouvement dans la Préfecture.

Aussi le congrès préfectoral a pu se prononcer sur le rapport des réalisations enregistrées par la Préfecture au cours des années 78-79, 80, 81

NOTE :

En sa réunion du 26 novembre 1979, le Comité Préfectoral a examiné, parmi les points inscrits à l'ordre du jour, les élections des conseillers des secteurs et membres des comités de cellules. C'est ainsi que le Président a fait remarquer que les élections des Conseillers communaux posaient un problème quant à l'étendue des secteurs créés en 1974. Comme aucun secteur ne peut être créé sans texte légal, il a été procédé à les proposer de nouveau compte tenu de l'augmentation de la population.

Dans l'entretemps, des propositions avaient déjà été faites pour le secteur Karambo en Commune Kanama et les îlots IWAWU et BUGARURA en Commune Kayove. Le Secteur Karambo compte effectivement 6.000 habitants sur 23 km². Il a été retenu qu'il se subdiviserait en deux secteurs, l'un à Rusongati avec 7 cellules et l'autre à Murambi avec 5 cellules.

Quant aux îlots IWAWU et BUGARURA, leur situation particulière fait qu'il faudrait créer un secteur administratif pour permettre aux habitants de se choisir un conseiller qui s'occuperait de leur développement. Le comité trouvait nécessaire que les habitants soient près de l'autorité communale afin de pouvoir les doter d'infrastructures de base comme les écoles, un centre de santé...

3. Liste des cellules spécialisées

01. Cellule Indengabaganizi des Fonctionnaires de la Préfecture
02. Cellule de l'hôpital Gisenyi
03. Cellule du camp militaire de Gisenyi
04. Cellule de la Rwandex
05. Cellule de Rwanda Meubles
06. Cellule du Collège de Gisenyi
07. Cellule du centre de formation scout à Gacuba II
08. Cellule de l'usine à thé Pfunda
09. Cellule du Collège Pentecôtiste privé de Gacuba
10. Cellule de l'ISAR Tamira
11. Cellule du centre d'entraînement Commando
12. Cellule du service civique de la jeunesse
13. Cellule du bloc industriel de l'OPYRWA Bonde
14. Cellule du bloc industriel de l'OPYRWA Kora
15. Cellule du lycée Notre Dame d'Afrique
16. Cellule du Petit Séminaire de Nyundo
17. Cellule de l'école d'arts

18. Cellule de l'orphelinat
19. Cellule de l'Ouvroir d'art
20. Cellule de l'économat général
21. Cellule de la Bralirwa
22. Cellule de la Station Gaz Méthane
23. Cellule de la Station Electrogaz
24. Cellule du centre agricole et artisanal de Cyimbili
25. Cellule de l'usine à thé Nyabihu
26. Cellule du collège de Shyira
27. Cellule de l'hôpital de Shyira
28. Cellule des Fonctionnaires de la Sous-Préfecture
29. Cellule de l'usine à thé Rubaya
30. Cellule de l'école normale inférieure de Muramba
31. Cellule du collège des filles de Muramba
32. Cellule de la Somirwa Gatumba
33. Cellule de l'hôpital de Muhororo.

34. Cellule de la Somirwa Bikingu

Les cellules spécialisées croissent en nombre au même rythme que la création d'emplois dans la Préfecture.

C. Organisation judiciaire

Le service judiciaire de la Préfecture comprend des brigades et des tribunaux. Bien que certains infrastructures sont encore en projet, l'entité compte deux tribunaux de première instance dont le second constitue une deuxième chambre, deux parquets dont le deuxième constitue une sous-brigade. Quant aux tribunaux, ils sont à 11, seule la commune Mutura n'en disposait pas jusqu'au début de 1982. Le Tribunal sis à Busasamana desservait les Communes Rwerere et Mutura. Une station judiciaire existait également dans la ville de Gisenyi jusqu'au 31 décembre 1979 mais dut être démolie lors de la construction d'un hôtel de 70 chambres à Gisenyi. Actuellement, un hangar est en voie de réfection.

Le problème majeur que rencontrent les juridictions de Gisenyi est l'exécution des jugements. Tous les rapports des Tribunaux accusent de très fortes sommes au profit du trésor public ou des justiciables. En effet, les difficultés rencontrées dans l'exécution des jugements sont surtout le manque de moyens de déplacement et le manque d'huissiers chargés de l'exécution auprès des Communes.

Une concertation préalable entre les départements des finances, de l'intérieur et de la justice devait permettre de mettre à jour les exécutions des jugements. La mise en place des OPJ à la disposition est encore à ses débuts et reste à juger.

a) Tribunaux

Il existe deux sortes de tribunaux :

- Tribunaux de première instance :
 - * Celui de Gisenyi
 - * Tribunal de première Instance, III^e Chambre à Kabaya
- Tribunaux de canton :

Nom de la Juridiction! Communes desservies !

01. Busasamana	! Rwerere	!
02. Rugerero	! Rubavu	!
03. Nyamyumba	! Nyamyumba	!
04. Kanama	! Kanama	!
05. Kayove	! Kayove	!
06. Mwiyanike	! Karago	!
07. Gasasa	! Giciye	!
08. Kabaya	! Gascke	!
09. Ngororerero	! Satinsyi	!
10. Kibilira	! Kibilira	!
11. Ramba	! Ramba	!
12. Mutura	! Mutura	!

1. Etat des locaux

Pour les tribunaux de première instance, on peut se référer à ce qui a été relaté en ce qui concerne les bâtiments civils.

Le tribunal de canton de Rugerero occupe un vieux bâtiment qui fut l'ancien tribunal de chefferie Bugoyi. Il pleut actuellement à l'intérieur de ce vieux bâtiment. Heureusement, les responsables communaux sont très préoccupés à réfectionner la toiture.

Le Tribunal de canton de Kanama occupe une petite maison où les magistrats n'ont qu'une salle qui sert à la fois de bureau et de salle de délibération. Le juge-président n'a pas son propre bureau. La Commune ne manifeste encore aucun souci pour la construction d'un nouveau bureau.

Le tribunal de canton de Busasamana loge dans une petite maison en matériaux semi-durables. Ce petit local qui servait dans le temps de bureau de la sous-chefferie de Rwerere, est très étroit et vétuste. La Commune a toutefois manifesté un empressement de construire un nouveau bâtiment faisant partie d'un grand complexe administratif pour contenir également les nouveaux bureaux communaux. Le MRND a déjà consenti et accordé une aide pour le finissage des travaux.

Le tribunal de canton de Nyamyumba occupait vers les débuts de 1978, un bâtiment très vieux. Consciente du danger et inconvénients qu'il présentait, la Commune a entrepris la construction d'un nouveau bâtiment qui a été achevé aux trois quarts mais qui quand même abrite les services du tribunal de canton de Nyamyumba.

Le tribunal de canton de Kayove loge à l'heure actuelle dans un très vieux bâtiment qui servait de tribunal de chefferie dans l'ancien temps. Son état est dégradé qu'il pleut à l'intérieur. La Commune ne manifeste pas encore aucune intention de construire un nouveau ou de réfectionner le bâtiment. Toutefois, le projet d'implantation d'une sous-brigade à Kayove, bien qu'encore en étude, était axé sur ce bâtiment qui serait capable d'abriter tous les deux à la fois.

Le tribunal de canton de Mwiyanike loge actuellement dans une maison qui lui a été prêtée. Son ex-bâtiment a été démoli lors de la pose de la première pierre de l'usine à thé de Nyabihu du projet théicole Karago-Giciye. Le projet a toutefois indemnisé à concurrence de 500.000 Frs payés par l'OCIR Thé. Cette somme a été encaissée par la Commune Karago. La Commune avait dans l'entretemps promis de construire un nouveau bâtiment mais elle semble plutôt s'être préoccupée de plusieurs autres projets de développement.

Le tribunal de canton de Gasasa occupe un bâtiment ayant servi à l'ancien tribunal de chefferie du Bushiru. Le bâtiment est très convenable. Signalons que ce tribunal a fonctionné dans les débuts du tribunal de première instance III^e chambre dans un petit local à Gitebe et qu'il a repris sa place après l'inauguration en novembre 1976 des bureaux de la Sous-Préfecture Kabaya, occasion qui a permis la récupération en faveur de ce tribunal des anciens bureaux de la même Sous-Préfecture.

Le tribunal de canton de Kabaya en Commune Gaseke occupe une maison impropre tellement que les magistrats y compris le juge-président n'ont pas de bureaux à eux. Ils sont installés dans la salle d'audience faute d'autre local. Il devrait être construit dans les meilleurs délais.

Le Tribunal de canton de Ngororero occupe un vieux bâtiment où les assesseurs n'ont pas de bureau. Ils sont installés dans la salle d'audience.

Le tribunal de canton Ramba est logé dans un vieux bâtiment et étroit qui menace de s'écrouler.

.../...

Le tribunal de canton de Kibilira avait longtemps travaillé dans un vieux bâtiment mais la Commune a pu réaliser la construction d'un grand complexe comprenant le tribunal de canton, le bureau de secteur Karehe et les bureaux de centre social de développement. Ce complexe de bâtiments place le tribunal parmi les mieux logés des tribunaux de canton.

Le tribunal de canton de Mutura est logé dans un ancien gîte réfectionné et qui donne bien par rapport au volume actuel des dossiers.

2. Equipement matériel

Le tribunal de première instance éprouve un besoin portant sur l'augmentation des machines à écrire. Outre que le bâtiment reste petit, l'insuffisance des chaises pour le personnel se fait également sentir. Pour d'autres matériels, le tribunal n'est pas affecté de pénurie. Actuellement, les magistrats sont très peu nombreux.

Tous les tribunaux de canton dans la Préfecture ne disposent pas de machines à écrire suffisantes, cela constitue un handicap sérieux dans l'accomplissement de leurs tâches, il est fréquent que l'on n'obtienne pas de copies des jugements à temps voulu. La documentation fait également défaut, ce qui s'explique par l'absence de livres de droit et de revus juridiques.

Le manque de logement constitue un handicap très grand dans l'accomplissement des tâches du personnel. En 1978, seul le Président du Tribunal était logé mais à l'heure actuelle des choses, près de 5 magistrats habitent dans des maisons qui ne sont pas assez confortables.

3. Personnel judiciaire

Dans l'ensemble, le personnel n'est pas qualitativement et quantitativement suffisant. Mais la réforme judiciaire a quand même contribué au rejet d'éléments indésirables choisis essentiellement pour leur manque d'intégrité au service ou beaucoup plus par leur incompétence.

Tout le personnel se plaint de ce qu'il n'y a pas eu jusqu'à ce jour une application stricte du statut de la magistrature. Il s'étonne de ce que les dossiers du personnel ne sont pas à jour et de ce qu'il ne reçoit pas d'avantages prévus par ce statut. Les dossiers ne sont pas encore tous régularisés.

N.B. : La construction d'un tribunal de première instance de Gisenyi s'impose dans les plus brefs délais ainsi que les tribunaux de canton. Actuellement, il n'y a que les Communes Rwerere, Nyamyumba et Kibilira qui ont déjà pensé à construire de nouveaux bâtiments. Ceux des premières Communes n'étant pas encore achevés.

b) Brigade Judiciaire

Au cours de l'année 1981, le problème de déplacement n'a cessé de persister. Les constats d'accidents de roulage ont connu un accroissement de jour en jour. Des cas de criminalité ont été également fréquents. La collaboration entre la Brigade Judiciaire et les autorités communales a connu une lenteur en matière de convocation. Des assignations atteignent difficilement ou avec retard les destinataires, ce qui freine les audiences publiques.

La Brigade s'est attaquée à la fraude qui est accentuée dans les Communes qui cotoient le lac Kivu. La fraude des véhicules a été également combattue et les fraudeurs ont tâché de défier la douane et celle-ci a eu l'appui voulu de la Brigade Judiciaire. La consommation du chanvre et de la boisson distillée nommée KANYANGA a été l'objet d'une campagne de lutte contre les fumeurs et les buveurs. Seules les mesures repressives restent à proposer pour endiguer le danger.

La piraterie sur les eaux du lac Kivu a été également une des activités par l'introduction de la navigation nocturne pour une lutte acharnée contre les méchants qui tuent ou dépouillent les biens.

La criminalité a pu diminuer dans les autres Communes à l'exception des Communes qui entourent la forêt naturelle de Gishwati, c'est-à-dire Kanama et Kayove. Les meurtres et les assassinats sont encore actifs, malheureusement les Communes paraissent désarmées et incertaines devant la situation.

La Préfecture dispose d'une sous-brigade judiciaire à Kabaya pour les six Communes du ressort de la Sous-Préfecture. Les problèmes rencontrés à Gisenyi sont fort différents de ceux rencontrés à Kabaya. Toutefois là aussi, les infractions sont très nombreuses. Suite au manque des routes, certains coins de la sous-brigade ne sont pas visités comme le dangereux centre de Vunga. Le personnel est quasi insuffisant mais il a toujours jeté les bases d'une très grande responsabilité.

.../...

.....

De toutes les façons, les moyens de déplacement font défaut pour mieux effectuer les descentes sur les lieux. Les souhaits ont été formulés pour une sous-brigade judiciaire à Kayove. Le Procureur de la République avait marqué son accord, mais maintenant que les parquets dépendent du Ministère de la Justice, l'on attend jusqu'à la fin de l'année que le Ministère se prononce. La sous-brigade de Kabaya travaille également en plein marché. Il serait préférable qu'elle soit nouvellement construite et logée dans un emplacement qui convient le mieux.

Plusieurs contrôles financiers ont eu lieu dans les différents greffes et des déficits ont été constatés dans les greffes du Tribunal de première Instance de Gisenyi, de Kabaya, Cantons : Kibilira, Kanama, Kayove, Rugerero; Nyamyumba, Ngororero et Iwiyanike. Toutefois, les déficits ont été plus marqués dans les deux tribunaux de première instance où même les auteurs et complices ont été sévèrement sanctionnés. Dans les remarques générales émises pour les contrôleurs, il a été question de remettre les dommages et intérêts aux bénéficiaires et de récupérer l'essentiel des litiges non encore notifiés.

Il y a lieu de s'étonner du fait que les greffiers se sont toujours lamentés de compter des salaires très bas, bien des fois, les manquants résultent de la non régularité dans les versements.

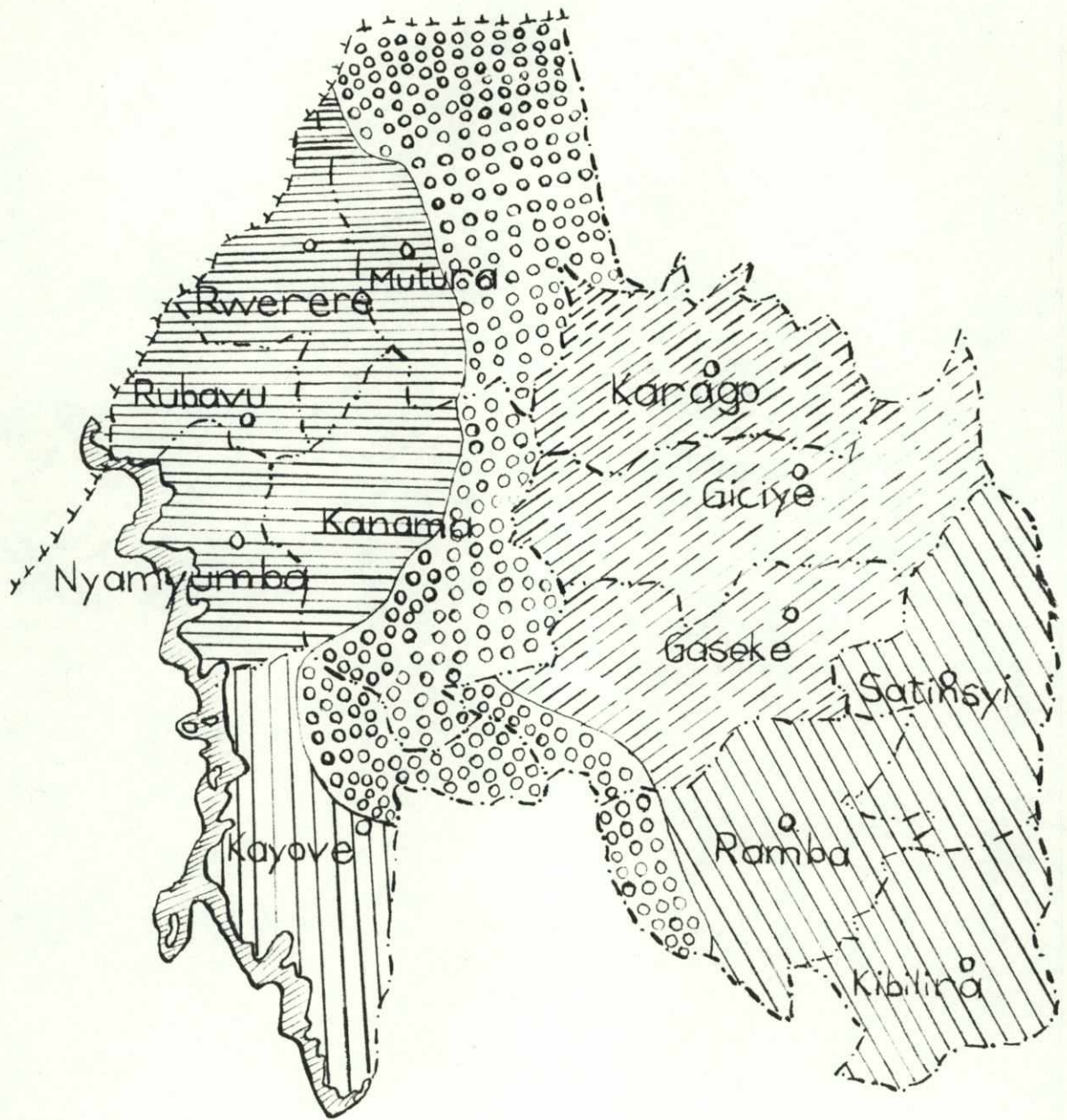
Le manque de station judiciaire a contribué à empirer la situation depuis la construction de l'hôtel Méridien IZUBA qui a consacré la destruction du bâtiment. Un hangar est en train d'être réfectionné à cette fin depuis que l'hôpital de Gisenyi s'est vu doter de deux pavillons pour les maladies épidémiologiques.

.../...

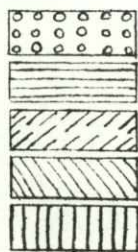
TROISIEME CHAPITRE : DONNEES ET PROBLEMES ECONOMIQUES

=====

LES ZONES AGRICOLES de la PREFECTURE GISENYI

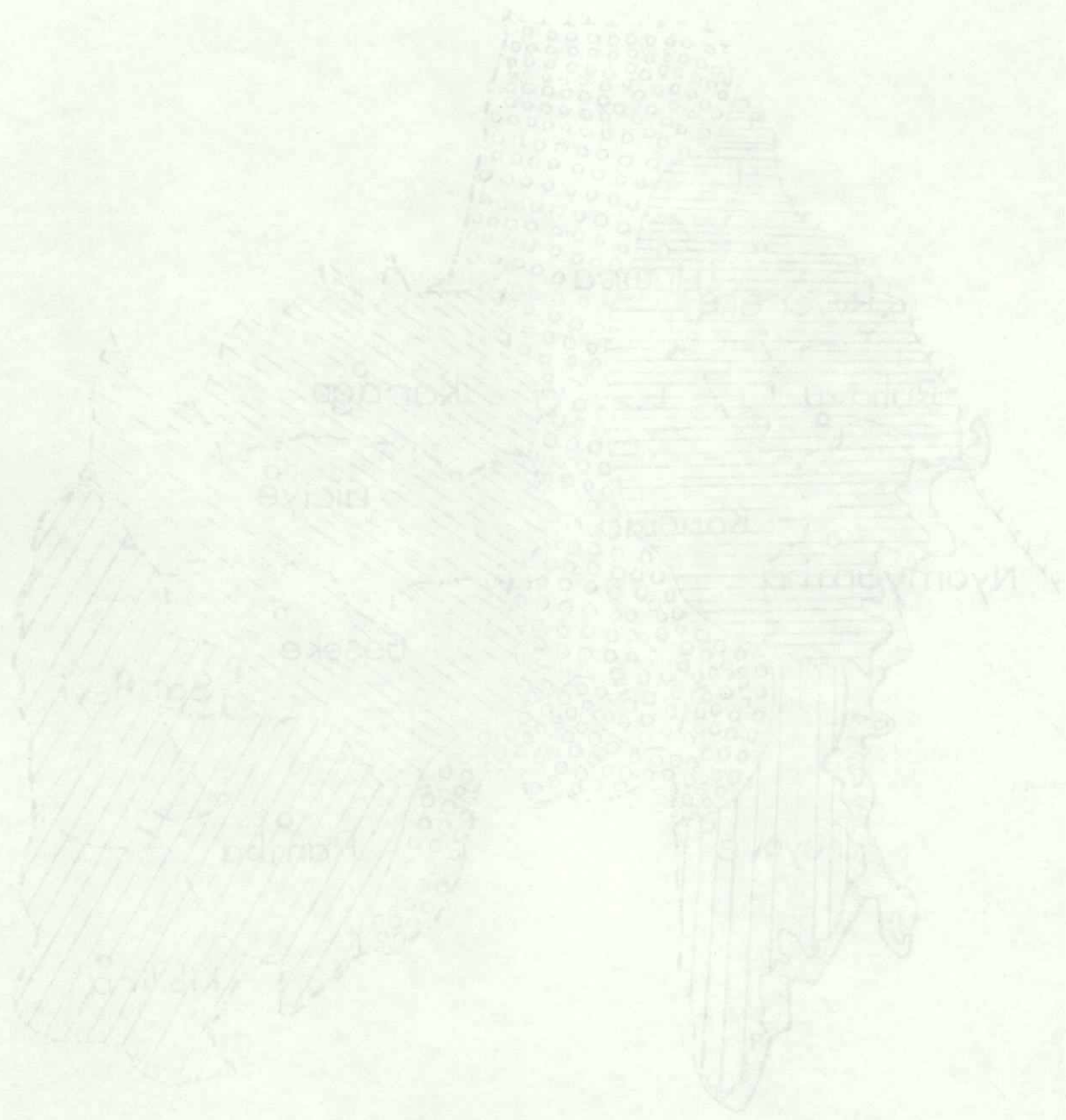


LE GENDE



- Zone forestière
- Zone agricole du Bugoyi (fertile)
- Zone agricole du Bushiru (non fert.)
- Zone agricole du Kingogo (peu fert.)
- Zone agricole du Kanage (zone caféicole très fert.)

LES ZONES AGRICOLES de la
PREFECTURE GISENYI



LE LEGENDE

- Zone agricole du Sud (fahye)
- Zone agricole du Kinyonyonyi (fahye)
- Zone agricole du Kinyonyonyi (fahye)
- Zone agricole du Kinyonyonyi (fahye)
- Zone agricole du Kinyonyonyi (fahye)
- Zone agricole (réservé)

TROISIEME CHAPITRE : DONNEES ET PROBLEMES ECONOMIQUES

I. AGRICULTURE

A. Organisation du service agricole

Au cours de la période 1978-1979, le personnel agricole se composait comme suit :

<u>Qualifications</u>	<u>Nombre</u>
- Agronome A2 pour toutes les Communes	7
- Assistants agricoles	11
- Vulgarisateurs	19
- Moniteurs agricoles	88
- Agronome Ao	1

Vers la fin de l'année 1979, suite à l'étroitesse du magasin du service agricole, le service des semences sélectionnées a érigé un magasin près du service vétérinaire. En ce qui concerne le personnel, il a été constaté que dans la plupart, certains agents ne sont pas compétents. Les Agronomes A2 sont devenus très peu et le projet de les affecter dans leurs Communes d'origine semble avoir échoué. Le souhait était qu'il y ait au moins un agronome A2 par Commune.

Le fait que le Ministère a alloué aux agronomes des Communes des motocyclettes est un pas très louable parce que ces moyens facilitent dans les déplacements. La relève a été sensible dans les Communes Nyamyumba et Kayove par accroissement de leur production caféicole : la population comprend avec un haut intérêt l'importance de la culture et le sort qui attend ceux qui se montrent recalcitrants à l'égard des instructions qui leur sont données.

La protection de la forêt naturelle a été maintes fois recommandées mais l'insuffisance du personnel y compris l'esprit dur et matérialiste des paysans n'aident pas toujours à trouver une meilleure situation. Mais les autorités s'efforcent de contrecarrer ces mauvaises habitudes.

.../...

B. Etude des cultures pratiquées

La Préfecture de Gisenyi comprend quatre régions agricoles suivantes :

Région	Communes concernées	Cultures pratiquées
1. Bord du lac	Kayove, Nyamyumba, Rubavu (une partie), Kanama (en partie)	Haricot, Maïs, Sorgho, patate douce, Manioc, Banane, Soja et café
2. Terres de lave	Mutura (en partie), Rwerere, une partie de Rubavu	Haricot, maïs, patates douces, sorgho, pyrèthre, tabac
3. Hautes terres de la crête Zaïre-Nil	Mutura (en partie), Karago, Giciye (en partie), Kanama (en partie), Satinsyi, Kayove (en partie), Ramba (en partie)	Maïs, pomme de terre, pois, froment, thé, tournesol
4. Plateau central	Giciye (en partie), Satinsyi, Kibilira, Ramba (en partie)	Haricot, maïs, café, soja, arachides, pilipili, avocats, orangers, papayers, ananas, goyavier

Le tableau suivant montre l'importance de ces différentes cultures dans la Préfecture.

a) Importance des cultures vivrières dans la Préfecture Gisenyi

Nature des cultures	Superficie en Ha 1981
Banane	22.521,90
Haricots	23.348,85
Pois	6.693,69
Arachides	52,00
Soja	266,19
Sorgho	5.465,62
Maïs	14.351,66
Eleusine	7,15
Froment	178,54
Riz	-
Patates douces	12.101,02
Pomme de terre	11.420,29
Manioc	2.258,91
Colocases	1.046,31
Ignames	78,92

1. Le service des semences sélectionnées

Un service des semences sélectionnées fonctionne en Commune Mutura. Ce centre s'occupe principalement de la sélection des cultures vivrières (pomme de terre, haricots, petits pois, maïs, blé) adaptées aux régions de haute altitude et fait la multiplication de meilleures variétés pour les diffuser dans le milieu rural.

2. Vulgarisation agricole

Dans toutes les Communes, des actions rurales au niveau des centres agricoles communaux encore appelés centres pilotes de démonstration fonctionnent à des endroits choisis. La superficie des centres agricoles a passé de 26,42 Ha en 1978 à 44,2 Ha en 1981. Le relâchement des autorités fait qu'ils ne soient pas exploités au maximum. Seules les Communes Karago et Giciye s'y efforcent grâce au projet similaire d'intensification des cultures vivrières.

Il est alors à remarquer que les Communes Mutura, Karago et Giciye utilisent des semences provenant de leurs champs de multiplication.

3. Division du travail

La question est très délicate. Chaque famille s'organise pour mener à bien ses tâches. Quant aux exploitations agricoles celles-ci sont organisées suivant les responsables compte tenu des directives générales édictées par les services centraux.

En ce qui concerne le même travail, il revêt de grandes influences saisonnières. C'est par les saisons que la population est amenée à exécuter les travaux de labour par exemple. D'autres travaux s'imposent suivant l'évolution des plantations.

4. Système de culture

Le système de culture le plus pratiqué est l'assolement. Cela s'explique quand on considère l'insuffisance des terres cultivables. Très rares sont des terriens qui appliquent les systèmes de jachères. Un petit nombre de terriens appliquent les systèmes de jachères.

La système de jachère qui existe davantage dans le Bushiru pour les cultures de petit pois ainsi que dans les Communes Ramba-Gaseke a permis la mise en valeur des collines supposées impropres.

5. Outillage employé

La matériel le plus employé est essentiellement traditionnel. L'agriculture n'est pas en fait mécanisée faute de moyens techniques et financiers avancés. Il comprend surtout la houe, la serpette ou la machette. La houe reste le seul outil valable et jusque maintenant irremplaçable. Dans le cadre de la lutte anti-érosive un nouveau matériel apparaît comme les planches à pente et les niveaux d'eau; ensuite, le matériel pour la désinsectisation et la régénération caféicole intervient et ainsi de suite suivant la technique voulue pour telle culture.

b) Importance des cultures industrielles

Les principales cultures industrielles pratiquées dans la Préfecture de Gisenyi sont le café, le thé et le pyrèthre. On rencontre également à petite échelle les cultures telles que le tabac, le quinquina et la canne à sucre.

1. Le café

Le café est cultivé dans presque toutes les Communes de la Préfecture à l'exception de la Commune Mutura et de la Commune Rwerere en partie. Cette culture se rencontre le plus aux bords immédiats du lac c-à-d dans les Communes Kayove et Nyamyumba. Le tableau suivant renseigne sur le nombre de caféiers et le nombre de planteurs de caféiers que compte la Préfecture ainsi que le nombre moyen de plants par planteur :

- Nombre de caféiers en production	: 3.650.304
- Superficie caféicole en Ha	: 1.825,08
- Superficie totale parches (T)	: 2.808,920 T
- Moyenne à l'Ha/Kg	: 1.000 kg
- Moyenne à l'arbre	: 0,5 kg
- Moyenne par planteur	: 43 kg
- Nombre de caféiers désinsectisés :	
* 1er passage	: 4.410.407
* 2è passage	: 4.089.304
- Nombre de caféiers taillés par catégorie	
* Agobiada	: 174.446
* Production	: 3.013.571
* Régénération	: 862.665
* Total caféiers taillés	: 4.017.919
- Nombre de planteurs	: 31.803
Production totale	: 2.808.922
Valeurs en milliers	: 337070,4
Revenu moyen par planteur	: 10.598
- Caféiers en extension	: 577.474
Caféiers remplacés	: 13.519.

.../...

N.B. : On remarque que le nombre de caféiers taillés pour l'entretien baisse tandis que le nombre de caféiers régénérés augmente. On remarque également que le nombre de plants traités augmente.

2. Le thé

La Préfecture de Gisenyi est la troisième du pays à connaître la culture du thé après celles de Byumba et Cyangugu. Cette culture se rencontre plus précisément dans les projets théicoles suivants :

2.1. Le Projet théicole Pfunda

Les plantations datent de 1964 et comprennent un bloc pour les coopérateurs et le thé villageois dans les Communes Kanama, Nyamyumba et Kayove. Ce n'est qu'en 1973 que l'extension du Projet a commencé dans la Commune Kayove. Le total des superficies plantées en thé s'élève à 750 Ha jusqu'à fin 1981 et la production totale du thé vert a été de 1.713,766 Tonnes avec 359,324 tonnes de thé sec.

2.2. Le projet théicole Ramba-Gaseke

Ce projet théicole a commencé au cours de l'année 1974 et il est financé par le Fonds Africain de Développement. C'est le Gouvernement rwandais qui est promoteur de ce projet dont le siège est à Rubaya. Son usine à thé a été inaugurée en 1979 et travaille normalement. Il a produit 501,658 T. de thé vert avec 118,889 T. de thé sec sur 774,57 Ha. Le thé qui est produit est d'une qualité fort appréciée sur les marchés internationaux.

2.3. Le projet théicole Karago-Giciye

Le projet Karago-Giciye financé par le fonds kowétien pour le développement économique arabe (F.K.D.E.A.) fonctionne depuis 1975. Son objectif étant de réaliser 500 Ha de thé villageois dans les Communes Giciye et Karago ainsi que 100 Ha de bloc industriel, le projet a connu un retard dû à un approvisionnement financier irrégulier. La mise sur pied du thé villageois étant très lente pour garantir à l'usine assez de thé vert, la superficie du bloc industriel a été portée à plus ou moins 800 Ha.

Chacun de ces trois projets est donc doté d'usines à thé. Toutefois, la vitesse de croisière pour chaque usine n'est pas encore atteinte étant donné l'évolution de la production.

3. Le pyrèthre

Le pyrèthre patronné par l'Office du Pyrèthre au Rwanda (OPYRWA) est cultivé uniquement dans les Communes Karago et Mutura et plus précisément dans le paysannat Mutura-Karago et en partie dans la Commune Rwerere où les sols sont nouvellement défrichés. Sur une superficie de 1.115,5 Ha, il y a eu 2.772,128 kg de fleurs fraîches et 563,785 de fleurs sèches.

Les statistiques ont prouvé que dans la Commune Mutura il y a plus de pyrèthre que dans la Commune Karago. L'ILM Hamira qui est

une succursale de l'ISAR Rubona s'occupe essentiellement de la sélection de la culture de pyrèthre. L'obtention du matériel potentiellement productif aussi bien en quantité (haut rendement en fleurs fraîches) qu'en qualité (haute teneur en pyrèthrine) est la mission principale du centre.

4. Le tabac

Le tabac en tant que culture industrielle se pratique spécialement dans la région du Bugoyi (Rwerere-Kitura-Kinama-Mubavu). Signalons que le projet tabac, en vue de venir en aide aux tabaculteurs par amélioration des variétés et des méthodes culturales, est toujours attendu.

Le terrain de 300 Ha avait été aménagé en ville de Gisenyi mais des problèmes de gestion ont perturbé les débuts du projet et il s'est presque éteint. La variété BURELEY déjà connue par le milieu rural a été choisie pour diffuser sous forme de tabac villageois.

Afin de promouvoir la bonne exécution du projet, on s'est rendu compte que l'OCIR pouvait bien mener ce projet à des fins plus satisfaisantes. On chiffre à 169,13 Ha, la superficie couverte de tabac, ce qui a donné une production totale de 217,274 T. dans toute la Préfecture.

C) Cultures fruitières et potagères

Les cultures fruitières et potagères se développent davantage. Ces cultures sont appréciées par les paysans et les demandes des semences potagères augmentent chaque année.

En effet, en ce qui concerne les variétés potagères, il y a eu une augmentation remarquable des superficies cultivées suite à la diffusion des semences de choux-blancs, choux-fleurs, de carottes, de poireaux, d'oignons, de salades, de courgettes et de poivrons, des aubergines de tomates, de piments doux et de laitues. En 1981, ces cultures étaient faites sur 614,38 Ha par 34.206 cultivateurs.

Quant à la culture fruitière, les variétés diffusées sont : les ananas, les orangers, les citronniers, les mandarins, les pamplemousses, les avocatiers, les papayers, les manguiers, les pruniers, les gôyaviers, les neffliers, les eugenia, les groseils, les muriers, les fraisiers et les pêcheurs.

C. Protection et Conservation des Sols

Dans le but de lutter contre la dégradation des sols, des efforts particuliers ont été déployés dans les domaines suivants :

a) La lutte anti-érosive

D O N N E E S	!	1981	!
Nombre de km creusé	!	1.043,54 km	!
Nombre de km planté	!	2.586,98 km	!
Superficie protégée en Ha	!	4.479,64 Ha	!
Superficie champs herbes fixatrices	!	46,67 Ha	!
Nombre de compostière	!	40.316	!

Un km de lutte anti-érosive protège 2 Ha avec une pente moyenne de 15 %, une largeur de terrasse de 20 m et une équidistance verticale de 3m. Les fossés anti-érosifs continus ou aveugles sont secondés par des haies selon les courbes de niveau.

b) Les boisements

D O N N E E S	!	1981	!
Boisements domaniaux	!	786 Ha	!
Boisements communaux	!	3.034,92Ha	!
Boisements routiers	!	191,57Ha	!
Boisements individuels	!	3.597,58Ha	!
Boisements collectifs	!	26,50	!

On peut noter que certaines Communes n'ont pas d'espace à reboiser, notamment les Communes Rwerere et Nyamyumba. Les boisements ont comme essences dominantes des essences exotiques comme l'Eucalyptus qui a une prédominance très notoire. Quant à la forêt naturelle de Gishwati qui compte 25.840 Ha et qui s'étend en partie sur les Communes Kanama, Nyamyumba, Kayove, Ramba, Gaseke et Giciye, son exploitation illicite continue et on risque de voir bientôt disparaître ce patrimoine forestier. La scierie ainsi que la préparation du charbon continuant de façon frauduleuse et ce, en dépit de la vigilance des autorités locales.

c) La lutte contre la destruction par le feu et le fer

Une grande campagne contre les feux de brousse et le surpâturage a été menée. Les services agricoles déploient beaucoup d'effort dans l'introduction de nouvelles méthodes culturales qui améliorent le sol.

D. Etude des productions agricoles

a) Les productions vivrières

Cultures	Product° en T. 1981
Banane	283.894,200
Haricot	22.023,530
Pois	4.521,264
Arachides	58,600
Soja	277,365
Sorgho	7.045,745
Maïs	20.532,450
Eleusine	2,845
Froment	124,920
Riz	-
Patate douce	122.572,62
Manioc	38.058,71
Pomme de terre	94.292,75
Colocase	9,312
Ignames	966,20

Source : Rapport annuel service agri Gisenyi.

Commentaires :

Au cours de l'année 1978, la production de la banane a doublé dans presque toutes ces Communes. Quant à l'exercice 1979, la situation vivrière a été moins bonne que l'exercice 1978 à cause de la pluie qui a été irrégulière et insuffisante :

- Dans la région du Bugoyi, les superficies du vivrier ont été réduites à cause du projet tabac qui a lui seul 300 Ha dans la Commune Rubavu.
- Dans la région du Bushiru, la production de la pomme de terre a été très basse suite à l'attaque du mildiou qui a atteint presque toutes les plantations.
- Dans le Kingogo, la production du manioc a sensiblement diminué suite à la réduction des superficies cultivables.
- Dans la région du Kanage, cette région a souffert d'une grande saison sèche prolongée suivie de grêle, ce qui a provoqué une diminution de toutes les récoltes.

En résumé, la production vivrière a trop baissé suite

à la diminution des rendements souvent accentuée par le manque de pluie. L'irrégularité de pluie s'est repercutée sur toutes les récoltes. Les superficies cultivées antérieurement ont dû être diminuées suite à cette carence de pluie.

.../...

b) Les productions des cultures industrielles

Les données sur la production ont été reprises lors de l'étude des cultures industrielles.

1. Le café

La production du café parche va en croissant à cause de la taille de régénération qu'on a pratiquée au cours des exercices antérieurs spécialement dans les Communes caféicoles de Kayove et de Nyamyumba. La production augmente sensiblement et cela a servi de leçon à la population.

2. Le thé

Le thé villageois n'est pas toujours bien entretenu. La population est souvent réticente et les paysans devraient être sévèrement punis car la vulgarisation est indispensable. Les rendements de thé vert sont très bas surtout qu'aucune usine n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière surtout Rubaya et Nyabihu. Le coefficient de thé vert/thé sec est de :

- 4,40 à Pfunda
- 4,80 à Ramba-Gaseke.

Cela peut aussi s'expliquer par l'importance des plantations.

L'usine à thé Pfunda située en Commune Rubaya à 9 km de Gisenyi fonctionne depuis 1972. Sa capacité de production était conçue à 500 tonnes par an mais la production atteint actuellement plus ou moins 800 tonnes par an, ce qui a provoqué un projet d'extension de l'usine actuelle.

En 1979, l'usine a connu une panne qui a occasionné l'arrêt de l'usinage. A ce moment, la cueillette des feuilles vertes a été effectuée par terre et au cours de la même année, l'usinage a repris. Dans l'ensemble, les plantations se portent bien outre que la COOPTHE Pfunda a encore trop de problèmes internes à résoudre.

La F.A.O. a promis de financer l'extension de l'usine à concurrence d'un montant de 200.000.000 de Frw et le Gouvernement Rwandais participera à concurrence de 30.000.000 Frw. L'étude de ces travaux d'extension a été faite par un bureau d'études allemand et les travaux sont, en 1982, en cours de réalisation.

3. Le pyrèthre

Concernant la production de pyrèthre, on avait :

- Fin 1977 : 926,24 Ha dont 790,24 Ha en paysannat et 136 Ha hors paysannat.
- Fin 1978 : 1.013,51 Ha dont 870,91 Ha avec 863,52 en rapport et 143,6 Ha hors paysannat dont 115,20 Ha en rapport soit 978,72 Ha en rapport.
- Fin 1979 : 946,25 Ha dont 855,05 Ha dans le paysannat avec 800 Ha en rapport et 91,2 Ha hors paysannat dont 50 Ha en rapport soit en tout 850 Ha en rapport.
- Fin 1981 : 1.110,29 Ha dont 563,29 Ha dans le paysannat.

N.B. : Le rendement de séchage est de plus ou moins 1/5 et le rendement en kg de fleurs fraîches par Ha/an est en moyenne de 2.485 kg/Ha.

Au cours de cette année, la superficie cultivée de pyrèthre a légèrement augmenté; par contre, la production de fleurs fraîches a légèrement diminué. Il en est de même pour la production moyenne par Ha, cela étant souvent causée par la sécheresse ainsi que le manque d'entretien de certaines plantations.

4. Le tabac

La superficie cultivée par le tabac diminue suite notamment à l'extension des plantations de la pomme de terre qui gagne de plus en plus du terrain.

N.B. : Il existe également la culture de canne à sucre qui se pratique par souche éparpillée ici et là à travers toutes les Communes sans toutefois relever d'importantes superficies et dont la production est difficile à estimer. Cependant, on peut estimer la superficie à 30,20 Ha surtout dans les Communes Rubavu, Giciye et Kayove.

c) Les productions légumières et fruitières

En 1981, il y a eu une augmentation remarquable des productions légumières et fruitières suite à l'accroissement des superficies emblavées par ces cultures, la population se rendant de plus en plus compte de leur importance dans l'alimentation.

Quant à l'année 1979, on assistait à une baisse de la production des cultures fruitières et en particulier des citrus qui ont été fortement attaqués par des maladies. Par contre la production des avocatiers a sensiblement augmenté depuis 1980.

Les données ci-après renseignent sur l'importance de la production fruitière et légumière :

- Nombre de planteurs : 30.626
- Superficie moyenne (ares) : 0,49 ares
- Superficie totale (Ha) : 167,66.

Les légumes : choux blancs, poireaux et oignons ont augmenté fortement de superficie. Pour les poireaux, les paysans des zones concernées se contentent toujours des anciennes variétés se multipliant par éclats de souche. L'écoulement des choux présente encore un grand problème à certains moments de l'année où les plantations ont été massives.

Quant à la production fruitière, la situation se présente comme suit :

- Nombre de plants plantés durant l'année : 115.366
- Total de plants fin année : 209.263
- Plants en production : 83.618

L'augmentation des arbres fruitiers est très sensible dans le milieu rural. Il serait encore mieux si la Direction de la Vulgarisation agricole devait s'occuper des commandes de graines fruitières comme les semences fruitières pour la direction de même nom.

E. Etude des productions agricoles commercialisées

a) Evolution des prix des produits vivriers

Il est de coutume que les Communes fassent un rapport mensuel sur le relevé des prix. Ce rapport est adressé au Préfet de Préfecture avec copie à l'Inspecteur du Commerce.

Il y a également une sous-commission préfectorale des prix qui doit s'acquitter du rôle de vérifier l'authenticité des prix unitaires mentionnés dans ce rapport.

A titre d'exemple, prenons le cas de 5 centres commerciaux répartis comme suit : Gisenyi en Commune Rubavu, Mahoko en Commune Kanama, Vunga en Commune Giciye, Kabaya en Commune Gaseke, Ngororero en Commune Satinsyi. Un modèle de tableau pour l'exercice 1979 a été établi avec les prix au moment des récoltes et les prix à l'époque des semis. Les prix n'ont pas encore radicalement changé.

En ce qui concerne l'évolution des prix, il est très bien connu qu'à petite échelle, certains produits sont à des prix standardisés et que d'autres ne le sont pas. Il a été constaté que la hausse des prix donne lieu à une spéculation instantanée tellement que les fluctuations restent également la fonction des achats et des ventes.

Pour lutter contre ce fléau, deux silos de stockage et de commercialisation des produits vivriers ont été érigés à Kora et à Kanama en Communes Karago et Kanama. Outre que leur implantation est encore récente, il y a lieu de se féliciter des résultats déjà atteints dans la région. Rappelons que beaucoup de fois, des récoltes de pommes de terre se conservent mal; il arrive que ces dernières soient affectées de pourriture, surtout pendant les saisons pluvieuses. Le cas est très fréquent dans la région du Bushiru et dans la partie Nord du Bugoyi.

.../...

Prix moyen des produits vivriers sur les marchés 1981

Prix au kilo sur les marchés de :

Produits vivriers	GISENYI		MAHOKO		VUNGA		KABAYA		NGORORERO		BIREMBO		GAHENEREZO		Prix moyen		Moyenne	
	RUBAVU		KANAMA		GICIYE		GASEKE		SATINSYI		RAMBA		MUTURA		Préfecture			
	R	S	R	S	R	S	R	S	R	S	R	S	R	S	R	S		
Bananes	4	6	5	5	5	7	6	6	6	12	15	20	-	-	7	9	8	
Haricots	20	30	20	40	20	35	20	35	20	27	20	30	25	30	20	37	26	
Pois	20	35	20	40	20	35	20	30	11	25	18	30	20	25	18	31	25	
Arachides	50	60	-	-	-	-	-	-	50	70	-	-	-	-	50	65	58	
Soja	20	25	-	-	30	40	-	-	30	40	-	-	-	-	26	35	30	
Sorgho	10	15	16	25	15	25	12	24	15	22	15	18	15	20	14	21	18	
Maïs	10	15	10	15	10	20	11	15	10	15	10	15	5	10	9	15	12	
Eleusine	30	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	18	-	-	22,5	24	23
Froment	-	-	25	30	-	-	12	16	-	-	10	15	-	-	16	20	18	
Riz	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Patates	3	5	6	8	3	6	6	9	3	3	4	5	4	7	4	6	5	
Pommes de terre	10	15	6	12	8	20	8	15	12	17	7	12	6	12	8	15	11	
Manioc	10	12	-	-	15	20	7	12	10	12	7	8	-	-	10	13	11	
Colocases	10	12	10	12	8	15	6	10	10	15	4	5	-	-	8	12	10	
Ignames	-	-	-	-	-	-	-	-	20	20	-	-	-	-	20	20	20	

R = Récolte

S = Semis

(Prix au moment des récoltes et à l'époque des semis)

b) La production vivrière commercialisée.

Le tableau suivant montre l'évolution de la production vivrière commercialisée.

Année	Production totale en tonne	Production commercialisée	% Production commercialisée/ Produit° Totale	Valeur de la production commer- cialisée en Frw.
1975	319.496,24	84.682,4	26,48 %	1.484.284,55
1976	193.112,04	424.412	219,77 %	23.016.440
1977	925.408	482.530	52,14	-
1978	1.820.448,295	975.366	53,57 %	8.779.033
1979	1.184.239	285.873,19	24,13 %	2.436.817,700
1981	565.624,489	8.504,985	15 %	43.102.613

Seuls le pois, le maïs et la pomme de terre ont été figurés dans la commercialisation. Aussi l'injonction monétaire a de ce fait augmenté légèrement le standing de vie des agriculteurs suivant l'augmentation du volume des produits agricoles.

c) La commercialisation des cultures industrielles

Nous tenons à signaler que généralement toute la production des cultures industrielles est commercialisée par l'intermédiaire de l'Office des Cultures Industrielles du Rwanda. Pour ce qui est du café, la commercialisation de ce produit se fait grâce à l'entreprise RWANDEX qui est une société à but lucratif où le gouvernement détient la majorité des actions. Cette société achète du café parche aux producteurs par l'intermédiaire des commerçants.

Le café est usiné et préparé à l'exportation. Après contrôle des qualités par l'OCIR, le café marchand est exporté vers les pays consommateurs étrangers. Une partie du café est torréfiée sur place et vendue à différents distributeurs du pays. Egalement comme activité secondaire, RWANDEX commercialise le quinquina de la même région.

Pendant l'année 1981, l'usine à café Rwandex a acheté et usiné 12.240.676 kgs de café parche. La grande quantité est exporté par le canal de l'OCIR et de Rwandex Kigali et le reste est torréfié à l'usine et vendu à différents distributeurs du pays.

.../...

L'usine a été agrandie pendant les deux dernières années avec un équipement en nouvelles machines dont deux souffleries pour le transport de café et déchets, un nouveau moulin industriel pour le café torréfié, un compresseur et un aspirateur pour le nettoyage de l'usine. De nouveaux tableaux de mesurage, un transformateur de 400 KVA et de nouveaux câbles 4 x 150 sont en place. Rwandex a construit 2 logements et a entrepris la construction d'un dépôt entre l'usine et le bureau.

La difficulté la plus importante qui est arrivée durant l'année 1979 c'est surtout le manque d'électricité fournie par ELECTROGAZ de Gisenyi. L'énergie produite par les groupes électrogènes ne suffit pas. Le problème de communication avec Kigali se pose car les moyens ne sont pas toujours réguliers.

La fermeture de la navigation sur le lac Kivu, suite au banditisme est un handicap. Il va sans dire que les moyens de communication laissent à désirer et peuvent produire les difficultés de gestion dans l'entreprise.

OCIR Café

L'Office intervient dans le contrôle des prix, dans l'établissement et le respect des normes dans l'usinage, dans le développement de débouchés et dans l'exportation.

Les entrepôts de Gisenyi ont enregistré des quantités de café vert importantes qui sont de l'ordre de 10.000.000 kg en général. Le chiffre pour chaque calendrier annuel représente un mélange de café provenant de toute la région du lac jusqu'en Préfecture de Cyangugu; il est ainsi difficile d'en déduire la quantité exacte produite dans la seule Préfecture de Gisenyi, avec les dimensions de la taille de régénération qui sont considérables.

Les planteurs ont toujours été suivis pour leur permettre d'aboutir à de bons résultats en les invitant à suivre les conseils dispensés par les moniteurs agricoles sur l'entretien, la taille, le paillis, les insecticides, la récolte et le bon traitement du café.

L'importance des revenus en devises pour le Pays et la renommée de nos cafés en conséquence, les planteurs doivent redoubler leur effort en augmentant la production, en contribuant au maintien dans un état de propreté des centres de dépulpage mis à la disposition.

.../...

OCIR Thé

Il entretient trois usines à thé dans la Préfecture de Gisenyi. La plus ancienne à Pfunda (Rubavu) et les deux récentes à Rubaya (Gaseke) et à Nyabihu (Karago).

Ces usines travaillent le thé noir qui varie suivant les types de grades PF 1, PD, D et les autres grades moins fins BP, BP 1 et F1 selon les machines trieuses.

Le thé est emballé en destination de l'étranger. Outre les données sur la production, pour le reste, il est très connu que l'usine à thé de Rubaya fournit du thé d'une qualité rare en Afrique après celui du Kenya, voire dans le monde.

OPYRWA (Office du Pyrèthre du Rwanda)

L'OPYRWA à Kora et à Bonde s'occupe essentiellement de blocs industriels de pyrèthre dans le paysannat Mutura-Karago et même hors le paysannat. Il existe à Kora un séchoir qui, après ses travaux, ramène les responsables à transporter la quantité sèche à l'USINEX de Ruhengeri.

II. ELEVAGE

A. Généralités

Le service vétérinaire est logé dans un bâtiment suffisamment spacieux.

Parmi les difficultés rencontrées, l'on peut citer :

- Insuffisance du personnel d'encadrement pour suivre les éleveurs et les groupements en vue de les conseiller sur les techniques modernes d'élevage.
- Contraintes naturelles imposées à l'agriculteur-éleveur
- Manque de pâturage
- Exiguité des exploitations familiales qui empêche la généralisation des cultures fourragères
- Insuffisance des installations servant de modèle d'où la nécessité de généraliser et développer le système de ferme de démonstration
- Le manque de stimulants comme crédit agricole
- Insuffisance des centres de multiplication des animaux; ainsi beaucoup de demandes des éleveurs de volaille n'ont pas été honorées
- Le service vétérinaire est insuffisamment équipé en médicaments et vaccins pour protéger la santé des animaux, surtout le petit bétail.

Au cours de l'année 1981, les activités ont été concentrées sur les points suivants :

- Renforcement de l'encadrement des exploitations et groupements en voie de modernisation
- Organisation des fermettes de démonstration
- Organisation de l'élevage du gros bétail dans la région de haute altitude de Gishwati
- Organisation du concours bétail tel que programmé.

B. Disponibilité en pâturages et en cultures fourragères

Par suite de l'accroissement de la population, tous les pâturages naturels ont disparu au profit de l'extension des cultures vivrières. Les animaux errent le long des chemins pour leur maigre subsistance, dans les jachères postforestières ainsi que dans la forêt naturelle de Gishwati.

Il subsiste à peine certains lambeaux de terre marginale, inutilisable pour l'agriculture, qu'on appelle improprement pâturage. L'exemple est celui de Rwerere qui fait frontière avec le Zaïre. Il s'étend sur une superficie de plus ou moins 270 Ha.

A l'absence des pâturages naturels seule la pratique des cultures fourragères pourrait préserver l'élevage, du moins celui des ruminants, de la disparition presque inéluctable à brève échéance.

On a enregistré périodiquement l'augmentation des superficies emblavées par les champs de multiplication. La superficie de ces champs de multiplication reste insuffisante. Seul le sétaria est multiplié pour garnir les fossés anti-érosifs. La diffusion de ces plantes fourragères est encore à ses débuts. Les paysants se montrent réticents à la plantation de ces herbes fourragères chez eux, heureusement la vigilance des autorités les incite constamment à cette volonté. Pour eux, évidemment, des raisons sont invoquées : l'exiguïté des exploitations et la délicatesse dans l'entretien.

C. Importance du cheptel (recensement 1981)

a) Bovins

Taureaux	: 248
Vaches	: 15.871
Génisses	: 8.148
Mâles	: 3.660
Veaux mâles	: 4.449
Veaux femelles	: 3.756
Total	<u>36.132</u>

.../...

b) Petit bétail

Caprins	: 108.326
Ovins	: 41.733
Porcins	: 6.798
Lapins	: 9.218
Volaille	: 77.300

Le chiffre de recensement des bovins est en dessous de la réalité. En effet, les éleveurs sont peu enclins à révéler le nombre exact de leur cheptel : ils craignent de voir tout le bétail déclaré pour payer l'impôt, en plus de la transhumance du bétail dans les communes de moyenne altitude. Il est en dessous de la normale dans les communes voisines de la forêt naturelle où un certain nombre d'animaux passe presque toute l'année dans cette forêt.

Pour tout le ^{petit} bétail, les chiffres se rapprochent de la réalité, les éleveurs n'ayant aucun mobile pour cacher le nombre exact de leurs animaux.

D. Mode d'élevage

L'élevage reste encore de type traditionnel. Les éleveurs pratiquent un élevage extensif, comptant plus sur la quantité que sur la qualité du cheptel. Le cheptel se nourrit d'herbe poussée spontanément le long des chemins, sur les champs après récolte et dans la réserve forestière de montagne. L'usage des herbes fourragères cultivées n'est pas encore courant mais quelques rares éleveurs progressistes commencent à pratiquer une stabulation, du moins une semi-stabulation avec affouragement à l'étable-abri.

Des éleveurs organisés sont encore peu nombreux. On peut compter comme élevage organisé, celui des ovins et des caprins du camp militaire du centre d'entraînement commando de Bigogwe; celui des bovins, porcs et volaille du centre de formation de la jeunesse de Cyimbili à Kayove.

Deux Communes seulement possèdent des fermettes de démonstration : Kanama pour une fermette de gros bétail et d'ovins, à Kayove pour une fermette des lapins. Ces fermettes doivent être exploitées rationnellement et ainsi rentabilisées.

.../...

E. Infrastructures vétérinaire et zootechnique.

a) Equipements vétérinaires

Il existe 3 dispensaires vétérinaires définitifs et 3 dispensaires provisoires; 8 couloirs de contention définitifs et 32 provisoires puis 27 abreuvoirs définitifs et 26 provisoires.

b) Equipements zootechniques

Il n'y a que 6 centres de saillie occupés dans toute la Préfecture.

c) Les équipements de lutte anti-tique

Commune	Nom du lieu de traitement	Nature	Etat
Rubavu	Bushengo	Dyping-Tank	Mauvais état
Nyamyumba	Gahondo	"	Non en fonctionnement
Satinsyi	Ngororero	"	Très bon état
Kibilira	Nyabikenke	"	Bon état
Kayove	Kinunu	"	Mauvais état
Kayove	Gasiza	"	Bon état

Les équipements, outre qu'ils sont nettement insuffisants, ne sont plus adaptés à la situation de l'élevage actuel. Les endroits où ils ont été implantés jadis sont actuellement vides de bétail ou le bétail doit effectuer un long trajet pour y arriver. La politique actuelle de l'élevage était orientée vers la stabulation du bétail dans les exploitations familiales ou dans les zones d'élevage, cela constitue en effet une préoccupation majeure. Mais pour y arriver, il faut encore une organisation du service de tutelle parce que ce sont ses agents qui devront se déplacer afin de soigner le bétail dans les exploitations familiales.

Les dispensaires vétérinaires classiques n'auront plus d'utilité en cas de telle organisation. Il pourra alors être remplacé par un bâtiment simple comprenant un petit laboratoire, une pharmacie et un bureau. Ce personnel ainsi équipé pour ce travail itinérant, ferait rayonner les activités de la Commune aux Secteurs.

.../...

F. Etat sanitaire du cheptel

Grâce à son climat tempéré par l'altitude, le Rwanda en général et la région de Gisenyi en particulier ignorent la plupart des maladies qui déciment le bétail dans les autres pays. Néanmoins au cours de ces deux dernières années, on a constaté les maladies suivantes :

a) Les maladies d'origine virale

1. La fièvre aphteuse

Cette maladie s'est répandue dans le pays en provenance de l'Uganda. Elle a été introduite par les animaux amenés dans le pays lors de la guerre ugando-tanzanienne. Ceci démontre l'intérêt qu'a le pays de se doter d'une législation de police sanitaire claire. Une vaccination devrait être instaurée pour protéger le meilleur bétail.

2. L'ecthyma contagieux est très fréquent chez les caprins.

3. La fièvre de trois jours qui est une maladie bénigne fréquente chez les bovins.

b) Les maladies d'origine microbienne

Le seul cas rencontré concerne les affectations charbonneuses (le charbon bactérien et le charbon symptomatique) qui sont enzootiques dans la région. Une vaccination annuelle protégerait le bétail.

Il y a également lieu de classer les maladies épizootiques dont la volaille est la plus grande victime. L'amélioration de l'hygiène et une vaccination semestrielle avec un vaccin des souches locales sont seules capables de protéger les éleveurs avicoles.

c) Les maladies à protozoaires

1.- La trypanosomiase

Cette maladie transmise habituellement par la mouche Tsé-tsé est véhiculée à Gisenyi par le bétail provenant des régions infectées, apporté par les commerçants de bétail. Elle est transmise mécaniquement par n'importe quelle mouche à partir de ces bêtes atteintes aux animaux sains.

.../...

...

2. La théilériose

Elle est transmise par les tiques et sévit surtout chez les jeunes animaux. Elle n'existe pas dans la région d'altitude à partir de 2.000 m.

3. La coccidiose qu'on rencontre aussi bien chez les jeunes ruminants que chez la volaille et les lapins.

4. Les helminthiases sont les maladies causées par les vers.

Les verminoses constituent le gros lot des maladies dont souffre le bétail, aussi bien le gros que le petit, jointes à une alimentation insuffisante, elles provoquent l'amaigrissement et partant une faible productivité du bétail. La lutte contre ces maladies ne peut qu'être d'ordre hygiénique. Par ordre d'importance, on rencontre :

- Les strongyloses gastro-intestinales et pulmonaires : 39 %
- La distomatose ou douve du foie : 34 %
- L'ascariidiose.

D. Etude de la commercialisation des produits d'élevage

a) Commerce du bétail sur pied

Il existe sur toute l'étendue de la Préfecture quatre marchés reconnus :

- Mahoko en Commune Kanama;
- Kabali en Commune Mutura
- Kabaya en Commune Gaseke
- Vunga en Commune Giciye.

Tous ces marchés ont lieu deux fois par semaine. Malheureusement, ces marchés ne disposent pas de bascules pour le pesage des animaux car le prix doit normalement couler du poids des animaux. Par voie frauduleuse, un certain nombre d'animaux passe au Zaïre pour vente.

Les prix moyens des animaux se comportent comme suit :

Animaux	Unité	Prix moyen
1. <u>Bovins</u>	!	!
- Vache réformée 250-300 kg	! Tête !	11.000 à 14.000 Frw
- Taurillon 250-300 kg	! " !	12.000 à 15.000 Frw
- Génisses 2 à 3 ans	! " !	12.000 à 14.000 Frw
2. <u>Petits animaux</u>	!	!
- Chèvre de 20 à 25 kg	! " !	1.500 à 2.000 Frw
- Mouton de 20 à 25 kg	! " !	1.000 à 1.400 Frw
- Porc de 80 à 100 kg	! " !	4.000 à 6.000 Frw
- Poule	! " !	200 à 250 Frw
- Lapin	! " !	150 à 200 Frw

b) Abattage des animaux et commerce de la viande et du lait

Le prix des animaux et des productions animales montent sensiblement. Le service a pu réaliser 1.698.950 Frw comme taxes d'abattage dans la seule ville de Gisenyi.

- Recupération des sous-produits des abattages

Seules les peaux sont récupérées.

Il existe trois hangars pour le séchage de ces peaux à Gisenyi, Kanama et Hindiro respectivement en Communes Rubavu, Kanama et Satinsyi. Le commerce du lait n'est pas organisé. Il n'existe pas encore de laiterie dans la région pour les sous-produits laitiers. Le prix du lait dans le centre urbain varie de 40 à 35 Frs le litre.

III. APICULTURE

L'apiculture est pratiquée de longue date. Elle est l'apanage de quelques familles initiées. Aussi reste-t-elle traditionnelle. D'après une enquête réalisée dans une Commune, on a trouvé que 1,7 % des familles des secteurs ruraux pratiquent l'apiculture avec une moyenne de 3 ruches par famille.

L'apiculture présente de réelles potentialités dans certains coins de la Préfecture, spécialement tout près des bords immédiats de la forêt naturelle de Gishwati où la flore abonde. Seulement aucun effort sérieux n'a encore été fait dans ce domaine.

Il existe dans certaines Communes, comme Kanama et Rubavu des précoopératives apicoles qui disposent d'un grand nombre de ruches traditionnelles. Ces précoopératives ont introduit des demandes au cours de cette année passée à la Division apicole pour pouvoir moderniser leurs exploitations. Il serait souhaitable que ces groupements existants soient aidés en priorité.

La Commune Kayove a introduit au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage une demande de financement d'un centre apicole. Elle y a déjà envoyé un stagiaire pour se familiariser avec l'élevage apicole. La Commune Satinsyi a aussi dans sa programmation une coopérative apicole. Dans toute la Préfecture, il y a 4.883 apiculteurs, 18.741 ruches traditionnelles et 17 ruches modernes. Comme apiculture moderne, près de 321 coopérateurs méritent des encouragements.

.../...

IV. PISCICULTURE

A. La pisciculture dans les Communes

Pour suppléer aux lacunes existant en protéines, la pisciculture a été vulgarisée dans toutes les Communes où il était possible de la pratiquer. Le nombre d'étangs atteint 329.

Afin de mieux renforcer la stratégie piscicole, un centre piscicole préfectoral a été implanté à Kazabe entre Kibilira et Satinsyi sur une superficie de 104 ares, soit 1,04 Ha. Ce centre avait pour but la diffusion des alevins dans les centres piscicoles communaux. Un autre a été aménagé à Ndorwa en Commune Karago et les carpes élevées dans ces étangs piscicoles facilitent l'alevinage.

B. La pêche sur le lac Kivu

Il existe un projet pêche sur le lac Kivu qui a été financé par l'ONU. Comme on le sait la faune naturelle du lac est pauvre mais elle est dominée par les genres haplochronis et barbus. La seule espèce alocthone de colonisation naturelle est Barbus, originaire du Tanganyika. Deux espèces ont été introduites en 1958-1959. Il s'agit de *Limnothrissa miodon* et *Stalothrissa Tanganikae*.

Le projet a pour but d'intensifier les productions des pêcheries lacustres dans les environs de la ville de Gisenyi, et par extension dans toutes les Préfectures bordant le lac. Comme personnel, il y a deux cadres : un de l'ONU et un Co-Directeur Technicien Rwandais. Le projet a démarré pratiquement depuis novembre 1979. La période antérieure a été consacrée aux constructions du magasin-vente et des pirogues.

L'activité proprement dite ne devait débuter qu'au cours du quatrième trimestre 1980. La formation a été subdivisée en deux équipes de 6 personnes chacune, dont l'une a été formée à Bujumbura. Le projet dispose actuellement de 18 pêcheurs capables de remplir le travail de pêche des INDAGALA. Et la pêche s'effectue au moyen de rotation. La production journalière est pesée puis vendue à l'état frais. La vente est partagée équitablement entre les pêcheurs et le projet. Le projet dépose sa part dans la Banque pour le fonds de roulement. Le projet dispose d'un bateau dénommé ISAMBAZA qui facilite à la fois les travaux de pêche et de recherches halieutiques.

N.B. : Le petit lac de Karago n'a compté qu'une seule pirogue et un pêcheur. L'on se souvient que l'environnement biologique de cette retenue d'eau n'a pas été satisfaisant, ce qui a conduit à des essais d'échec.

Chaquefois que le poisson est pêché, il est directement vendu. L'on remarque en effet que la production est basse suite à la faible capacité ichthyologique du lac Kivu et aussi, à cause de la fermeture instantanée faisant suite à l'épidémie de choléra.

La production concerne seulement la capture de tilapia. Et ce, suite au matériel de pêche disponible. A cette époque, le souhait était de former des pêcheurs de "LIMNOTHRISSA MIODON" ou INDAGALA par lesquels de meilleurs résultats sont très probables. Cette production a atteint 66.215,5 kg d'Indagara.

Le nombre de pêcheurs en Commune Kayove s'est accru de 57 à 140 pêcheurs contre 53 à 110 pêcheurs en Commune Nyamyumba. Le nombre de pirogues est revenu à 83, ce qui notifie une augmentation de trois pirogues.

V. COMMERCE

A. Considérations générales

La Préfecture de Gisenyi possède des commerçants de diverses catégories. Les commerçants sont normalement immatriculés au nouveau registre de commerce, malheureusement cela n'empêche pas que d'autres catégories survivent : c'est le cas des personnes qui exercent des activités commerciales mal définies mais qui ont des revenus considérables

Il existe en effet une petite catégorie de petits commerçants boutiquiers. Ceux-ci se jugent incapables de payer des registres de commerce faute de revenus suffisants. Suite à des mesures sérieuses prises à leur encontre, la majorité a essayé de les réclamer.

Une deuxième catégorie concerne les gens assurant le transport des personnes ou marchandises avec des camions, camionnettes TOYOTA ou taxi selon les cas. Cette catégorie est également favorisée et récolte des bénéfices importants.

Une autre catégorie qui enrichit les gens est le commerce ambulante. Ces gens font la navette entre les différents centres commerciaux attractifs tant du pays que des pays voisins. A cette catégorie se joint une quatrième qui ne fait que colporter les articles entre Goma et Gisenyi et vice-versa. Bien que ce trafic soit interdit, des cas assez nombreux échappent quand même à la vigilance des autorités sur place. La garde des frontières devrait par conséquent être renforcée.

Les Commerçants immatriculés au nouveau registre de commerce exercent en général le commerce de détail.

Les grossistes n'existent pas encore dans la Préfecture Gisenyi. Quant aux demi-grossistes, ce commerce est exercé par cinq commerçants. Les irrégularités dans le commerce handicapent la promotion du commerce national étant donné que le commerce clandestin favorise la fraude et prive l'Etat des recettes nécessaires pour la réalisation de ses objectifs. Ces commerçants y compris les irréguliers sont installés dans les centres commerciaux ou de négoce et dans les marchés répartis selon le tableau suivant :

Commune	Nom du centre	Importance	Jour du marché	Distance en km depuis la Préfecture
RUBAVU	Gisenyi CC	Grand	de lundi-Samedi	-
	Bikoro M	Moyen	Mercredi-Samedi	10 km
	Byahi M	Petit	Tous les jours	7 km
RWERERE	Lyabizige CN	Moyen	Mercredi-Samedi	16 km
	Gacurabwenge CN	Très petit	Mardi-Vendredi	23 km
KANAMA	Mahoko CN	Très gd.	Mercredi-Samedi	14 km
	Rasaniro M.	très pt	Mardi-Vendredi	26 km
MUTURA	Gahenerozo CN	Très gd	Lundi-Vendredi	25 km
	Kora CN	Grand	Mercredi-Samedi	31 km
	Kabumba M	Moyen	Mercredi-Samedi	31 km
	Kabatwa	Petit	Mardi-Samedi	26 km
	Kabali M	Très pt.	Mardi-Vendredi	22 km
NYAMYUMBA	Nyamyumba CN	Grand	Mercredi-Samedi	25 km
	Rwinyoni CN	petit	Mardi-Vendredi	34 km
	Pfunda M	très petit	Lun.-Merc-Samedi	11 km
	Nengo	moyen	tous les jours	1 km
KAYOVE	Kayove CN	Moyen	Mardi-Vendredi	55 km
	Kinunu CN	Moyen	Mercredi-Samedi	61 km
	Nkora CN	Très pt.	Lundi-Vendredi	69 km
	Gisiza CN	Petit	Mercredi-Samedi	69 km
	Gakoli(Rundayi) M	Très pt.	Jeudi	51 km
	Nyagahinika M	Très pt.	Mercredi-Samedi	25 km

KARAGO	! Kadahenda CN	! Petit	! Mercredi-Samedi	! 44 km
	! Oyamuhima M	! très pt.	! Mercredi-Dimanche	! 52 km
	! Rurembo M	! très petit	! Lundi - Vendredi	! 60 km
GICIYE	! Gasiza CN	! Moyen	! Mardi-Vendredi	! 54 km
	! Vunga C.N.	! Très gd.	! Mercredi-Samedi	! 86 km via
Gaseke	! Kabaya C.C.	! Grand	! Mercredi-Samedi	! 69 km
	! Rubaya M	! très petit	! Mardi-Vendredi	! 77 km
	! Mwendo	! très petit	! Mardi	! 79 km
	!	!	!	! Ruhengeri
Satinsyi	! Ngororero CM	! très grand	! Samedi	! 120 km
	! Gatega CM	! Grand	! Lundi-Vendredi	! 98 km
	! Mugambazi M	! très petit	! Mardi	! 96 km via
Kibilira	!	!	!	! Ruhengeri
	! Rusuno CN	! Grand	! Lundi-Jeudi	! 133 km
	! Cyome (Gatsaba) CN	! Grand	! Samedi	! 143 km
	! Kazaba CN	! Moyen	! Mercredi	! 123 km
	! Kayebe M	! très petit	! Mardi	! 151 km
Ramba	!	!	!	!
	! Birembo CN	! Moyen	! Mardi-Vendredi	! 151 km
	! Rutovu M	! très petit	! Mercredi	! 128 km
!	!	!	!	

Il faut entendre par CC : Centre commercial

CN : Centre de Négoce

M.: Marché.

B. Régime juridique sur le commerce

a) Législation sur le commerce

Au 31 décembre 1979, 5 personnes morales (sociétés) et 530 personnes physiques (commerçants individuels) se sont fait immatriculer au nouveau registre de commerce contre 494 personnes physiques au 31 décembre 1978. Bien des gens exercent malheureusement des activités commerciales sans registre de commerce. Rappelons en passant que le fonds de roulement de cinquante mille (50.000) constitue une condition difficile à satisfaire, raison pour laquelle le commerce illégal n'a cessé de perpétrer.

b) Le contrôle des prix

Bien que des agents chargés de ce contrôle tâchent de mener à bien leur travail, l'on s'est rendu compte, très tôt, que la loi n'est pas facile à appliquer. En effet, plus d'un commerçant malhonnête et avide de l'argent dépasse fréquemment les marges bénéficiaires de 15 % exigées pour les grossistes et demi-grossistes

.../...

et de 25 % pour les détaillants. Cette hausse illicite des prix mais aux résultats peu satisfaisants semble être l'enjeu même de la conjoncture économique du pays dans le secteur. L'inspection devrait être plus étoffée en personnel pour arriver à freiner ce genre de chose.

c) Loi sur le régime des boissons alcooliques

Elle n'est pas toujours bien respectée par les commerçants. Notons cependant qu'au cours de l'année 1979, 122 commerçants sont détenteurs de licences de débits de boissons alcooliques. Au 31 décembre 1978, ils étaient à 107 commerçants.

d) Décret-loi sur le transfert des activités commerciales

Des pratiques abusives ne cessent de se faire remarquer : en effet, certains croient qu'avec une autorisation que lui confère le registre de commerce d'exercer des activités commerciales ils ont ainsi droit à des transferts à leur gré. Bien que combattues, ces pratiques cèdent bien des fois à des irrégularités.

C. Problèmes généraux

a) Moyens d'approvisionnement

1. Produits importés

Le lieu d'approvisionnement reste la capitale du Pays et la Préfecture compte effectivement quatre demi-grossistes qui ont la porte de Kigali et autres commerçants moyens et petits se ravitaillent à Ruhengeri, Gitarama et Gisenyi. Et c'est quand une marchandise passe entre les mains de plusieurs personnes que cette chaîne élastique favorise la hausse illicite des prix sans que la marge bénéficiaire ne soit élevée. La distribution des produits importés devrait être organisée, autrement le contrôle des prix risque de s'effectuer sans trop d'effet.

2. Produits locaux

2.1. Primus

Au 31.12.1981, Gisenyi comptait 10 clients directs à la Bralirwa. Il existait également 9 autres détenteurs de licence modèle C qui s'achetaient des bons de commande chez des amis ayant accès à la Bralirwa.

La bière Primus reste écoulée officieusement vers le Zaïre lequel n'a plus une brasserie proche comme dans le temps (depuis 1977) à Bukavu.

2.2. Haricot

Grâce au Zaïre, la région semble produire suffisamment de haricot suite à des quantités énormes de haricot qui ne cessent de traverser la barrière. Malgré la standardisation du prix de cette denrée, des fluctuations ne manquent pas suivant les saisons, surtout dans les milieux les plus éloignés de Gisenyi.

2.3. Bananes-Pommes de terre

La région de Bugoyi produit par excellence la banane et la pomme de terre mais il a été constaté qu'elle ne dispose pas assez d'IBINYAMUNYU raison pour laquelle une partie de ce produit vient du Zaïre. Mais en 1978, le choléra avait fait interdire toute transaction que le prix d'un régime était à 400 Frs contre 150-250 Frs avant l'apparition du choléra. Maintenant les prix sont revenus à la normale.

Quant à la pomme de terre, la Commune Mutura est celle qui en produit suffisamment avec un prix variant entre 12 et 15 Frs.

2.4. Viandes-Légumes-Fruits

Dès 1978, la sous-commission des prix a fixé un kilo de viande sans os à 100 Frs contre 80 Frs pour un kilo de viande avec os ou viscères. Les prix n'ont cessé de s'augmenter respectivement à 120 et à 140 Frs.

Les Communes Rwerere et Mutura produisent amplement de légumes qu'on en trouve à suffisance sur le marché. Quant aux fruits, ils viennent du Zaïre.

2.5. Huile de palme

Il n'y a pas de commerçants d'huile de palme si ce ne sont que des femmes qui la vendent à la longueur des journées au moyen des transactions frontalières.

b) Echanges inter-régionaux

Les commerçants des Communes Giciye, Kibilira et Satinsyi se ravitaillent à Ruhengeri, à Gitarama et à Gisenyi. Ils y prennent des produits manufacturés et locaux tels que des haricot, sorgho, arachides et primus. Les marchés des Communes Kanama, Kayove, Nyamyumba et Rubavu fournissent les haricots, les patates douces, les bananes, les colocases et café pour Kayove. Dans les marchés de Mutura et Rwerere, on rencontre des légumes, du tabac, des pommes de terre et du maïs tandis que ceux de Satinsyi, Giciye et Kibilira fournissent le haricot, le soja, du manioc, du sorgho, des patates douces, du café et des légumes.

.../...

Le Zaïre fournit principalement du café (surtout avant l'année 1979 après laquelle des restrictions économiques ont été adoptées ce qui permet un petit passage du café), de haricot, de l'huile de palme, du ciment, de tissus de pantalon, des wax etc...

c) Commerce frontalier

Le commerce frontalier n'a pas trop d'activités. Seuls du ciment, de l'huile de palme et des haricots transitent par le service des douanes. Il y a aussi des souliers pour des dames, ^{et} des vêtements féminins.

En plus des licences habituelles, il existe aussi des licences achat-café, achat haricot, des patentes d'abattage ou de marchands de bétail. Dans tout ceci, le personnel reste réduit pour épauler l'autorité communale à dénoncer ceux qui pratiquent tel ou tel autre commerce sans autorisation préalable.

D. Les principales difficultés rencontrées sont

a) La non application des lois

- Activités commerciales sans registre de commerce
 - Hausse illicite des prix
 - Le non affichage des prix
 - Débits de boissons sans licence
 - Usage des poids non autorisés
 - Abattage sans patente
 - Truchement du pesage sur balance
 - Transfert commercial non autorisé
 - Achat de haricot sans autorisation.
- Chaquefois des amendes transactionnelles sont infligées aux contrevenants. Et en 1978, elles ont atteint le chiffre de 388.000 Frw.

b) Les Fluctuations

- Le prix de la primus dans l'intervalle de deux années a été changé. Il en est de même pour les Fanta (Soda)
- Il n'y a pas d'importation bien connue de ciment. Les prix sur le marché sont très capricieux.
- Pour le carburant, la situation a repris la normale par rapport à l'année 1978 suite au conflit ougando-tanzanien.
- Le lait en poudre est momentanément rare sur le marché local.

Dans les grands problèmes qui se posent au niveau du contrôle des prix, il faut retenir :

- Le manque de moyen de déplacement
- Besoin d'un inspecteur adjoint pour prévenir l'hadicap du service à Gisenyi même dans le ressort de la Sous-Préfecture
- Difficultés dans le contrôle des restaurants de même que celui des garages
- Fixation des prix de chambre dans les hôtels qui sont déterminés sur la fantaisie des ténanciers
- Détermination des limites du centre commercial étant donné une prolifération désordonnée des boutiques dans les habitations
- Détermination de la procédure à suivre pour contrôler les pharmacies et fixer le prix du pain selon les composants de chaque type.

VI. INDUSTRIES ET ARTISANAT

A. Industries

L'industrie est encore peu développée mais on rencontre ici et là quelques unités industrielles de type moderne ou de formation artisanale. Toutefois, la Préfecture est privilégiée par rapport à certaines Préfectures du Pays.

a) Industries alimentaires et agricoles

1.- La Bralirwa

La BRALIRWA est une industrie de fabrication de la bière Primus sur le territoire de la Préfecture de Gisenyi et une fabrique de boissons gazeuses et limonades à Kigali. La Bralirwa a été construite en 1958 à Kiraga dans la Commune Nyamyumba en Préfecture Gisenyi. Elle est devenue société rwandaise le 1er janvier 1963. Elle occupe une superficie d'une dizaine d'hectares. L'idée qui a contribué au choix dudit endroit était d'installer une brasserie dans un lieu qui n'était pas ou mal desservi en produits "Primus". En s'installant dans une région Goma-Gisenyi, la bière produite pourrait aller s'ajouter à celle qui venait de Bujumbura et d'autre part de Kisingani et également de Bukavu. De plus, cette localité de Nyamyumba a été choisie comme étant la baie libre la plus proche de Gisenyi et offrant le moins de difficultés pour les travaux de construction. Les services de cadre comptent 6 européens, 41 Rwandais et burundais et 530 subalternes avec 89 journaliers. Le premier ^{but} de la Bralirwa est de servir le marché rwandais mais on est actuellement freiné par les sorties vers les marchés voisins, c'est-à-dire le Zaïre, l'Ouganda et la Tanzanie. Son but lointain est de s'étendre si possible et officiellement vers les marchés voisins, après avoir assuré le marché rwandais.

.../...

En prenant les dix dernières années, on peut donner une idée sur l'évolution de la production de la Bralirwa :

1.1.- L'évolution de la production de la Bralirwa

1969 : 17.134.080 bouteilles
1970 : 19.860.600 bouteilles
1971 : 22.380.348 bouteilles
1972 : 23.760.720 bouteilles
1973 : 26.875.452 bouteilles
1974 : 30.323.496 bouteilles
1975 : 35.437.656 bouteilles
1976 : 46.572.372 bouteilles
1977 : 54.201.276 bouteilles
1978 : 63.499.716 bouteilles
1979 : 52.000.000 bouteilles
1980 : 71.300.330 bouteilles
1981 : 76.487.240 bouteilles.

Le produit fabriqué est la bière PRIMUS. Les matières utilisées sont le malt, le riz, le sucre et le houblon.

1.2. Les étapes de la fabrication de la bière Primus

1.2.1.- Le brassage : qui a pour but de fabriquer un brassin de mout, c'est-à-dire un jus contenant des sucres, des matières azotées, des vitamines etc...

1.2.2.- La fermentation : Après refroidissement du mout, on introduit une levure d'une race biologiquement pure et sélectionnée. La levure se nourrit d'éléments nutritifs du mout, principalement le sucre et excrète de l'alcool éthylique et du gaz carbonique. Le mout se transforme ainsi en bière.

1.2.3.- La garde : Après fermentation, la bière est refroidie et conservée à 0° pendant un certain temps. Au cours de cette garde, la bière se débarrasse de sa levure, des matières azotées coagulées etc... et subit ainsi un affinement, une maturation.

1.2.4.- Filtration et soutirage : Lorsque la garde est terminée, la bière peut être livrée à la consommation après avoir été filtrée pour devenir limpide puis on la soutire, c'est-à-dire on la met en bouteilles.

.../...

La Bralirwa rencontre des difficultés :

a) Générales

La trésorerie de la société reste déficitaire, malgré la hausse considérable des ventes : c'est paradoxal mais ça s'expliquerait par la marge restreinte entre le prix de revient de la bière et le prix de vente. La conséquence est le retard dans le paiement de la taxe de consommation. Aussi, la société doit faire face à ses dépenses importantes pour réaliser l'extension de la cave prévue sur le budget 1981 pour un triple but :

- Garantir le niveau de production atteint
- Achat de casiers plastics
- Introduction de la nouvelle bouteille STUBAY.

Une demande d'augmentation du prix de la bière a été introduite en juin 1981

b) Particulières

Les problèmes d'eau dûs aux perturbations en approvisionnement. En plus de cela, l'eau n'est pas encore qualitative et quantitative. L'AIDR et l'ELECTROGAZ ont été saisis de la question pour pallier aux incidences remarquables exercées sur la production.

Pendant la remise à neuf de la centrale hydro-électrique de Gisenyi, la Brasserie a tourné par ses propres électrogènes durant la période d'entretien des turbines. Bien que l'approvisionnement en production électrique est régulier, les moyens sont encore inefficaces pour produire de l'électricité en suffisance dans la ville et pour la brasserie.

La route Rond-Point - Brasserie a besoin d'être asphaltée. La Brasserie propose même de préfinancer les travaux en 1982 si financement est possible auprès des Banques.

La Brasserie est régulièrement privée de lignes téléphoniques, ce qui inflige un réel préjudice à la Brasserie.

La Bralirwa a offert une centaine d'emplois nouveaux. Il y a eu aussi une réorganisation interne de la société BRALIRWA dont un centre de gestion créé à Kigali comme organisme assurant l'administration centrale de la société.

Les budgets 1982 viseront essentiellement à :

- agrandir la capacité de froid nécessaire à la fabrication
- augmenter la capacité de stockage de bière en cuve
- accélérer le refroidissement du moût.

.../...

2. RWANDEX

C'est une société à but lucratif où le Gouvernement détient la majorité des actions. L'usine à café a acheté et usiné 12.240.676 kg de café qui représentent une valeur de 1.528.649 Frw. La pointe des achats a atteint en juillet 1981 : 3330 T.

Le café reste continuellement et principalement exporté aux Etats-Unis par le canal de l'OCIR. 18.596 kg de première qualité et 6.485 kg de deuxième qualité ont donné lieu à une torréfaction et commercialisation par différents distributeurs du Pays à concurrence de 7.000.000 Frw. Le quinquina demeure également commercialisé par la Rwandex.

Les deux camions à sa disposition ont permis de faire entrer 2.705.560 Frw. La nouvelle usine a été équipée de machines neuves dont deux souffleries pour le transport de café et déchets; un nouveau moulin industriel pour le café torréfié, un compresseur, un aspirateur pour le nettoyage de l'usine et d'autres travaux.

En ce qui concerne le courant électrique et la collaboration avec Electrogaz, de nouveaux tableaux de mesurage, un transformateur de 400 KVA, de nouveaux câbles 4 x 150 jusqu'au tableau de distribution à l'usine ont été installés.

L'intérieur de l'usine a reçu un recouvrement en ciment. La partie entre l'usine et le bureau a été démolie pour y construire un dépôt en matériaux lourds et volumineux. L'usine a acquis aussi deux logements pour son personnel.

Difficultés :

- Le courant n'est pas régulier
- Irrégularité des services de communication avec Kigali suite à l'introduction du système quota par O.I.C. (Organisation Internationale du Café).

b) Industries extractives

1.- SOMIRWA Gatumba

L'entreprise a débuté en 1930 avec activité d'industrie extractive. Elle dispose à Gatumba en Commune Kibilira d'une usine d'épuration des minerais bruts de cassitérite, de wolfram et de colombo-tentalite. La SOMIRWA travaille exclusivement sur Gisenyi et Kibuye (Bijyojyo et Biseşero) avec un petit ressort sur Gitarama (NDIZA et Mushishiro). Cette usine exporte son produit vers l'Europe et plus tard elle pourra l'expédier à l'usine de fonderie de Kibuye près de Kigali.

Les substances exploitées sont : le cassitérite, le wolfram, la colombite et le béryl. Ces minerais sont exploités dans trois Préfectures ci-dessus et sur divers chantiers. Le secteur Gatumba dispose de 9 services généraux : la gestion, la garde industrielle, le service médical, le garage, l'atelier, l'usine d'épuration, le service de protection et de laboratoire. Le personnel comprend 1.182 travailleurs permanents dont 2 cadres expatriés et 4 cadres nationaux. Le même personnel compte 85 travailleurs journaliers. La Somirwa pratique une politique de la recherche d'une main d'oeuvre constante et stable, raison pour laquelle les mutations et licenciements sont réduits au strict minimum.

Réalisations économiques 1981

Le secteur Gatumba a réalisé en 1981 : 405.475 kg de cassitérite et 56.911 kg de wolfram et la société paye 5 Frs par kg net exploité aux Communes avec lesquelles elle exploite les minerais par le système de sous-traitance; Gatumba continue d'éclairer l'hôpital de Muhororo par un groupe électrogène qu'il alimente régulièrement.

Difficultés

- Difficultés de routine : manque de terre causé par la forte densité de la population.
- Des signes d'épuisement des minerais dans certaines régions, ce qui oblige d'intensifier les exploitations à l'aide d'une certaine mécanisation.
- Le problème de sécurité sociale des sous-traitants est encore en étude au niveau gouvernemental et de la Direction Générale de la SOMIRWA.

c) Industries mécaniques

Il est très regrettable qu'il n'y ait pas d'activités mécaniques au niveau industriel. Toutefois, l'on peut se contenter de parler de Rwanda-Meubles, de la menuiserie Félix, de la menuiserie de Muramba ainsi que des activités de l'Economat Général de Nyundo.

1.- Rwanda-Meubles

Rwanda-Meubles est une coopérative de menuiserie qui date de 1969. Elle a employé un personnel de 36 agents au cours de l'année 1979 contre 38 agents en 1978. Rwanda-Meubles a supporté 90 % des commandes pour le projet de réforme scolaire et a atteint un total de 8.627.007 Frw. Rwanda-Meubles travaille des caisses, des fauteils, des divans, des casiers, des planchettes, des planches pour palettes, des madriers pour palettes, des lattes de plafond, des portes, des fenêtres, des tables, des chaises, des bancs, des tabourets, des buffets, des tables-berceaux, des étagères, des cercueils,

des lits, des porte-manteaux, des planches, des armoires, des garde-manger et des armoires. Malheureusement, la coopérative se heurte à des problèmes de manque de courant continu qui paralyse la marche générale des travaux. Le manque de bois pour fabrication des casiers fait également défaut.

2.- Menuiserie de Muramba et de Félix

La menuiserie est également mécanisée. L'on produit en effet des tables, des lits, des chaises, des armoires, des portes, fenêtres etc... Il en est de même pour l'Economat Général de Nyundo.

Quant aux garages sis à Gisenyi, nous avons le garage Gisenyi Motors qui est essentiellement le plus serviable. Il existe également le garage Populus et le garage du Lac.

d) Industries chimiques

1. Electrogaz

1.1.- Usine d'épuration d'eau de Gihira

L'objectif du projet est de rendre l'eau de la rivière Sebeya plus claire et potable. Le promoteur de l'usine est Electrogaz. Sa capacité de production est de 110 m³/heure soit 96.360 m³ par mois. Ainsi l'eau de la Sebeya rendue plus claire et potable est utilisée essentiellement par la ville de Gisenyi ainsi que la brasserie et dans le temps la ville de Goma. L'usine compte un Chef de l'usine, trois laborantins, 9 épureurs et un aide-épureur. Depuis longtemps, le laboratoire n'avait pas fonctionné mais au cours de l'année 1979, il a été mis en marche et le personnel est actuellement apte à effectuer des analyses bactériologiques.

Parmi les difficultés connues, l'on peut citer les appareils usés qui ne sont pas encore remplacés suite au retard dans les commandes. Par ce fait même, certains manoeuvres ont été supprimés.

1.2.- La centrale Hydro-électrique de Gisenyi

Vieille de 20 ans seulement, la centrale hydro-électrique de Gisenyi a été usée prématurément à cause des eaux de la rivière Sebeya chargées de sable qui ont endommagé les turbines au cours des années. Un groupe turbo-alternateur a été mis hors service définitivement tandis que l'autre se trouve dans un état de fonctionnement très précaire de façon que la continuité dans la fourniture de l'énergie électrique ne peut plus être assurée.

A côté de cette vieille centrale hydro-électrique, la station de Gisenyi dispose également d'une centrale thermique équipée de deux groupes dont un hors usage tandis que l'autre fonctionne de façon plus ou moins satisfaisante. Malheureusement, la puissance qu'il fournit ajoutée à celle de la centrale hydro-électrique ne suffit pas pour combler les besoins énergétiques de la ville.

Depuis l'année 1971, la situation n'a fait pratiquement que s'empirer de jour au jour. Cette situation a été causée par l'usage prématuré des pièces des turbines. La seule intervention qu'il y a jusqu'à ce jour fut de remplacer les pièces d'usure mais avec du matériel approprié de sorte que cela n'a même pas servi pendant quatre mois.

Dès lors, la production a commencé à baisser puisque les machines ne supportaient plus la charge. Ce fut pour cause la cassation de l'axe de turbine n° 2 en date du 26 octobre 1978, qui a résulté d'une petite surcharge instantanée, ce qui a provoqué son déclassement en conséquence.

La centrale thermique qui dessert la ville de Gisenyi date de 1949 puisqu'elle avait servi à Kisangani en République du Zaïre avant d'être mise à la disposition de Gisenyi. Lors de son implantation, elle était constituée par deux moteurs pouvant donner ensemble 700 Kw. Malheureusement en 1973, un des deux moteurs a été déclassé et celui qui est resté actuellement ne peut plus donner que 200 Kw. Au cours de l'année 1981, les travaux préliminaires pour son extension ont débuté. Déjà le projet figure dans le troisième plan quinquennal avec financement acquis.

1.3.- Etat actuel de l'Electrogaz

La situation de l'Electrogaz a été une des préoccupations du conseil préfectoral depuis 1977. Comme le conseil préfectoral en sa séance du 26 janvier 1979 avait déploré l'état lamentable de cette station Electrogaz de Gisenyi, la Direction de l'Electrogaz a fait savoir que l'insuffisance et la discontinuité dans la fourniture de l'énergie électrique constituent un frein au développement socio-économique. L'origine de ces difficultés s'explique par le fait que le sable charié par la rivière Sebeya a endommagé prématurément les turbines de la centrale hydro-électrique.

En conséquence, l'Electrogaz a exécuté les travaux suivants ;

- Acheminement à Gisenyi de trois groupes Diesel d'une puissance totale de 435 Kw
- Construction d'un dessableur en amont de la centrale hydro-électrique pour écarter le sable des eaux qui passent dans la conduite d'amenée.
- Renouvellement des groupes turbo-alternateurs et des installations électriques.

Malgré cela, les machines subissent la même usure avec un rythme un peu plus ralenti étant donné que le dessableur ne peut pas fonctionner comme prévu : ceci est dû au fait que quand les vannes de purge du dessableur sont ouvertes, la conduite ne peut pas être constamment remplie pour permettre de tirer de deux machines une puissance maximale. Malgré cela, les productions ont été élevées à 5.585.391 Kwh pour l'électricité et à 739.453 m³ d'eau avec le débit ou crédit dans la caisse de 28.928.999 Frw contre 37.400.955 en Banque.

L'usine d'épuration fait ainsi état d'un approvisionnement irrégulier en réactif; soit que la Sebeya devient intraitable pendant les saisons de pluie; soit que la vétusté de son équipement est restée irremplacée. L'eau n'est pas claire : exploitations des mines dans les sources de la rivière Sebeya et au niveau du barrage, il y a des difficultés causées par des saletés descendant dans la rivière et qui viennent obstruer la grille de captage.

1.4;- Projet de ligne de haute tension Mukungwa-Gisenyi

Dans la Préfecture, une ligne axée sur la centrale hydro-électrique sur la Mukungwa pourra alimenter en électricité la région de Kabaya, à savoir Nyakinama-Shyira-Kabaya-Rubaya et ensuite Kabaya-Muramba. La même connexion est possible à partir de Gatumba.

Suite à la demande de la Direction de l'Electrogaz, une commission allemande chargée du bureau d'études "FICHTNER" est arrivée au Rwanda pour refaire l'étude d'électrification du tronçon Ruhengeri-Gisenyi. De ce fait, la Direction voulait avoir les projets de développement nécessitant l'électrification ainsi que les projets envisagés dans la même région.

Ce projet a été retenu dans le troisième plan quinquennal 1982-1986 avec les lignes latérales citées ci-haut.

In conséquence, l'installation des turbines

— Admettent à l'essai de 1000 à 1500 kW
— Construction d'un barrage de la centrale hydroélectrique
pour servir de barrage de retenue des eaux de la rivière
— Aménagement des groupes turbo-alternateurs et des installations
d'éclairage.

Malgré cela, les études effectuées la même année
dans un système de pompage ont permis de constater que
pas d'installation possible de ce type de pompe dans les
zones de forte dénivelation. La solution ne peut
pas être complètement remplie par pompage de l'eau de la rivière
une puissance maximale. Malgré cela, les études ont été effectuées
pour l'installation d'un barrage de 1000 à 1500 kW et de 1000 à 1500 kW
en outre dans le cas de 1000 à 1500 kW et de 1000 à 1500 kW
barrage.

L'étude d'énergie est ainsi faite dans les conditions
tant régulières en régime de pompage de la centrale hydroélectrique
pendant les saisons de pluie que la vitesse de son écoulement
est restée invariable. Les études ont été effectuées dans les zones
dans les zones de la rivière de 1000 à 1500 kW et de 1000 à 1500 kW
des difficultés causées par des sautes de débit dans la rivière
et qui viennent entraver la grille de barrage.

1.4 - Etat de la ligne de haute tension

Dans le
barrage, une ligne axée sur la centrale hydroélectrique est la
solution pour alimenter en électricité la région de Khabarovsk et avoir
Khabarovsk-Kamovskaya et autres Khabarovskaya. La même
connexion est possible à partir de Gataika.

Suite à la demande de la direction de l'énergie,
une commission allmande chargée de l'étude "TIGRAN" est
arrivée en Russie pour étudier l'état de l'installation de la centrale
Khabarovsk. De ce fait, la direction a pu avoir les projets
de développement concernant l'installation ainsi que les projets
envisagés dans la même région.

Le projet a été élaboré dans le cadre de
l'installation 1000-1500 avec les lignes à haute tension.

Liste des centres à alimenter en électricité

Commune	Lieu	Infrastructures à alimenter
RUBAVU	Rugerero	- Centre administratif communal
	!	! - Centre de santé Murara
	!	! - Centre urbain de Gisenyi
RWERERE	Busasamana	- Centre administratif communal
	!	! - Centre de santé
	!	! - Paroisse
	!	! - Sous-Préfecture de Ryabizige (en projet)
		! - C.C.D.F.P.
MUTURA	Kora	- Centre de négoce
	!	! - Séchoir de pyréthre
	!	! - Centre Vétérinaire
	!	! - Dispensaire rural
	!	! - Centre d'entraînement commando
	!	! - Réservoir stratégique de carburant
	!	! - Service des semences sélectionnées
	!	! - Centre administratif communal
	!	! - Université Adventiste d'Afrique Centrale
	!	! - Séchoir de pyréthre
		! - ISAR Tamira
KANAMA	Mahoko	- Centre administratif communal
	!	! - Centre commercial
	!	!
	Nyabirasi	- Centre de santé
	!	!
	Nyundo	- Evêché
	!	! - Plusieurs établissements scolaires
	!	! - C.P.D.F.P.
!	! - Usine à thé à Pfunda	
!	! - Léproserie	
NYAMYUMBA	Kigufi	- BRALIRWA
	!	! - Gaz - Méthane
	!	! - Sous-Préfecture en projet (Kivumu)
	!	! - Centre de santé
	!	! - Paroisse en projet
	!	! - Home Kigufi

.../...

KAYOVE	! Kayove	! - Centre administratif communal
	!	! - Centre de santé
KARAGO	! Rambura	! - Centre commercial Gasiza
	!	! - Paroisse
	!	! - Ecoles secondaires
	!	! - Centre de santé
	! Mwiyanike	! - Usine à thé Nyabihu
	!	! - Centre de santé
	!	! - Centre administratif communal
	! Jenda	! - Bâtiments administratifs de l'OCIR
	!	! - Centre de négoce
	!	! - Silo de stockage
Giciye	! Shyira et	! - Centre commercial
	! Vunga	! - Poste et Télécommunication
	!	! - Hôpital
	!	! - Paroisse
	!	! - Ecole Secondaire
	! Giciye	! - Centre administratif communal
	!	! - Tribunal de canton
	!	! - Projet d'intensification des cultures vivrières
GASEKE	! Gaseke	! - Centre administratif
	! Kabaya	! - Centre administratif de Sous-Préfecture
	!	! - Hôpital
	!	! - Maison d'accueil
	!	! - Paroisse (en projet)
	!	! - Centre commercial
Rubaya	! Rubaya	! - Usine à thé
SATINSYI	! Ngororero	! - Centre commercial
	!	! - Centre administratif communal
	!	! - Centre administratif de la S/Préfecture
	!	! - Centre de santé de Nyange
	! Muramba	! - Paroisse et écoles secondaires
	!	! - Centre de santé
	!	! - Menuiserie
KIBILIRA	! Gatumba	! - Centre minier
	!	! - Hôpital de Muhororo
	!	! - Paroisse
	!	! - Centre administratif
	!	! - Centre commercial

RAMBA	!	Ramba	!	- Centre administratif communal
	!		!	- Paroisse
	!		!	- Centre de négoce

En conclusion, une telle étude n'est pas assez exhaustive, il est sans doute d'autres infrastructures non encore commencées et qui peuvent débiter au lendemain de l'électrification : le travail ainsi présenté est sujet de beaucoup de modification.

2. Station Gaz-Méthane

2.1.- Généralités

La station gaz-méthane est une des stations de l'Electrogaz qui est un établissement public de production, de transport et de distribution d'eau, d'électricité et de gaz tel que jadis dénommé REGIDESO, de captage du gaz-méthane (CH₄) des profondeurs du lac Kivu jusqu'aujourd'hui à titre expérimental d'où son appellation communément connue de "station pilote du cap Rubona".

La station gaz-méthane se trouve au cap Rubona dans la Commune Nyamyumba à 5 km du Chef-lieu de la Préfecture. La présence du gaz en dissolution dans les eaux profondes du Lac Kivu a été remarquée dès 1947 par le Professeur H. Mamas : en 1974, MM CAPART et KUFFERATH de l'Institut des Sciences Naturelles de Belgique confirmèrent le caractère combustible du gaz de profondeur établissant que le gaz carbonique et le méthane en étaient les constituants principaux et constatèrent que les quantités de gaz dissous dans les couches profondes devaient être considérables.

A la suite des rapports de ces experts, le Ministère des colonies belges demanda à la société UNION CHIMIQUE BELGE (UCB) d'étudier les possibilités d'exploitation de ce gisement et d'en déterminer les caractéristiques.

La première mission de l'UCB installée à Goma (entre octobre 1953 - Avril 1954) :

- détermina la composition du gaz;
- estima le volume du méthane pur contenu dans les eaux à 57 milliards de m³
- proposa la pose du tuyau plongeant dans la nappe comme moyen d'exploitation
- suggéra les possibilités d'épuration et d'enrichissement du gaz par l'eau du lac.

.../...

Les résultats de ce rapport optimiste ont permis d'envoyer une seconde mission dans le but de compléter et améliorer la technique d'exploitation de ce gisement.

Seconde mission (juin 1957 - mars 1959)

Installation d'une station pilote sur la rive congolaise à Keshero (8 km à l'Ouest de Goma) avec l'installation de deux captages, le premier sur la surface et le second en profondeur.

Résultats :

Tous ces essais favorables ont poussé le Gouvernement belge à décider une première réalisation industrielle qui a été ainsi installée au cap Rubona située au Rwanda. Elle alimenta depuis 1962 la Brasserie en gaz.

2.2.- Epuration du gaz

Le gaz brut contient :

- CH₄ : 25 %
- CO₂ : 73 %
- H₂S : 0,05 %
- Gaz inerte ou commercial : 1,55 % doit être épuré pour une utilisation commerciale.

2.3.- Evolution de l'état de la station

Il a été précisé que c'est à partir de l'année 1967 que la station n'a pas fonctionné normalement. Depuis 1977, point de repère, la situation de la station suite à des défauts n'a pas manqué de préoccuper les autorités préfectorales, cela se manifeste davantage si l'on considère les débats du conseil préfectoral lors de ses séances respectives du 24 février et du 5 mai 1977.

Pour la première fois, le conseil a recommandé la mise en marche de cette station au Gouvernement par le canal du Ministère de tutelle. Pour la seconde fois, le Conseil se félicitait de ce que le Gouvernement consentait de relancer la réfection de la station du cap en attendant le financement consenti par le PNUD et au moyen d'un budget de démarrage.

2.4. Difficultés rencontrées

Depuis trois ans, l'usine est en arrêt quasi-total à ce que les appareils ont été usés. Deux problèmes cruciaux se posent :

1.- Le compresseur K 70 dont le rôle est de refouler le gaz épuré à la Bralirwa est usé.

2.- Le lac subit des variations de niveau de plus en plus d'un mètre par suite au passage de saisons sèches aux saisons humides et il s'en suit qu'au niveau minimum, le débit d'eau qui traverse les colonnes de lavage diminue et le lavage perd son efficacité.

En résumé, il faut remplacer les machines et installations en mauvais état.

2.5.- Perspectives d'avenir

La réfection des installations et le remplacement de certains appareils ont été exécutés en 1981 et les travaux continuent encore. Par l'intermédiaire de la CEPGL, des appels d'offre internationaux sur les études de préfactibilité du projet gaz-méthane du lac Kivu ont été faits.

C. Les entreprises de service

a) Station Mobil

Cette entreprise a été construite en 1952. Elle a été reprise en 1979 à LUBRICAR. La distribution de carburant atteint plus de 1.100.000 litres par an avec une moyenne de 3.000 litres par jour. La station fournit également du Fuel oil à la Bralirwa de l'ordre de plus ou moins 372.000 litres par an.

b) Le garage "Ets Gisenyi Motors"

Ce garage est le plus connu à Gisenyi. Malheureusement, il manque très souvent des pièces de rechange pour les véhicules nouveau modèle et les matériaux nécessaires de dépannage. Signalons que ce garage a réparé en 1978, 564 véhicules et 684 véhicules en 1981.

c) Le garage Populus

Ce garage créé le 23 janvier 1978 est une sorte de coopérative dénommée C.E.M.R. ou Coopérative Electro-Mécanique du Rwanda. Ses débuts ont été difficiles principalement à cause d'une gestion malsaine. L'outillage étant également très réduit, le personnel peu apte et insuffisant.

.../.....

d) Le garage du lac

Au cours de la période 1978-1979 le garage du lac était aux services de l'AMGAR installé à Kigali.

e) Le garage MWAKA KATAKEMWA

C'est un garage qui date de 1956. Malheureusement, ce garage n'est pas suffisamment équipé en pièce de rechange d'où ses clients sont très peu nombreux.

f) La station ERP

La station ERP est la plus connue et la plus approvisionnée à Gisenyi. Elle distribue 3.800 litres de carburant par jour et environ 1.387.000 litres de carburant par an.

g) Le garage N.A.H.V.

Cette succursale a débuté à Gisenyi au cours de 1980 et fait travailler 23 personnes. Le garage NAHV peut recevoir 15 véhicules. Les véhicules réparés atteignent plus de 5.000 cette année.

Cette succursale assure un ravitaillement important dans la ville. Il y a ainsi réparation des véhicules, des motos, d'appareils électriques avec vente sur place de pièces de rechange, d'articles de ménages, de réfrigérateurs, radio et autoradio. Il est aussi question de vente de moteurs pour moulins, de groupes électrogènes et d'autres machines diverses. Sur le plan commercial, on remarque une alimentation générale, des produits agricoles chimiques, des balances, des tôles, des tuyaux, des vélos, des matériels de construction....

VII. INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATIONS

Les moyens de communications sont assurés par plusieurs services à savoir :

- Les privés
- Les postes TSF et PTT
- Les réseaux téléphoniques et télégraphiques
- Le service de l'aéronautique
- Le service de l'ONATRACOM.

.../.../...

A. Routes

a) Voirie urbaine

Au cours de l'année 1981, des activités diverses ont été accomplies respectivement dans le cadre de la voirie urbaine où les avenues, les rues et sentiers ont subi le maximum d'entretien.

b) Les routes nationales

1. Route Gisenyi-Jenda

Elle est asphaltée mais étant à nos jours détériorée, elle mérite une attention plus particulière. Cette route est un tronçon de la route Gisenyi-Ruhengeri.

2. Route Rugalika - Koko

Des activités comme l'élargissement de la plate-forme, le débroussaillage des accotements, le débouchement des caniveaux, l'enlèvement des éboulements ainsi que l'extraction de pierres pour recharger les endroits glissants ont été tour à tour exécutées.

3. Route Mahoko - Musenyi

L'entretien a été assuré par deux capitais et un dernier qui n'a consacré que trois mois sur le pont de Karambo.

4. Route Gacuba II - Kabuhanga - Mutura

Reliant le Rwanda et le Zaïre par la frontière de Kabuhanga, cette route n'a été entretenue que par l'Etat pendant un certain temps en 1977. Actuellement, cette route a perdu tout son aspect puisque les Communes Rubavu, Rwerere et Mutura ne peuvent pas l'entretenir à leurs propres frais.

5. Route Gatumba - Nyamisa

C'est une route difficile à entretenir parce qu'elle subit de grandes inondations résultant des crues de la Nyabarongo pendant la saison pluvieuse. L'effort communal ne suffit pas, l'Etat devrait intervenir.

6. Route Kabaya - Gatobo

Cette route très importante devait relier Kabaya-Gatobo-Mahoko mais les travaux débutés en 1977 furent suspendus et les ouvriers furent transférés. Cette route allait raccourcir de 24km l'actuel trajet Kabaya-Mukamira-Mahoko en passant par Mahoko. Le Conseil Préfectoral a toujours suggéré la reprise des travaux.

7. Route Mahoko-Kigarama-Gikungu-Rutsiro-Ramba

Cette route devrait revenir aux mains de l'Etat pour son meilleur entretien.

c) Personnel

Il y a 11 capitats pour une main d'oeuvre importante qui varie suivant les saisons. Le bureau compte également un surveillant des ponts et chaussées pour toute la Préfecture, un surveillant adjoint pour le ressort de la Sous-Préfecture de Kabaya ainsi qu'un autre affecté au bureau du service préfectoral.

d) Routes communales

1. Commune Rubavu

Elle compte 28 routes entretenues dans le cadre de l'umuganda. 3 routes reliant les Communes Rubavu, Rwerere et Mutura méritent un financement de l'Etat. Elles sont d'une grande importance pour la population : il s'agit des routes :

- Kabuhanga - Mutura - Kabari : 7 km
- Nyundo - Cyanzarwe - Ryabizige (Rwerere) : 11,5 km
- Rugerero - Bikoro - Kinyazovu : 5 km.

2. Commune Rwerere

La Commune Rwerere compte 7 routes entretenues grâce aux travaux communautaires de développement dont trois méritent une aide de l'Etat. Il s'agit des routes :

- Muhumba - Kinogo : 8 km
- Busasamana - Ntango : 5 km
- Ryabizige - Mwumba : 7 km.

3. Commune Mutura

Cette commune compte 10 routes entretenues par la population dans le cadre des travaux communautaires. Huit doivent relier les secteurs Mugonga, Mudende, Nyaruteme et Kanzenze. Les deux autres ont été citées plus haut, ce sont Kabuhanga-Mutura-Kabari et Rwerere-Gahenerezo-Kabali.

.../...

4. Commune Nyamyumba

Huit routes existent grâce à l'umuganda. Cinq parmi elles exigent un subside de l'Etat.

- Route Kivumu - Gashashi : 7 km. Cette route s'embranché à la route nationale Rugalika-Koko vers Kibuye. Elle continue jusqu'à la coopération agricole de Nkora en Commune Kayove.
- Route Rubona - Munanira - Gatyazo : 9 km. Elle passe par la Bralirwa depuis Rubona pour rejoindre la route nationale Rugalika-Koko.
- Route Gisa - Kabilizi - Rushubi : 3 km. Un pont a été construit par les deux communes Rubavu et Nyamyumba, seulement la Commune Nyamyumba a eu un retard de ne pas achever sa part.
- Route Gitsimbi - Rushubi - Munanira : 11 km. Cette route rejoint la Bralirwa pour déboucher à la route nationale Rugalika-Koko.
- Route Nyamyumba - Busoro - Kigufi : 10 km. Son entretien dépasse les moyens financiers locaux.

5. Commune Kayove

Entretenues par l'umuganda, trois des neufs routes réclament une aide de l'Etat :

- Route Nkomoro - Nkora - Gashashi : 25 km. Sur la même route il y a 7 km pour le tronçon Nyamyumba - Kivumu - Gashashi pour faire un total de 32 km. Du côté Kayove, il existe des ponts mais du côté Nyamyumba, il n'y a qu'un seul pont. Tous les ponts sans le concours de l'Etat sont difficiles à entretenir.
- Route Nkomoro - Musasa - Murama : 15 km. La route reste à achever vers Kibuye pour rejoindre la route qui conduit vers la Commune Mabanza. Un subside de l'Etat aiderait dans la construction du pont de Koko, le dynamitage des endroits pierreux dans le secteur Musasa et autres endroits de même nature.
- Route Gakeri - Biruyi - Nyagahanika : 17 km. Cette route passe du côté du centre de santé de Biruyi et dispose d'un pont à construire.

6. Commune Kanama

Le nombre de routes entretenues dans le cadre de l'umuganda n'est pas bien connu mais il y a lieu de parler de trois routes les plus importantes :

.../...

- Route Kigarama - Gikungu - Rutsiro : C'est une route étroite dont le pont sur la Sebeya nécessite une nouvelle construction. La vocation de la route est de servir de trait d'union entre Gisenyi et Kibuye, parcours qui est essentiellement en pleine forêt naturelle.

- Route Bigizi - Mwumba : elle est embranchée à la route nationale bitumée en direction de la Commune Rwerere.

- Route Kayove - Mutura : Elle est embranchée également à la route nationale à partir du gîte Mutura.

7. Commune Kibilira

Il existe dix routes entretenues dans le cadre de l'umuganda, dont trois méritent une aide de l'Etat.

- Route Gatumba-Bijyojyo : 15 km. Elle relie la Commune Kibilira à la Commune Kivumu mais en 1972 son entretien était à la charge de l'Etat. Actuellement, elle dépend de la SOMIRWA. Plusieurs ponts restent à construire.

- Route Karehe - Gitara : 25 km. Il restait 10 km en 1978 pour terminer la route vers Ramba mais un pont a dû freiner l'avancement de la même route faute des moyens financiers suffisants.

- Route Karehe - Kigarama - Mukingo - Ntaganzwa : 14 km. Depuis 1978, la route n'était pas achevée et elle ne l'est pas entièrement jusqu'à cette date. La route est plus ou moins coupée de passer par Gatumba que de passer par Ntaganzwa.

8. Commune Satinsyi

La Commune n'a pas un réseau routier assez dense. Des cinq routes, trois méritent d'être analysées :

- Route Gataba - Kiziguro : 12 km. Son entretien avait débuté en 1970. Au 31 décembre 1978, seuls 9 km étaient praticables contre 3 km qui restaient. Elle va de Ruhengeri vers Ngororero mais il était plus avantageux d'allonger la rivière Nyabarongo mais hélas, la Commune n'a pas pu achever le tronçon.

- Route Rupagabaga - Muramba : 12 km. Cette route avait survécu grâce à un subside fourni par l'Etat à la Commune et son importance est d'autant plus réelle quand on considère son raccourci de Ruhengeri vers Muramba. Elle est économique suite aux infrastructures sises à Muramba dont une paroisse, un centre de négoce, une menuiserie et des établissements secondaires.

- Route Kagogo - Kazabe : 7 km. Cette route a été actuellement délaissée. Elle servait de transaction rapide entre Kagogo et Kazabe en passant par Ngororero.

9. Commune Karago

Le réseau dépend surtout des réalisations du projet thé Karago-Giciye. Pour le trafic local l'on peut développer l'état des trois routes suivantes :

- Cyamabuye - Busoro : 3 km. Cette route est à charge du projet théicole. Au lieu de parcourir le trajet Mukamira - Busoro, qui est long de 8 km, l'on passe directement de la route Walimali en Commune Karago sans passer par Mukamira.

- Nyanguragure-Nyamuhima : 5 km. Son importance locale est confirmée; elle conduit vers le nouveau centre de négoce de Rurembo et se relie également à la route Rurembo - Gifunzo (7km). Ces deux routes restent à améliorer. La route rencontre également celle de Ngurugunzu-Nyamuhima à celle de la Commune Nyamutera vers Ruhengeri. La Commune Karago mérite une aide pour la construction d'un pont à Rwaza.

10. Commune Giciye

1.- Route Gasasa - Shyira : Cette route est longue de 19 km. Son importance est d'une extrême vitalité parce qu'elle relie la Commune au centre commercial de Vunga, à l'hôpital de Shyira et au collège inférieur de Shyira.

2.- Route Ntoshu - Jomba : Cette route est praticable parce qu'elle est surtout entretenue par le Ministère des Travaux Publics.

11. Commune Gaseke

Toutes les routes sont entretenues par l'usine à thé Rubaya.

Ce sont :

1°- Gaseke - Mwendo - Magaba : 15 km

2°- Rubaya - Ramba

et d'autres qui relient les secteurs et qui ouvrent sur divers chantiers théicoles.

12. Commune Ramba

- Route Birembo - Sovu jusqu'à la rivière Satinsyi où elle va rejoindre celle de la Commune Kibilira, secteur Gitarama.

NOTE : La qualité de l'état du réseau routier dépend énormément des saisons. Pendant la saison pluvieuse, les routes sont gravement détériorées, à part la route asphaltée Gisenyi-Jenda. La création de nouvelles routes est souvent stoppée par des urgences dans l'exécution de l'Umuganda, écoles, lutte anti-érosive etc...

Beaucoup de travaux nécessitent des montants importants : ponts, canaux etc...

B. Transports lacustres

Comme on le sait, le lac Kivu est navigable. Il compte en tout 120 km de longueur et 80 km de largeur. Le lac permet la navigation de trois bateaux publics, à savoir : Umubano, Nyungwe et Muhabura (en panne), deux dans le cadre de l'ONATRACOM et un autre au niveau de l'ORTPN. Il existe d'autres bateaux appartenant à la TRAFIPRO et à d'autres particuliers respectivement des trois Prefectures interlacustres.

C. Aérodrome de Gisenyi

Il comprend deux activités : l'aviation civile et la météorologie. L'aérodrome est érigé dans la parcelle n° 1.055 avec 1.400 m de long et 400 m de large. Le bâtiment comprend 4 bureaux, une tour de contrôle (TWR), un petit magasin et l'aérobar. Seul ce dernier est en bon état.

L'équipement technique concerne surtout l'équipement de radio-communication et un équipement de production d'énergie dont un émetteur-récepteur latéral unique pour les liaisons sol-sol à une fréquence de 4.500 khz, deux ensembles émetteurs-récepteurs destinés au contrôle aérien non encore exploité et un groupe à mazout pour produire du courant en cas de panne.

La radiobalise a été installée en décembre 1981. L'acquisition d'un avion Air-Rwanda de 20 places a contribué grandement à l'accroissement du trafic. De nouvelles lignes ont été créées; Gisenyi est relié à Kigali 8 fois la semaine et des vols sur demande ont été effectués à un rythme croissant.

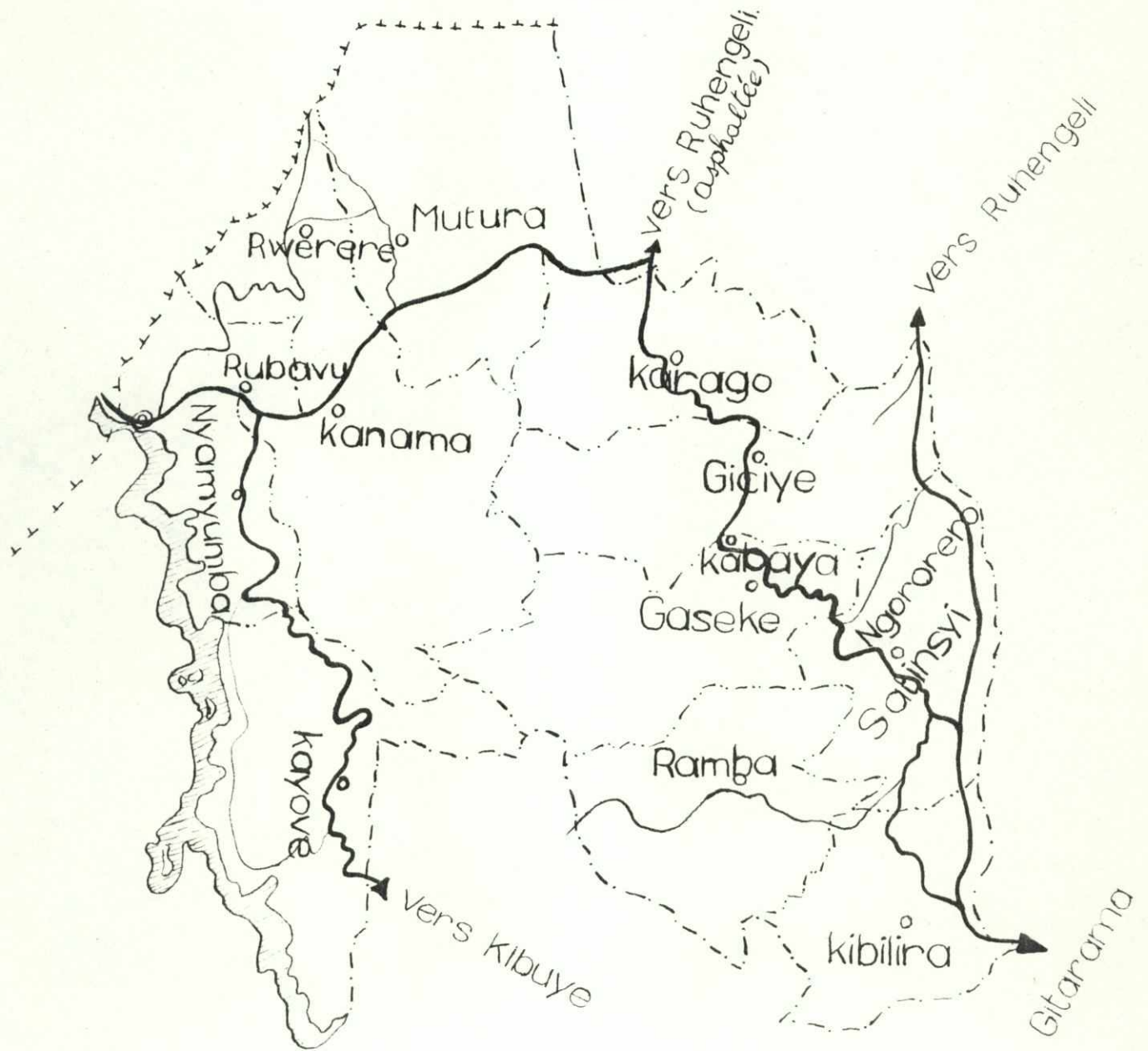
La piste de l'aérodrome est en gazon qui couvre un sol volcanique. En saisons pluvieuses, cette piste est boueuse et les avions s'y embourbent. Le gazon pousse très vite. La parcelle où il est érigé n'est pas encore bornée.

Il y a eu également perte de l'avion 9 XR-KG de la compagnie AIR-RWANDA le 13 avril 1981 dont les motifs sont imputables à l'état de la piste. Un projet d'agrandissement est déjà au stade d'étude.

Service de météorologie

Le thermomètre à 20 cm de profondeur dans le sol a été cassé en septembre 1981. Les barogrammes vierges ont été utilisés et la station a été amenée à réutiliser les barogrammes usagés. La salle des observateurs est insuffisante pour contenir un effectif de cinq observateurs que compte la station depuis décembre 1981. De ce qui précède, l'extension des bureaux et l'amélioration du matériel dont la dotation d'un théodolite de sondage optique sont impératives. Il faut aussi des imperméables, parapluies et bottines pour son personnel.

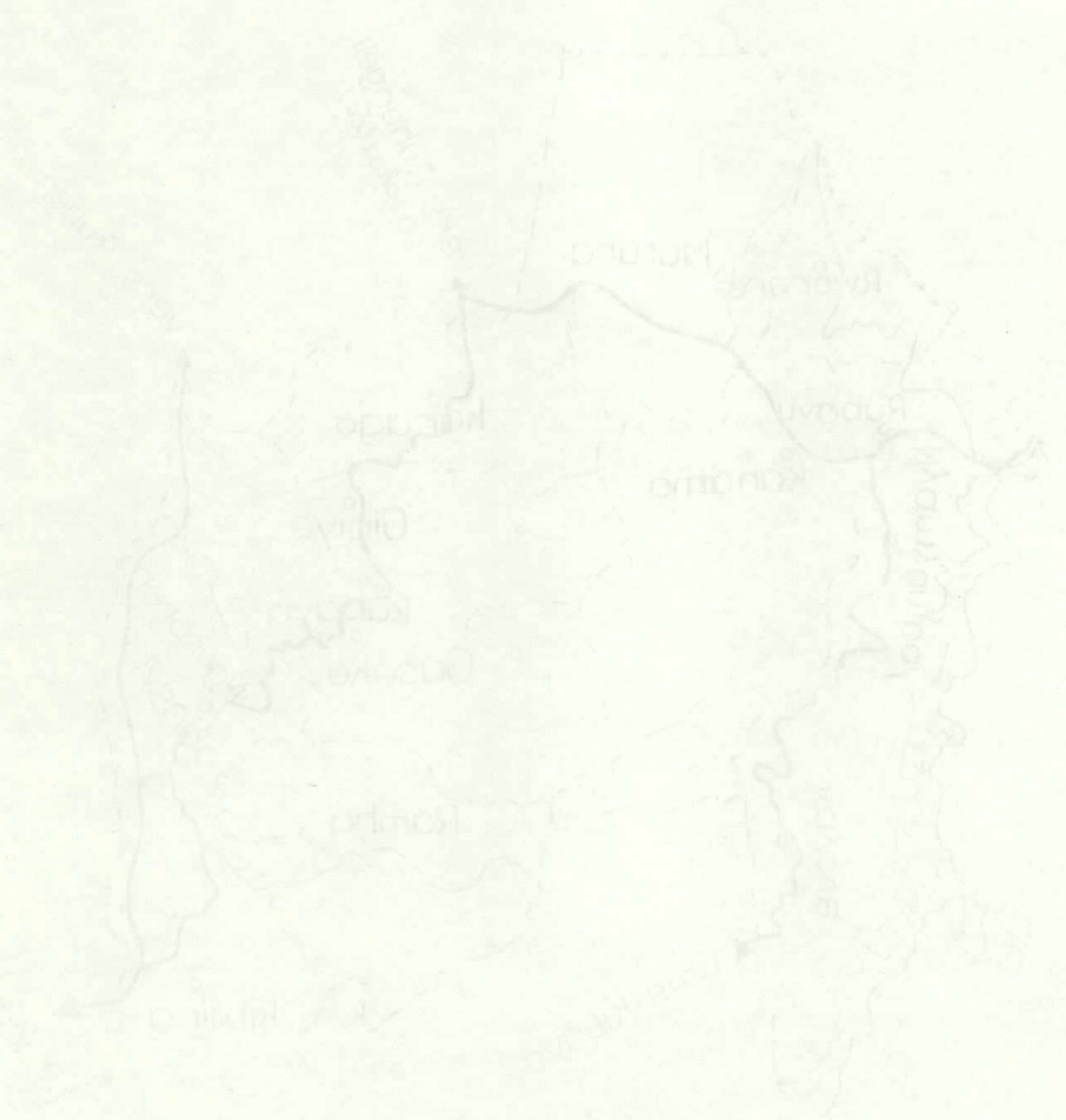
PRINCIPALES ROUTES PREFECTORALES.



LEGENDE.

- ⊥ ⊥ ⊥ Frontière du pays.
- · - · - Frontière préfectorale.
- · · - Frontière communale.
- ▨ Lac kivu.

PRINCIPAL RIVERS OF THE STATE



- Legend
- Frontier of the province
- Frontier of the command
- Loc. river

Statistiques du transport aérien

Mouvement d'avion

	! 1977	! 1978	! 1979	! 1980	! 1981
Monomoteurs!					
! Arrivées	! 37	! 10	! 5	! -	! 62
! Départs	! 37	! 9	! 5	! -	! 62
! Total	! 74	! 19	! 10	! -	! 124
Bimoteurs !					
! Arrivées	! 1.149	! 1.104	! 522	! 1.015	! 1.113
! Départs	! 1.149	! 1.103	! 522	! 1.015	! 1.113
! Total	! 2.298	! 2.207	! 1.044	! 2.030	! 2.226

Passagers

Mvt d'avions	! 1976	! 1977	! 1978	! 1979	! 1980	! 1981
Arrivées	! 3.274	! 3.274	! 3.445	! 1.520	! 2.459	! 3.358
Départs	!	! 3.324	! 3.411	! 1.367	! 2.670	! 3.377
Transits	!	! 323	! 363	! 218	! 419	! 818
Total	!	! 6.921	! 7.219	! 3.105	! 5.548	! 7.553

Exploitations

	! 1977	! 1978	! 1979	! 1980	! 1981
Taxe d'atterrissage	! 375.300!	486.650	! 207.300!	393.050	! 649.350
Taxe d'embarquement	! 415.700!	385.250	! 117.100!	210.100	! 334.750
Taxe téléphonique	! 2.230!	600	! 80!	30	! 150
Amandes diverses	!	1.250	! 3.060!	1.600	! 600
Taxe domaniale	! 10.950!	10.900	! 4.400!	-	!
Stationnement	!	378	! 1.760!	-	!
Total	! 805.180!	885.028	! 333.700!	584.780	! 984.850

.../...

Centre des télécommunications

Le centre des télécommunications comprend un réseau télégraphique et un réseau téléphonique. Suite aux services internationaux (CEPGL, MULPOC, BDGEL) et d'importantes entreprises, le centre paraît insuffisant et mérite plus de soin. La ville compte 99 abonnés officiels, 45 pour les entreprises privées et 90 abonnés pour les personnes physiques.

Il existe aussi trois postes TSF à Gisenyi, à Vunga et à Kabaya et une radio phonie à Gisenyi et une autre à Kabaya pour des messages de service de l'Administration. Vu le réseau de Gisenyi, le souhait d'avoir un télex serait utile et urgent.

ONATRACOM

L'Office National du Transport en Commun dispose d'un garage inauguré en 1978 et qui a commencé à fonctionner vers 1981. Il entretient toutes les activités de transport entre Ruhengeri et Gisenyi d'une part, et ce, par voie routière. Par voie lacustre, il existe un bateau en fonctionnement appelé NYUNGWE.

VIII. TOURISME

La Préfecture de Gisenyi présente un aspect tout particulier par sa position. Elle se caractérise en effet par ses fleurs et son lac ainsi que par la magnificence de sa plage. Dans "Rwanda, pays au printemps perpétuel" l'on vit encore sa qualification d'être la perle du Kivu à côté de son fait d'être une station balnéaire du Pays. Sans aucun doute, la Préfecture de Gisenyi, plus spécialement sa ville, contribue beaucoup dans l'ensemble aux richesses touristiques du Pays.

Le voyageur qui découvre les bords du lac Kivu ne manque pas d'être frappé par la grande beauté des paysages et la vocation touristique de la région s'impose à son esprit.

A. Attractions des paysages naturels et du lac Kivu

L'activité touristique est parmi les différentes voies de développement, la seule à même de tirer le meilleur profit des atouts que constitue la région. Son climat d'une douceur constante exceptionnelle et la qualité de son air d'altitude en sont éloquentes.

.../...

Le lac Kivu, seul dans la région des grands lacs à n'être pas infecté ni par la bilharziose ni par les crocodiles et les hippopotames, offre plutôt une ressource balnéaire de premier ordre en Afrique de l'Est qui garantit des possibilités quasi-illimitées de sport nautique, remarquable par son étendue de 120 km sur 80 km. La température de son eau peu inférieure à celle de l'air, le panorama de ses nombreuses îles et presqu'îles, baies de plages, tout cela est encore rehaussé par les volcans, les hauteurs de la crête Zaïre-Nil où naît la source du Nil la plus éloignée de la Méditerranée. Il en résulte encore la beauté et la diversité des paysages du littoral et de l'arrière-pays. La plage du lac Kivu est unique en Afrique centrale.

Le folklore présente un aspect tout à fait particulier avec toutes les variétés régionales qu'il y a comme danseurs (Intore), des tambourineurs (Abavuzi b'ingoma), des danses folkloriques en soi, danses des Inkaranka et danses guerrières des Abakura-nkota. Il existe de multiples groupes de chants et de musique populaire (cithare et harpe). Enfin, l'atelier d'art de Nyundo a développé la production d'objets d'art traditionnel (objets perlés, vannerie, sculpture sur bois).

B. Infrastructures hôtelières

Dans l'entretemps, plusieurs études ont été faites à propos des ressources balnéaires, alpines et cynégétiques qui confèrent à la région du lac Kivu un potentiel attractif de tout premier plan sur la clientèle touristique du Rwanda et, plus encore de l'Afrique orientale du fait de sa position charnière du pays entre le Zaïre et l'ensemble des pays Uganda, Kenya et Tanzanie.

Ce qui est vrai, c'est que la Préfecture de Gisenyi n'est pas des moindres en ce qui concerne l'équipement hôtelier. Seulement, il faut remarquer qu'en général, son évolution dans ce domaine n'a pas connu de grands progrès depuis l'indépendance (1962).

En matière d'hôtellerie, nous avons les catégories suivantes :

Nom de l'hôtel	! Home	! Nbre de chambres!	Nbre de lits
IZUBA Mérdien(82)	! -	! 70	! 126 lits doubles
REGINA	! -	! 14	! 28
EDELWEISS	! -	! 9	! 18
PALM BEACH	! -	! 15	! 30
BEL AIR	! -	! 6	! 12
	! Kigufi	! 15	!

Des établissements suivants peuvent également recevoir les touristes. Il s'agit de :

Nom de l'établissement	Nbre chambre	Nbre lits
Bar Impala	8	18
Bar Tranquilité	4	4
Bar Bon Accueil	6	6
Bar Appolo	7	7
Bar Volcans	4	4
Buvette des Poids Lourds	4	4
Bar Rubavu	4	4
Restaurant du lac Kivu	8	8

Les bars n'ont cessé de s'augmenter mais leur prolifération n'est pas toujours allée de pair avec l'ensemble des conditions hygiéniques requises.

C. Forêt naturelle

La forêt naturelle qui couronne la crête Zaïre-Nil au sud (massif de Muhungwe) et au nord (massif de Gishwati-Kanage) resplendit la région. Pour ne pas avoir la majesté de la grande forêt tropicale humide, ces massifs forestiers n'en comportent pas moins un certain intérêt du fait de leurs sites montagneux ou des feuilles de leur forêt primaire et de leur faune.

D. Parc National des Birunga

Le massif du nord se termine au pied de Karisimbi dans le parc national des volcans, rappelons qu'il est le premier parc africain célèbre pour les sanctuaires naturels et ses réserves en bêtes sauvages.

Les 14.000 Ha du Parc National des Volcans sont une chaîne des montagnes aux proportions gigantesques. Sur les versants abrupts, on peut rencontrer des éléphants, des buffles, des céphalophes et avec de la chance, une famille des gorilles. Mais la flore retiendra particulièrement notre attention, car elle est en premier lieu déterminée par les conditions de climat liées à l'altitude.

Le parc national des volcans reste un des derniers endroits du monde où vivent les gorilles des montagnes. Ceux-ci sont dispersés sur toute la chaîne et, d'après un récent recensement (1977), ils sont environ 170, le gorille de montagne peut atteindre près de 2m et dépasser largement 200 kg (1)

(1) Edition A.P. 14, rue Druot 75009 Paris

Le parc national des volcans occupe la région Nord-Ouest du Rwanda. C'est un parc de hautes montagnes recouvert d'une forêt exubérante ou s'élèvent à partir de 2.500 m des bamboux, puis vers 2.600 m des hégenies et des bruyères arborescentes et enfin à partir de 3.600 m des végétations afro-alpines, seneçons, lobélies immortelles, mousses, lichens... Il est contigu à celui des Virunga situé au Zaïre (2).

Une vue panoramique des régions des alentours s'offre du haut des volcans à l'excursionniste rendu à 4.507 m au (plus haut) sommet de Karisimbi, à 4.127 m sur le Muhabura ou à 3.674 m sur le Sabyinyo. Gahinga et Bisoke dressent leurs sommets respectivement à 3.474 et 3.711 m. Un air pur et frais aux confins des nuages emplit les poumons des hôtes des cimes majestueuses. Tous ces volcans ont été éteints, sauf Mikeno qui est entièrement érigé au Zaïre.

E. Sanctuaire du gorille

Plusieurs espèces d'animaux, petits et grands habitent les flancs des volcans, singes, chimpanzés, éléphants, léopards, antilopes, sangliers, civettes etc... mais le plus caractéristique de la faune des volcans est le gorille des montagnes. La taille de cet antropoïde peut atteindre 2m chez le mâle et 1,50 m chez la femelle, tandis que l'envergure des bras atteint jusqu'à 2m 60. Le corps est recouvert d'une épaisse toison noir brunâtre. La peau des parties non poilues est d'un noir d'ébène.

Le gorille se rencontre surtout dans la forêt de hagenia entre 2.800 m et 3.500 m d'altitude où abonde sa nourriture. Il est de moeurs pacifique.

F. Hospitalité, plage et grands monts

Il serait très superflu de revenir ici sur l'hospitalité légendaire du peuple rwandais pour lequel la population de la Préfecture ne manque pas de se placer à l'avant-garde. A côté de cela, la variété de la flore et de la faune intéresse grandement. Les curiosités et les richesses folkloriques extériorisent encore cette joie locale.

(2) Coup d'oeil sur le Rwanda ORINFOR.

Le poste de Gisenyi bénéficie d'une position privilégiée du point de vue touristique du fait de son site naturel dont l'appréciation remonte du temps de la tutelle. Rappelons en passant que Gisenyi servait de station pour l'ensemble de la région du Kivu du temps où l'on parlait encore du Congo.

Dans les ressources touristiques de Gisenyi, il y a en plus de son site balnéaire, un tourisme alpin. Outre les volcans, les hautes montagnes du Bushiru et du Kingogo sont également le lieu d'admiration. Il y a lieu de citer les hautes montagnes suivantes :

- En Commune Karago : Rusho : 2.992 m
Mutaho : 2.808 m
- En Commune Giciye : Mabenga : 2.880 m
Nyamwijima : 2.527 m
- En Commune Satinsyi : Misingiro : 2.812 m
- En Commune Giciye : Rutare : 2.893 m
Butimba : 2.834 m
Mugano II : 2.842 m.

G. Potentialité croissante du tourisme à Gisenyi

Depuis très longtemps, la ville de Gisenyi dispose de plusieurs avantages pouvant confirmer son attrait touristique. En plus de ce qui vient d'être relaté sur le chapitre du tourisme, nous constatons que la ville elle-même tend à devenir un carrefour véritable de relations diplomatiques internationales, exemple de la CEPGL (septembre 1976) et MULFOC (Centre Multinational de Programmation des Projets) qui est une branche de l'ONU.

En plus de cela, l'urbanisation de la ville et son caractère de plus en plus industriel s'accroissent au fur et à mesure.

Il est à remarquer également que le tourisme dispose d'un bateau touristique surnommé UMUBANO. Celui-ci déplace des touristes entre les trois Préfectures interlacustres.

Sur le plan des potentialités, nous dressons ci-après l'inventaire des lieux touristiques de la Préfecture.

.../...

Commune	Site
RWERERE	!- Vallée splendide entre le secteur Gabiro et le secteur Busumba jusqu'à la frontière Rwando-Zairoise.
KAYOVE	!- L'île IWAWU où se trouvent encore à nos jours les débris de deux bâtiments qui selon les occupants de l'île servaient à l'habitation d'un Gouverneur allemand et de prison.
MUTURA	!- Paysannat !- IBWE LYA BIGOGWE à droite de la route Gisenyi-Ruhengeri qui est un flanc rocheux du mont Bigogwe où se pratiquent les exercices athlétiques des commandos rwandais
NYAMYUMBA	! a) <u>le long des côtes du lac Kivu</u> !- Presqu'île RUNGAJI (Secteur Kibaya) !- Petites îles RURU (Secteur Kibaya) !- Iles NYARURWA et NTUMA (Secteur Busoro) ! b) <u>Par route Gisenyi-Kibuye</u> !- Gatyazo (Secteur Kinigi) !- Bureau communal Nyamyumba (Secteur Kiraga) !- Eaux thermales de la presqu'île de Rungaji
RUBAVU	!- Plage. et hôtels !- Mont Rubavu qui permet une vue dominante des villes de Gisenyi et Goma !- Le C.P.D.F.P. (Nyundo) !- Les infrastructures sociales, cléricales de Nyundo
KARAGO	!- Le lac Karago pour y contempler les canards !- L'usine à thé Nyabihu et les plantations théicoles !- Visite du site de la paroisse de Rambura
KAYOVE- KANAMA	!- Forêt naturelle de Gishwati luxuriance et multiplicité des essences !- Paysannats de thé
GASEKE - GICIYE	!- Mission, hôpital et collège de Shyira ainsi que le centre commercial de Vunga !- Usine à thé Rubaya et ses plantations !- Chef-lieu de la Sous-Préfecture
SATINSYI	!- Infrastructures de Muramba !- La Nyabarongo
KIBILIRA	!- Centre minier de Gatumba !- Muhororo et l'emplacement du bureau communal !- Le pont de la Nyabarongo à Cyome
RAMBA	!- Le site de Buganamana

IX. SERVICE DES DOUANES

Les bureaux de douanes (Corniche, Poids-Lourds et Kabuhanga) disposent de trois agents et dix gardes frontaliers, ces derniers devant assurer la garde des bureaux et faire des patrouilles. En ce qui concerne ces agents, un Receveur des Douanes et son Adjoint sont affectés à la Corniche, deux autres Adjoints sont respectivement aux poids lourds et à Kabuhanga.

X. COMPTABILITE PUBLIQUE

La Comptabilité Publique à l'échelon de la Préfecture a un personnel qui comprend un Comptable, son Adjoint et un Planton. Elle s'occupe de toutes les activités financières.

Au cours de l'année 1979, la Sous-Préfecture de Kabaya a été dotée d'une comptabilité à la Sous-Préfecture de Kabaya. Dans l'entretemps, le matériel ayant été mis sur place, seule l'affectation de l'agent avait été retardée. Enfin, la population de cette région a commencé à jouir des acquis de cette infrastructure avant laquelle les difficultés étaient restées immenses.

XI. CONTROLE DES FINANCES PUBLIQUES

Il existe un contrôleur de la zone Nord : Gisenyi et Ruhengeri. Il ne s'est plus occupé de Kibuye depuis 1981. Il s'occupe du contrôle des caisses du Trésor Public et de la vérification des listes de paie. Le service a besoin de véhicule pour les déplacements et d'un Contrôleur par Préfecture.

XII. IMPOTS

Le service compte un Vérificateur en chef, deux Adjoints, un Archiviste, un Planton et un Veilleur. Le ressort comprenant Gisenyi et Kibuye étant très vaste, les visites ne peuvent pas être régulières comme souhaité. Cela freine la vérification des déclarations.

En ce qui concerne la location des véhicules privés, le taux appliqué est d'un niveau très bas et coule à partir de 1974 au moment où un litre d'essence revenait à un prix inférieur au point d'avoir presque doublé actuellement.

L'insuffisance du personnel ne fait que paralyser les activités. Il faut normalement un Vérificateur, un Adjoint, un Huissier, un Dactylographe pour le personnel de bureau. Comme le ressort est très vaste, il y a lieu d'ouvrir un autre à Kibuye, compte tenu de l'importance des commerçants.

XIII. LE MOUVEMENT COOPERATIF

Le service est techniquement de la Direction du Mouvement Coopératif et se trouve placé sous la responsabilité du Préfet de Préfecture. C'est un organe de sensibilisation et de promotion de l'action coopérative tant dans le milieu rural que dans le milieu urbain. Son rôle éducatif et de conseiller est le garant du progrès atteint par les groupements coopératifs et mutualistes. Il se fait un policier vigilant de la loi du 22 Novembre 1966 régissant les coopératives et le contrôleur des finances de ces organisations.

L'inspection date de 1976 et à Gisenyi, les infrastructures existantes étaient mal orientées et éparpillées; dans une période de trois ans, le potentiel de ces organisations est devenu affaire concrète et une charpente organisationnelle du personnel a été mise sur pied. C'est un service qui est appelé à collaborer, en l'occurrence avec d'autres services préfectoraux surtout ceux de la jeunesse, du commerce, de l'agriculture, de l'élevage et enfin de la justice.

Le mouvement coopératif au niveau de toute la Préfecture est administré par un Inspecteur des Coopératives qui a un Adjoint pour le ressort de la Sous-Préfecture de Kabaya. Au niveau préfectoral le personnel est agrandi par une attachée d'inspection, un secrétaire et un planton.

Dans l'intervalle de deux ans, il a existé sur le plan de trois Communes, des encadreurs de zones et au niveau de chaque Commune un encadreur coopératif payé par la Commune dans laquelle il travaille. Les inspections des zones dépendaient administrativement de l'inspection des coopératives et les encadreurs communaux des Bourgmestres.

Les dossiers de demande d'agrément sont traités dans les bureaux d'inspection et d'inspection adjointe. Il existe assez de coopératives agréées mais on rencontre assez de problèmes dans leur gestion.

.../...

Problèmes posés dans les coopératives

a) Détournement de fonds

La question de dévaliser les patrimoines est très courante, ce qui est un lieu réel de découragement de la part des coopérateurs. L'espoir est tel que chaquefois qu'un fait pareil se pose, le mieux serait de sanctionner les auteurs et de courir très vite au redressement.

b) Insuffisance des champs d'exploitation

Quand ils existent, ils sont éloignés des centres de négoce : là, le manque de moyen de transport paralyse l'écoulement des produits, ce qui les oblige de les céder à un prix très bas. Le même problème se pose également pour les coopératives de consommation existant sous forme de boutique et implantées dans les coins les plus enclavés.

c) Le manque de formation des coopérateurs

Profitant du manque d'ouverture des membres, les gérants ou certains autres issus du Conseil d'Administration s'emparent du patrimoine coopératif. Bien des fois, cela peut encore s'expliquer par le fait que la comptabilité n'est pas tenue à jour ou n'existe même pas.

- Un autre cas qui peut se poser c'est : le vol perpétré par les bandits

d) Insuffisance du personnel

Le bureau d'inspection des coopératives a besoin d'un agent qualifié en comptabilité, ce qui faciliterait l'inspecteur dans ses contrôles financiers immédiats. L'Inspecteur adjoint a besoin d'un Secrétaire.

XIV. EQUIPEMENT BANCAIRE

Le réseau bancaire dans la Préfecture de Gisenyi n'est pas encore dense. Il y a seulement lieu de compter une agence de la Banque Commerciale du Rwanda, une succursale de la Caisse d'Epargne du Rwanda et deux petites succursales respectivement abritées dans la perception de Vunga et de Kabaya.

A. B.C.R. Agence de Gisenyi

Cette infrastructure est érigée en pleine ville à côté du boulevard de l'indépendance, à quelques 20 mètres des bureaux de la Préfecture. La Banque Commerciale du Rwanda étant une société à responsabilité limitée est par surcroît un service privé.

La succursale de la Banque Commerciale du Rwanda est constamment en contact avec le siège central de Kigali au moyen d'un appareil approprié installé dans le bâtiment. L'agence a de nombreux clients dont la Brasserie, l'Electrogaz, la Rwandex, etc...

B. C.E.R.

En ce qui concerne la Caisse d'Epargne du Rwanda à la perception de Gisenyi, un chef de section assure les opérations de versements et retraits. Il est aidé par un agent au besoin. Les versements chaque année sont de l'ordre de 2.000.000 Frs alors que les remboursements sont à 1.500.000 Frs. Il est très regrettable que les coffres-forts soient insuffisants mais dans l'ensemble cette succursale profite grandement à la population. La C.E.R est plus préférée par la population parce que les agents sont prêts à servir à tout temps. Il faut remarquer que des envois de fonds s'opèrent sans cesse.

La Sous-perception de Kabaya a débuté vers l'année 1974 et fonctionne sous l'autorité d'un sous-percepteur aidé par un facteur dans le cadre des opérations à effectuer.

Le poste de Vunga est également récent. La caisse d'épargne du Rwanda a étendu son action sans inconvénients et l'existence des centres commerciaux favorise le mouvement des opérations pour une plus large clientèle.

La caisse d'épargne compte ouvrir un bureau de l'établissement à Gisenyi. Il ne resterait que la matérialisation de ce projet déjà mis au point.

Le bureau communal de Kibilira étant vaste, le plan avait prévu un bureau de la caisse d'épargne. Et depuis 1975, année au cours de laquelle le bâtiment a été inauguré, cette caisse a continué à profiter à la population environnante. L'agent responsable est à part entière un agent communal.

C. Banque populaire et Cooperatives de crédits

Il existe quatre Banques populaires réalisées grâce au bureau d'orientation des Banques populaires du Rwanda. Ce sont celles de Rwerere, Mutura, Kanama et Kabaya. Celles-ci ont bien fonctionné mais à Rwerere et à Kanama des cas de détournement ont été tentés et recouverts. Il existe de petites associations coopératives ayant pour but de créditer les coopérateurs mais on n'en trouve pas encore de très sérieuses.

.../...

D I A G N O S T I C . G L O B A L

=====

I. SITUATION EN GENERAL

Dans son effort de développement, la Préfecture de Gisenyi se heurte à des goulots d'étranglement qui marquent les différentes étapes de son évolution et la priorité longtemps accordée aux projets conçus dans des domaines précis.

Cette partie de la monographie s'apprête à situer la région dans une ambiance très peu orthodoxe d'une analyse socio-économique. C'est ainsi qu'à tous les niveaux, les responsables n'ont pas cessé de s'atteler à leurs tâches communes en contribuant notamment au choix intéressant l'entité. Le travail élaboré par le groupe préfectoral de réflexion lors de la préparation du IIIème Plan quinquennal en est éloquent. Aussi, les résolutions sans cesse prises par le Conseil et le Comité préfectoraux fournissent-elles des cas concrets dans cette interprétation des réalités régionales. On ne saurait se passer de la période exécutoire du IIème Plan dont l'année 1981 est le signe de la fin et qui a donné lieu à des faits mis en relation par plusieurs actions de développement dont il aura été l'axe moteur.

L'inventaire ayant été la première phase de notre travail, la problématique préfectorale est à son tour le diagnostic que nous allons essayer de percevoir par un faisceau de problèmes majeurs à travers les véritables paramètres de sa planification. Pour éviter d'énumérer seulement les besoins, il nous a fallu mieux les concevoir et les analyser sous toutes ses formes. Cette étude que nous voulons plus sérieuse, soutenue et objective rencontre notre plus grand agrément par la vocation opérationnelle que nous cherchons à lui imprimer.

Pour juguler la pression d'une telle situation, l'administration doit être mieux orientée en fournissant des cadres dynamiques à tous les niveaux et d'une motivation de nature à faire plus d'équilibre dans cet état de guerre perpétuelle de la pauvreté. La pénurie des cadres techniques alourdit davantage les contraintes naturelles que confronte notre Pays en général et notre Préfecture en particulier.

.../...

Le développement ne dit pas en effet finances publiques, capitaux et investissements mais c'est surtout et avant tout la formation des esprits et les changements des mentalités. Pour parvenir à rédiger cette partie, nous avons largement consulté le IIIème Plan Quinquennal du Développement économique, social et culturel de notre Pays (1982-1986).

II. TENDANCES ACTUELLES

1. Secteurs de l'Agriculture et de l'Élevage

Chaque plan quinquennal de développement a toujours inscrit à son actif la mission de satisfaire les besoins alimentaires de la population. Notre pays étant essentiellement agricole, il s'est fait que la priorité a toujours été accordée à l'agriculture et à l'élevage.

La recherche d'une autosuffisance alimentaire a conduit à l'intensification et à la diversification de la production. Dans la Préfecture de Gisenyi, l'ampleur de la situation mérite des encouragements. Un nombre de projets est le lieu de cette recherche de développer la production et la productivité dans la région et on peut citer par exemple le projet d'intensification des cultures vivrières dans les Communes Karago et Giciye, projet qui pourrait également s'étendre dans les Communes Satinsyi et Kibilira, le projet café et cultures vivrières et l'application des moyens éducatifs pour moderniser notre agriculture par les agronomes dans les Communes.

Avec une agriculture d'exportation, la croissance de la rémunération de l'emploi dans les exploitations agricoles a connu un grand pas non seulement pour l'amélioration des conditions de vie individuelles mais aussi collectives. L'aménagement des marais comme ceux actuellement occupés par les plantations théicoles est à encourager. Il reste cependant ceux de la Nyabarongo, de la Sebeya et de Giciye ou Satinsyi. Les paysans ne peuvent pas eux-mêmes réaliser les travaux d'où un engagement de capital par le Gouvernement pourrait résoudre ce problème.

.../...

La sylviculture est encouragée puisque la politique actuelle de reboisement est favorable à l'augmentation et à l'entretien des boisements ou forêts. Le projet agro-sylvo-pastoral de Gishwati est bien connu dans la région. Le bois est trop recherché en effet pour les exploitations familiales que pour fournir de l'énergie (usines). Les institutions rurales devraient être mises sur pied pour dispenser des crédits agricoles aux paysans. Le projet de maïserie situé à cheval de la Préfecture de Gisenyi en Commune Nkuli de Ruhengeri interviendra dans la valorisation du maïs très fertile dans les Communes Mutura, Karago et Giciye.

L'état des projets de développement fonctionnels dans la région se consacre surtout sur les thèmes de vulgarisation ci-après :

- lutte anti-érosive
- emploi de la fumure organique
- association agriculture-élevage
- groupement coopératif
- amélioration de l'outillage
- pratiques culturales améliorées.

Les travaux de recherche appliquée se poursuivent à l'une des stations de l'Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda (ISAR) à Tamira dans la Commune Mutura avec un accent particulier des intrants comme les semences sélectionnées. Il existe aussi un centre de diffusion appelé PNAP ou Programme National d'Amélioration de la Pomme de terre dans la Commune Mutura. Pour les intrants, la Préfecture peut compter sur les projets adoptés dans ce domaine dans le cadre de la CEPGL. Le système des prix des produits agricoles devrait être mieux restructuré.

En bref, la Préfecture de Gisenyi offre, en matière agricole et de l'élevage, des potentialités agro-climatiques de valeur. On se souviendra qu'il existe également un projet de porcherie à la Bralirwa à partir des drêches en provenance de la brasserie.

La pêche et les étangs piscicoles sont très encouragés. Un projet de pêche dans le lac Kivu fonctionnera plus ou moins à long terme et les centres piscicoles préfectoraux sont en très bonne santé. L'apiculture moderne est encore au stade embryonnaire mais l'apiculture traditionnelle est trop conservée. L'acquisition de nouveaux crédits permettrait de relancer toutes les activités en cours et d'en créer d'autres selon les moyens.

2. Industrie et artisanat

Les unités industrielles se trouvant dans la Préfecture ne sont pas très médiocres en nombre par rapport à l'effectif national dont la capitale englobe un pourcentage hautement élevé.

Ce domaine devrait être encouragé pour aider la population à satisfaire certains besoins, à la création d'emplois nouveaux et à la substitution de produits importés par des biens produits localement. Ces possibilités sont exploitables dans les domaines du tabac, du vin de banane industriel, du maïs, de la pomme de terre, du méthane, du sorgho, du cuir ainsi que pour d'autres industries produisant des biens de consommation propres comme l'industrie en amont dans le domaine de l'agriculture.

On devrait étudier les voies et moyens pour favoriser les petites et moyennes entreprises afin de promouvoir le secteur industriel. Le projet pêche pourrait intensifier ses recherches halieutiques dans le lac Kivu et déboucher sur une industrialisation plus systématique du poisson pêché. De même, l'industrie du bois présente une grande fiabilité. Les gisements ne sont plus productifs à cause des méthodes très peu adaptées dans les secteurs miniers de Gatumba et autres. L'exploitation minière à ciel ouvert ne récolte pas assez; la production diminue, les méthodes utilisées devraient être améliorées pour donner à l'usine extractive d'épuration de Gatumba à produire plus.

Quant à l'artisanat, que ce soit à l'artisanat de service, de production ou l'artisanat traditionnel ou modernisé; les difficultés sont très nombreuses; notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières ou l'écoulement des produits frais. Pour que ces activités s'affermissent, le marché du travail devra être plus sûr en ce moment où les sortants des CERAI auront acquis une formation assez qualifiée dans différents domaines. Les artisans ne devraient pas se sentir abandonnés mais soutenus dans leurs efforts. L'artisanat modernisé a fait déjà un pas : on connaît bien, presque même en dehors du pays l'Ouvroir d'Art de Nyundo et beaucoup d'autres ateliers sociaux qui se taillent des places dans la Préfecture. Pour l'artisanat traditionnel, le comptoir d'achat de ces produits ouvert à Gisenyi depuis quelques années n'est pas très bien achalandé. Ce domaine devrait être renforcé pour encourager les artisans.

3. Energie et eau

La Préfecture de Gisenyi, malgré les contraintes actuelles en énergie électrique, est bien placée pour profiter des potentialités énergétiques localisées dans le Nord du Pays grâce aux centrales hydro-électriques de Mukungwa et de Gisenyi. Elle dispose d'autres sites aménageables de Nyundo (puissance existante de 1,8 MW, puissance garantie de 1,3 MW et production annuelle estimée à 11,6 GWH/an); de Gihira (puissance existante 0,4 MW de puissance garantie et 3,2 GWH de production annuelle). Ces sites offrent des possibilités techniques d'alimentation des régions rurales par des micro-centrales isolées. Déjà Gatumba est facile à éclairer à partir de Kigoma (Gitarama).

Le développement des unités industrielles situées dans la ville, l'augmentation de la population urbaine (logements, création de services publics ou privés) tout fait que le courant nécessaire n'est pas distribué, en dépit des travaux de réfection récemment effectués, à la centrale hydro-électrique de Gisenyi. La ville de Goma pourrait même trop dépendre de Gisenyi si tout le dispositif nécessaire était monté. Des centres méritent d'être électrifiés et dans l'entretemps, des groupes électrogènes sont répartis dans les Communes (hôpitaux, usines, établissements secondaires etc...). Le Centre de santé de Kanama fait partie des 6 centres équipés de panneaux solaires. Il est souhaitable que le Centre d'Etude et d'Application de l'Energie au Rwanda avance ses recherches et témoigne sa vitalité par des cas concrets et multiples.

La Préfecture de Gisenyi a besoin de multiplier les ouvrages hydrauliques dans les Communes surtout de Mutura et de Rwerere qui sont en effet dépourvues de richesses en eau (rivières, sources et ruisseaux). Les adductions d'eau du temps du Fonds du Bien-être Indigène sont dépassées et méritent d'être renouvelées. La ville de Gisenyi ainsi que le centre de Kabaya ont besoin d'eau potable en quantité suffisante.

4. Bâtiments, travaux publics

Les bâtiments administratifs, à l'exception de la Permanence Préfectorale du MRND et des bureaux de la Sous-Préfecture Kabaya, et qui sont d'ailleurs oeuvre de la population elle-même, sont très mal logés. Les bureaux de la Préfecture sont devenus longtemps étroits, heureusement que certains services doivent loger à la Permanence du MRND.

Les Communes qui disposent de bureaux valables sont très peu puisque jusqu'au 31 décembre 1981 aucune n'avait pas encore respecté le plan standard imposé par le Ministère. Toutefois, on tend vers des constructions conformes au plan. L'Etat devrait construire dans l'urgence les bureaux de la Sous-Préfecture Ngororero, un Palais de Justice à Gisenyi pour les services du Parquet et du Tribunal de première Instance. Les Communes devront également achever les bureaux de secteurs. Les logements officiels sont encore très réduits et la plupart ne sont pas assez entretenus.

L'amélioration de l'habitat rural cause encore des problèmes dans certaines Communes sans matières de première nécessité. Dans l'ensemble, la population est assez sensibilisée sur l'importance d'avoir une maison décente et le progrès est sensible.

Les crédits pour construction alloués aux agents de l'Etat ne permettent pas encore un logement sûr et d'un niveau minimal de confort. La législation urbanistique est rigoureuse.

5. Transports et communications

Les moyens de communication à leur évolution actuelle accuse encore des contraintes dues à plusieurs raisons : relief de la Préfecture (très accidenté), mauvais état des routes et leur insuffisance surtout dans les régions de haute altitude. S'agissant des transports routiers, la route Gisenyi-Ruhengeri a été détérioré en beaucoup d'endroits et son étroitesse liée à ses contours très nombreux mérite assez d'attention. Les routes reliant la Préfecture de Gisenyi à la Préfecture de Kibuye et à la Préfecture de Gitarama via Kabaya sont à améliorer. Des efforts devraient être orientés vers l'ouverture de la ligne Mukamira-Ngororero. Le transport des agents en ville, le renforcement de la ligne Kibuye-Gisenyi, l'augmentation des bateaux dans le lac Kivu pour desservir les Préfectures de Kibuye et de Cyangugu sont encore attendus. L'ouverture d'embarcadères à Nkora en Commune Kayove et sur les flots Wawu et Bugarura serait aussi utile pour désenclaver cette région. Le transport par des pirogues est inadapté pour effectuer des échanges commerciaux entre le Zaïre et le Rwanda par voie lacustre.

.../...

Les services postaux fonctionnent bien mais il y aurait lieu de les intensifier pour rendre le courrier plus rapide, notamment dans la région de la Sous-Préfecture de Ngororero. Il faudra y installer un service T.S.F. Les installations du service des télécommunications fonctionnent à Gisenyi, à Kabaya et à Vunga. D'une façon plus particulière, les stations de Kabaya et de Vunga sont handicapées souvent par des problèmes internes : panne, usure du matériel etc... Le réseau téléphonique en ville accuse des défaillances et il serait très intéressant de lever la situation en essayant de s'attaquer aux maux qui aggravent la situation.

Le service de l'ONATRACOM devrait se développer davantage pour assurer le transport des gens à prix moins concurrentiel. Les transports devraient être également ruralisés pour désenclaver certaines Communes dont les ressortissants ne sont pas à même de se payer des véhicules de service.

La situation de l'aérodrome de Gisenyi est depuis très longtemps alarmante. Non seulement quand il pleut, le gazon n'est pas praticable mais étant donné le trafic qui n'a cessé de s'intensifier, il serait très urgent de mener des travaux d'extension de l'aérodrome, extension (de 500 m de part et d'autre et 500 m en avant et en arrière) qui pourrait tenir compte d'une amélioration très remarquée en asphaltage, en équipement technique adéquat. Il en serait de même pour le service de météorologie.

6. Commerce

La Chambre du Commerce et de l'Industrie du Rwanda s'est assignée le rôle de promouvoir la formation des commerçants surtout en matière de comptabilité et de gestion. La création d'un bureau régional permettra de s'attaquer à ce problème qui est à la base de la faillite de la plupart de nos hommes d'affaires sans autres connaissances. Le secteur étant clé dans le développement de l'économie de notre pays, il est certes souhaitable que les infrastructures de transport et de communication tant terrestres, aériennes que lacustres soient améliorées. L'évolution du commerce de gros et de demi-gros rencontre encore des problèmes spécifiques découlant surtout d'une très forte centralisation des activités à Kigali. Le processus doit normalement tenir compte des intérêts de ces particuliers qui, pour tout fait, doivent s'aligner forcément du côté de ce renchérissement provoqué par les coûts énormes de l'éloignement. Le désenclavement est donc un facteur de taille à tenir en considération.

Les commerçants doivent recevoir une formation qui les amènent à mener leurs opérations dans l'intérêt de l'Etat et des paysans. Le contrôle des prix doit être régulier mais la standardisation de ces prix nécessite encore une étude approfondie des services compétents. Le commerce de détail est très fréquent et devrait être mieux organisé. Pour une Préfecture frontalière comme Gisenyi, tous les moyens devraient être mis en oeuvre pour renforcer les relations d'interdépendance avec les régions environnantes. La circulation des personnes et des biens, préchée dans le cadre des accords régionaux ou bilatéraux devrait cesser de rester théorique. Les circuits de commercialisation doivent être intensifiés et les services de silos devraient être installés dans chaque commune pour défendre le menu peuple. La prolifération des boutiques, jusque dans les habitations, devra être combattue. Les coopératives de consommation, bien qu'elles aient eu quelques échecs, doivent être relancées. A cette politique des prix, il faudra également aménager les centres commerciaux afin de permettre un écoulement normal et équilibré selon les besoins et les potentialités de chaque zone donnée.

Il est donc nécessaire que les marchés soient assez favorables à toutes les activités et c'est pour cela que la modernisation du marché de Gisenyi est trop attendue pour pouvoir servir de modèle dans la Préfecture.

La politique du crédit devrait être conséquente pour pouvoir soutenir les commerçants dans leurs actions.

7. Hotellerie et tourisme

La ville de Gisenyi est trop réputée pour son naturel : plage, climat etc... Dans ces derniers temps, il a été remarqué que l'amélioration des infrastructures est une des conditions nécessaires pour confirmer sa vocation touristique qui fait de la Préfecture une réputation internationale en son nom. Un hôtel de classe internationale dont les constructions ont débuté en décembre 1979 par la Spie Batignoles a été achevé en octobre 1981. Les agences de voyage du monde entier ont alors inséré l'hôtel IZUBA Méridien Gisenyi dans les programmes qu'ils soumettent à leurs clients pour la visite des gorilles de montagnes à partir de Gisenyi. L'emplacement de la ville de Gisenyi lui confère un rôle important dans la Préfecture de Gisenyi, même dans tout le Pays.

.../...

Il est moins superflu d'insister à ce que l'ORTPN continue de s'intéresser à exploiter les potentialités de la région à partir de tous ces sites recensés. Cet établissement public pourrait notamment favoriser l'excursion sur le lac Kivu; la mise en place d'un chariot plus important pour le transport facile des touristes créerait également de l'aisance et de la rapidité. Si même l'hôtel REGINA vient d'être réfectionné, il serait plus intéressant que les services de l'ORTPN s'efforcent à le doter d'un équipement moderne afin que l'hôtel assure de la vedette dans la région pour répondre à l'efficacité qu'il faut. Cela aiderait à sauvegarder la réputation de ce service parastatal.

Comme la ville de Gisenyi a encore des contraintes à la veille des conférences au sommet des Chefs d'Etat des Pays de la CEPGL et d'autres importantes réunions, surtout que la capacité d'accueil des hôtels est encore à accroître, les moyens d'hébergement variant d'une catégorie à l'autre, il est loisible de tenir aussi compte de la rentabilité des installations pour éviter de construire seulement des infrastructures de haut standing.

Les ballets régionaux qui chantent le folklore rwandais devraient être cultivés pour développer un tourisme qui s'intéresse aux réalités socio-culturelles. Un tourisme de masse est indispensable. Les établissements touristiques ne doivent pas être concentrés dans la seule ville, il faudrait penser aussi à d'autres coins de la Préfecture. Le matériel publicitaire n'est pas encore assez varié et ce domaine devrait requérir de l'importance pour la promotion du tourisme. Les aménagements urbains et ruraux devraient tenir compte des conditions de vie de chacun pour freiner la création des quartiers de Gacuba I et II. Les bâtiments à usage collectif sont souvent vieux, et sous-équipés. Les bâtiments sociaux sont encore insuffisants (écoles, dispensaires...). Les édifices culturels et sportifs sont encore à renforcer, notamment le stade Umuganda.

Le Ministère ayant les Travaux Publics dans ses attributions devrait équiper davantage le service des Ponts et Chaussées pour que ce service s'acquitté mieux de ses devoirs relatifs à l'entretien des routes et des ponts ou à la construction de nouveaux. Il faut encore un réseau de collecte des eaux usées et des eaux de ruissellement. Les bornes fontaines devraient être densifiées. L'éclairage public n'est pas encore très apprécié dans la ville. La voirie piétonnière n'est pas aménagée.

Une politique de logement devrait être arrêtée pour suppléer aux besoins considérables que présente la ville de Gisenyi que ce soit pour les agents de l'Etat que pour les particuliers en subvenant à ceux qui veulent réaliser des habitations.

L'état des voiries urbaines n'est pas assez viable, il leur faudrait de l'asphaltage en même temps que le tronçon de route reliant la ville à la Bralirwa. Les routes dans la région de haute altitude se détériorent vite sous l'effet de la pluie. Des voies urbaines doivent être intensément créées pour permettre à ceux qui veulent construire leurs parcelles de s'exécuter sans trop de risques.

8. Services collectifs

A. Administration

L'autonomie des Préfectures est encore en étude, il serait intéressant que le projet aboutisse sans trop tarder. Les Communes doivent être épaulées parce que souvent il s'est avéré nécessaire étant donné leur endettement exorbitant. Les taxes communales devraient être revues parce que leur taux actuel est trop dépassé. Le personnel dans les Communes et dans la Préfecture est encore insuffisant tant qualitativement que quantitativement. L'affectation des fonctionnaires-assistants dans les Communes doit être mieux restructurée en même temps que celle des brigadiers OPJ dans ces mêmes Communes. Au niveau tant préfectoral que communal, le besoin d'agents de planification ayant une compétence générale en la matière se fait assez sentir. Le recensement est trop négligé : ce service mérite également d'être restructuré. Bref, le plan d'action communal doit être plus efficace et mieux suivi.

B. Education et formation

Au niveau des écoles primaires, chaque Commune devrait disposer d'une inspection de secteur; du reste, les classes doivent être construites parallèlement avec l'évolution des effectifs. Les enseignants non qualifiés sont très nombreux, il faudrait s'efforcer dans la formation efficace et rentable de la professionnalisation. Les abandons doivent être combattus et dans les programmes, l'enseignement du français devrait se poursuivre pendant toutes les 5 dernières années de l'école primaire.

.../...

Dans l'enseignement secondaire, la carte scolaire doit respecter la répartition des établissements prévus. La construction du groupe scolaire de Rugerero, de l'école technique des mines à Muhororo, d'une école agro-pastorale à Busasamana, d'une école d'assistants-médicaux et d'une école secondaire à Kabaya, d'une école d'infirmières à Gisenyi et d'une école technique à Rambura sont prioritairement retenus. Les établissements secondaires privés devraient normalement être agréés pour s'assurer de la formation qu'ils dispensent aux élèves. Là également, la qualité et la quantité du corps enseignant sont encore très loin de satisfaire les besoins.

Quant à l'enseignement supérieur, l'espoir est de voir l'Université Adventiste de Mudende entrer dans sa phase opérationnelle.

C. Recherches scientifique et technologique

La station de l'ISAR à Tamira en Commune Mutura poursuit sa mission et la population voudrait voir la CURPHAMETRA s'intéresser aux guérisseurs rwandais pour la promotion de la médecine traditionnelle. La station pilote de Rubona devrait cesser de mener des travaux d'ordre expérimental pour débiter les travaux d'exploitation du gaz méthane dans le lac Kivu. Le Projet pêche sur le lac Kivu doit améliorer ses recherches dans le lac pour plus de résultats dans le futur.

D. Services culturels

Les infrastructures dans ce domaine sont encore très minimes. Au niveau de l'Umuganda et grâce à un supplément d'efforts par l'Etat, les équipements devraient sillonner toutes les Communes à commencer par les centres à caractère urbain.

E. Information

Le centre régional d'information se trouvant à Gisenyi doit sensibiliser la population pour qu'elle sache réellement l'importance du service de l'information dans les pays en voie de développement. La population doit donc rester mobilisée pour un but qui est le développement de la nation rwandaise. Il reviendrait donc à l'ORINFOR de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le projet de communication rurale amorcée continue à s'enraciner.

F. Service de santé

Comme relaté dans la monographie, les formations médicales souffrent presque toutes de l'insuffisance du personnel tant en qualité qu'en quantité. D'autres ont besoin d'être agrandies parce que les services vivent à l'étroit. L'équipement nécessaire manque souvent et cela porte préjudice à la bonne marche des hôpitaux, centres de santé, dispensaires et maternités. La situation est grave pour les hôpitaux de Shyira et de Muhororo : celui de Kabaya quant à lui souffre surtout d'un manque de personnel. L'hôpital de Kabaya n'est plus adapté aux dimensions actuelles de la ville et son extension est trop souhaitée.

Le service d'assainissement devrait recevoir des conditions de travail lui permettant de remplir ses devoirs. Le service élargi des vaccinations doit aussi sensibiliser plutôt que de se contenter le plus souvent de vacciner. Les Communes ne sont pas souvent à même d'entretenir les ambulances.

Dans l'ensemble, à tous ces problèmes, il faudrait des traitements adéquats. Les centres nutritionnels se trouvant dans la Préfecture ne fonctionnent pas tous, chacun d'eux a ses problèmes spécifiques mais il manque souvent un encadrement du personnel et le matériel effectif pour la marche des activités.

G. Services sociaux

Le souhait est d'implanter des centres communaux de développement et de formation permanente dans toutes les Communes de la Préfecture, les coopératives doivent être encouragées et soutenues. Le patrimoine des coopératives devrait être sérieusement gardé et ceux qui le subtilisent sévèrement poursuivis. L'encadrement de la jeunesse pose encore des problèmes à la suite d'une jeunesse trop désœuvrée. L'alphabétisation fonctionnelle manque souvent d'animateurs formés pour une éducation populaire et surtout des adultes. Le planning familial dont les jalons ont été posés par les services de l'information doit être plus lancé. Les études socio-démographiques devraient être modèles, la femme intégrée au développement, tout cela doit être avancé parce que nous remarquons d'une part que la campagne de sensibilisation ne peut pas être lancée à travers les médias sans avoir des données de base et d'autre part, parce que la femme continue à être très défavorisée dans plusieurs domaines alors que le MRND préconise l'égalité des sexes.

Aides aux nécessiteux

L'assistance publique devrait être renforcée pour que les aides aux nécessiteux voient plus de marge de la part des indigents. Ces aides semblent être supprimées et les autorités ne savent pas quoi répondre à cette catégorie de gens démunis.

Caisse sociale

Le Bureau de liaison de la Caisse Sociale doit être orienté pour aider la population affiliée à la Caisse de bénéficier à ses prestations à temps plein que ce soit pour les pensions que pour les risques professionnels. Cependant, une question qui reste pendante est celle concernant les cotisations qui ne sont pas régulièrement versées par les employeurs.

Justice

Les bâtiments abritant les juridictions et le personnel qualifié sont les deux côtés déplorables dans ce domaine. Par ailleurs, il faudra que les tribunaux et cantons soient équipés suffisamment. Les prisons devraient être agrandies parce qu'elles ont été construites dans des conditions et circonstances qui ne peuvent plus entrer en ligne de compte.

9. Banques - Assurances

Les banques et les institutions financières ne sont pas toutes représentées dans la Préfecture de Gisenyi. Il existe encore des banques comme celle de Kigali^{et} la Caisse d'Epargne du Rwanda dont les coulisses n'ont pas donné raison aux rumeurs mais qui a encore des bureaux attachés aux services postaux et dans d'autres grands services publics privés. Ce qui intéresse, c'est la politique du crédit. Pour le crédit rural, les banques populaires n'ont pas encore couvert toute la Préfecture. Il reste encore 8 Communes et le travail devra consister à cette innovation. Le développement rural nécessite des crédits pour la promotion de l'agriculture et de l'artisanat. L'épargne populaire est la force même d'une telle stratégie qui doit englober tout d'abord la mobilisation des masses laborieuses. Dans certaines Communes, le crédit à l'habitat est nécessaire pour épauler la population dans cette tâche qui n'est pas aussi facile dans les Communes aux terres de laves comme on les rencontre dans le Bugoyi.

La population de cette Préfecture souhaiterait que la SONARWA offre une succursale à la région dans le cadre de la décentralisation de ses services afin de faciliter les mouvements.

.../...

10. Schéma directeur d'aménagement de la ville de Gisenyi

La croissance démographique dans la circonscription urbaine de Gisenyi, depuis quelques années, a entraîné un développement constant de l'agglomération et une prolifération lente et progressive des constructions en dehors d'un cadre d'organisation d'ensemble. Par manque d'un plan directeur d'aménagement et d'urbanisme souple et adapté à la ville, il en a résulté une tendance au déséquilibre dans le fonctionnement général de l'espace urbain. C'est ainsi qu'un schéma directeur a été élaboré en tenant compte de deux objectifs :

- Fixer le cadre général de développement de l'agglomération à long terme (15 ans) à partir des options déterminantes pour l'avenir;
- Mettre en cohérence la croissance démographique, le développement économique et les possibilités d'occupation de l'espace en tenant compte des contraintes physiques et démographiques, de façon à assurer dans l'espace et le temps un développement urbain cohérent.

Pour les zones industrielles, les besoins de l'horizon 1995 seront satisfaits par la zone I qui est située le long de la route de l'Umuganda entre le marché et la partie sud de la piste de l'aéroport. Cette zone proche des zones d'habitat actuel et futur ne fera pas l'objet d'aménagements très lourds. Elle pourra convenir aussi bien à des entreprises modernes légères qu'à de petites entreprises semi-artisanales désireuses de bénéficier de la proximité des axes de communication, du marché de gros et de la future zone routière. L'ouverture de la zone industrielle II n'a pas, par contre, été jugée réaliste avant 1995 à raison :

- de la faible demande des terrains de la part des grandes entreprises modernes;
- de son éloignement important des zones de développement de l'habitat
- du manque d'intérêts de la part des entreprises modernes de s'installer dans la ville de Gisenyi.

Le site disponible est situé à l'Est de Cyanika, le long de la rivière Sebeya. Les zones industrielles proposées se localisent au Nord et au Sud de la Sebeya. Elles seront directement reliées à la route nationale, disposeront de l'électricité moyenne tension, de l'eau potable (issue du réseau Electrogaz ou AIDR) et de l'eau industrielle (de la Sebeya). En outre, une piste qui les traverse pourrait être améliorée et les relier directement à la route menant à la Bralirwa et à une zone possible d'entrepôt de 1,5 Ha près du futur port de Gisenyi.

.../...

L'actuel port de plaisance de l'ORTPN pourrait être aménagé pour accueillir des bateaux supplémentaires en plus des vedettes vers Kibuye et Cyangugu. Le port de marchandises, situé à 2 km de l'hôtel IZUBA accueille actuellement un trafic faible. Cependant, le développement des transports lacustres sur le lac Kivu pourra nécessiter son réaménagement afin de permettre le chargement et le déchargement simultané de plusieurs barges : de nouveaux entrepôts seront implantés dans la petite zone du port (environ 2,5 Ha), les quais seront réaménagés et éventuellement équipés de petites grues. Au plus long terme, un port plus important serait aménagé devant la Bralirwa si le trafic lacustre le nécessite.

Les mouvements des voyageurs vers Gisenyi et de Gisenyi vers d'autres régions sont assez importants. Le stationnement des bus et autres véhicules de transport actuellement se fait sur les axes de circulation importants provoquant des perturbations dans la circulation et représentant une source réelle d'accident. La nécessité d'une gare routière centrale devrait être construite au carrefour de l'axe principal et de la voie sud-nord à proximité du marché central sur un terrain en amont couvrant une surface environ de 2 Ha.

L'extension urbaine nécessitera la création ou l'aménagement de 3 marchés de quartier à Rushubi en Commune Nyamyumba, à Byahi à Gacuba II pour essentiellement des produits vivriers.

La zone centrale d'activités rietiendra un centre civique à un endroit de la ville où par son emplacement, le contact pourrait être maintenu entre tous les quartiers. Cet équipement serait donc implanté dans la zone centrale d'activités et des services (localisée à l'ouest de l'hôpital et d'une surface d'environ 8 Ha). Les équipements administratifs actuellement dispersés au sud de la ville dans le quartier résidentiel où beaucoup occupent d'anciennes constructions coloniales seront regroupés dans deux zones :

- la zone centrale d'activités et de services où seront réunis les activités culturelles et de services;
- la zone réservée dans le nouveau secteur d'extension de la ville (Nyakabungo) qui regroupera les représentations des ministères techniques et d'autres administrations.

La projection de la population en 1986, la pyramide des âges (âge scolarisable), le nombre d'enfants scolarisés en 1981 font que d'ici 1985, 100 nouvelles classes dans les nouvelles écoles devront être construites étant donné que les locaux disponibles dans chaque école ne permettent pas de normaliser les besoins en locaux. L'allongement du cycle primaire par l'adjonction des 7^e et 8^e années nécessite aussi la construction dans les écoles existantes

Pour construire un établissement d'enseignement secondaire, la zone de Gacuba II nord a été retenue. Avec l'accroissement de la population, la capacité de l'hôpital est devenue trop faible pour accueillir les malades en consultation ou hospitalisation. L'étroitesse des bâtiments se fait sentir dans la majorité de ses services généraux. Dans l'immédiat, il est envisagé l'agrandissement du bâtiment de la maternité afin de la doter d'une salle d'attente, d'une salle d'opération pour les cas gynécologiques, le projet prévoit normalement une spécialisation des services, notamment en gynéco-obstétrique, pédiatrie, médecine interne et chirurgie. Ensuite, l'agrandissement devrait porter la capacité à 300 lits, soit le triple de la capacité actuelle.

Afin de normaliser l'action sanitaire et de lui permettre de suivre l'accroissement de la population urbaine, trois dispensaires seraient créés pour compléter celui qui existe actuellement :

- le premier dispensaire sera créé au centre nutritionnel de Gacuba II,
- le second sera prévu dans les nouveaux lotissements projetés à l'Ouest de Gacuba II,
- Un troisième sera implanté à Cyanika.

La ville comptera trois centres : le centre principal, un point de convergence des principaux flux économiques et des services de haut niveau (banque, administrations, services publics...) et des centres de relai aux fonctions proches de celles du centre commercial mais représentés à un degré moindre, et enfin les centres de quartier où l'on trouve le commerce quotidien et les services fréquentés par la majeure partie de la population.

Le site de Gisenyi se prête particulièrement bien à la création d'espaces verts en raison de coupures naturelles du site et de l'urbanisation. Ces coupures seront protégées d'une urbanisation résultant d'une extension désordonnée des zones d'habitat. Il faudra prendre des mesures de surveillance active de la construction aux alentours de ces zones et d'autre part pour un aménagement de ces espaces des plantations, des cultures ou des équipements touristiques et de loisirs. Pour éviter une érosion consécutive à une urbanisation non contrôlée, il sera loisible d'étendre les boisements jusqu'à la limite des zones urbanisables. Cette politique de boisement sera entreprise rapidement pour éviter que de nouvelles constructions ne rendent cette tâche difficile et coûteuse. Des passages piétonniers devant permettre de relier rapidement le quartier de Cyanika au centre ville seront aménagés. Une zone de 5 Ha située à l'Est du quartier Gacuba II est réservée au quartier

La plupart d'autres propositions ont été soulevées dans d'autres domaines mais est-il que les mesures qui ont été préconisées définissent une politique urbaine à long terme, à partir de l'analyse des problèmes posés à l'agglomération des contraintes du site et de l'économie. Les principes fondamentaux en sont :

- 1.- Ouvrir à l'urbanisation en priorité les zones de Gacuba, Bugoyi et Nyakabungo proches au centre afin de donner à la ville une structure centrale plus dense. En deuxième priorité, les zones de Gacuba II Nord et Bonde, du côté de l'aérodrome.
- 2.- Créer les infrastructures nécessaires aux liaisons des quartiers nouveaux avec les centres, entre quartiers et de transit.
- 3.- Concentrer une importante surface urbanisée autour des grandes zones d'emplois.
- 4.- Créer des pôles secondaires de Gacuba I (zone commerciale) et Nyakabungo (zone d'activités et de services) par une politique de création d'équipements publics.
- 5.- Respecter la définition des zones de réserve urbaine et des coupures urbaines, non seulement parce qu'il est nécessaire de les aménager progressivement pour le besoin de la population (endroits publics, parcs, sports) mais parce qu'elles constituent, pour le futur, des terrains susceptibles de recevoir, après 1995, des infrastructures et des équipements ainsi que les extensions de l'urbanisation.

CONCLUSION

=====

Le Conseil Préfectoral n'a pas cessé de s'occuper des tâches qui lui ont été assignées. C'est pourquoi, lors de ses différentes réunions, il a toujours témoigné son esprit du développement en formulant des recommandations de nature à améliorer le mieux-être de la population à travers les diverses activités (projets spécialement) et chaque fois, les autorités concernées, ont donné, dans la mesure de leurs moyens, des suites appropriées.

Le bilan dont peut se féliciter la Préfecture de Gisenyi est largement issu du dynamisme des Autorités de la deuxième République qui a imprimé à tous les niveaux une ère de paix et d'unité comme piliers indispensables du développement et grâce à la philosophie d'appel incessant de la population selon laquelle "le Rwanda ne sera développé que par la somme des efforts de ses propres fils et filles".

Cette constante du MRND est riche de sens et la population de cette Préfecture en saura toujours gré. Les responsables de notre politique extérieure méritent aussi nos sincères et profonds remerciements pour les différentes aides dont bénéficient notre Pays en général et notre Préfecture en particulier. C'est dans ce sens que nous lançons un appel à la compréhension de ces données de base sur notre Préfecture. Nous souhaitons que cette réalité régionale soit réellement une photographie de son temps pour permettre aux exploitants d'évaluer nos besoins et nos potentialités. Cette espèce d'inventaire est conçu pour ce but précis et il sera à notre plus grande satisfaction s'il fait connaître davantage notre région.

Nous remercions tous ceux qui ne cessent de se dépenser de près ou de loin pour le mieux-être de la population de la Préfecture de Gisenyi et souhaitons encore une fois que cette bonne volonté pourra toujours se poursuivre et se concrétiser même dans les jours reculés de l'avenir.

Fait à Gisenyi, le 18 février 1983

NSHUNGUYINKA François

Préfet de Préfecture.-

l'absence de tout autre document, le fait que le
particulier en cause n'a pas été inscrit au
registre de la commune pendant un certain
temps, ce qui est contraire à l'article 17
de la loi du 5 mai 1884, ne peut être
considéré comme une preuve suffisante
pour établir l'existence d'un mariage
non enregistré, surtout lorsque le
particulier en cause a été inscrit au
registre de la commune pendant un certain
temps.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous
adresser ci-joint le rapport que vous m'avez
demandé de vous faire par votre lettre du
21 mars 1900. Je vous prie d'agréer, Monsieur
le Ministre, l'assurance de ma haute
et respectueuse considération.

Le Directeur
M. le Ministre
Paris

